Ministère de l'Emploi
et de la Solidarité
sociale
Québec

Étude des crédits 2014-2015

Demandes de renseignements **particuliers**
de **l'opposition officielle** adressées
au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale
	Emploi
1	Indiquer la somme dépensée en 2013-2014 (et les prévisions pour 2014-2015) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2	État de situation détaillé au sujet des programmes suivants : a. Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA); b. Mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés; c. Mesure de formation de la main-d'oeuvre (volet individu).
3	Pour le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions-ressources, préciser : a. Dépenses totales pour 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015, ventilées par région; b. Budget disponible pour l'année en cours; c. Nombre de personnes admissibles à ce jour, par région et par secteur d'activité; d. Budget consacré par région-ressource; e. Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles; f. Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme, par région et par secteur d'activité.
4	Pour le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions-ressources, des secteurs du textile et du vêtement, préciser : a. Dépenses totales pour 2012-2013 et 2013-2014, et prévisions pour 2014-2015, par région; b. Budget disponible pour l'année en cours; c. Nombre de personnes admissibles à ce jour, par région.
5	Emploi-Québec : a. Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2013-2014 et pour les 4 années précédentes, et les prévisions pour 2014-2015. Chiffres nationaux et ventilés par région administrative; b. Détails des effectifs occasionnels et réguliers en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015; c. Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2013-2014 et pour les 4 années précédentes; d. État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec, par mois, depuis avril 2010.
6	Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 ans et plus : a. Budget consenti à la mise en oeuvre de la stratégie pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, et prévisions pour 2014-2015; b. Ventilation de ces budgets par axe d'intervention; c. Nombre d'entreprises participantes; d. Nombre de participant(e)s par tranche d'âge et par région; e. Durée moyenne de la participation; f. Nombre de participant(e)s qui réussissent à retrouver un emploi durable; g. Taux de réussite.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
7	Liste de tous les ateliers, formations, conférences ou journées d'activité auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
8	Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 heures.
9	Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui ne sont pas référés à Emploi-Québec.
10	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015, ventilées par année. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.
11	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.
12	Nombre et effectifs de chacun des centres locaux d'emploi, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi pour les années 2013-2014 et les 4 années précédentes. Fournir les prévisions pour 2014-2015.
13	Pour l'année 2013-2014 et les 4 années précédentes, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains. Prévisions pour 2014-2015.
14	État de situation sur le programme Pacte pour l'emploi et le Pacte pour l'emploi Plus.
15	Sommes obtenues et état d'avancement des travaux visant le financement par le gouvernement du Pacte pour l'emploi et du Pacte pour l'emploi Plus.
16	Sommes obtenues visant le financement par le gouvernement fédéral du Pacte pour l'emploi et du Pacte pour l'emploi Plus.
17	Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015. Préciser : a. l'objet des consultations; b. le moyen utilisé; c. les dates de rencontres; d. les communautés et les personnes consultées; e. les résultats des consultations; f. les montants afférents.
18	État de situation au sujet du comité interministériel sur les centres de travail adapté.
19	Bilan de la stratégie Tous pour l'emploi en 2013-2014.
20	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2013-2014 qui n'ont pas été reconduits en 2014-2015, en incluant les programmes qui ont été abolis.
21	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2014-2015.

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
22	Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2014-2015 et la liste des dépenses abolies en conséquence. (Application du cran d'arrêt)
23	Orientations et d'initiatives La solidarité : une richesse pour le Québec : maintenues pour 2014-15 et les budgets qui y ont été accordés.
	Sécurité du revenu
24	Prévisions des coûts supplémentaires de prestations aux prestataires si le gouvernement fédéral devait repousser de 65 à 67 ans l'âge d'admissibilité à la pension de la Sécurité de la vieillesse.
25	Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.
26	Le nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu pour 2013-2014 et 2012-2013.
27	Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.
28	Nombre de prestataires à la sécurité du revenu, mensuellement de 2011 à 2014 (aide de dernier recours et de solidarité sociale) et les prévisions du nombre de prestataires pour 2014-2015.
29	Coût de l'indexation des prestations de l'assistance-emploi pour 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.
30	État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015 concernant : a) Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à douze mois; b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes; c) Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménage; d) Nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assistance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école; e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une; f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu; g) Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;

#	Demande de renseignements particuliers
	h) Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu;
	i) Nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale;
	j) Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu;
	k) Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles à l'emploi selon les critères suivants : i. État de santé; ii. État de grossesse; iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire ou garde d'enfants handicapés; iv. Critère de 55 ans; v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants; vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de soutien financier;
	l) Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré;
	m) Nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés;
	n) Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle;
	o) Nombre de révisions et d'appels selon le motif et la décision;
	p) Nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision;
	q) Nombre de personnes qui ont bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi;
	r) Ventilation détaillée des impacts pour le Québec des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu;
	s) Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
	t) Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence;
	u) Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
	v) Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	w) Bilan du budget et des dépenses pour le programme de l'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour l'année 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.
31	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.
32	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014.
33	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée et dont la personne a gagné en appel pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014.
34	Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail, par région, pour les groupes suivants pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015. Préciser : a) Personne vivant seule; b) Couple; c) Famille monoparentale; d) Famille biparentale; e) Définition du concept « revenu d'emploi » pour le programme; f) Définition du concept « lien d'emploi » pour le programme.
35	Bilan du plan d'action éducation, emploi et productivité et ventilation des sommes accordées depuis 2011.
36	Bilan du plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue. Sommes y étant consacrées depuis 2008, par mesure. Pour chaque indicateur, ventilation des données depuis 2008.
	Régime québécois d'assurance parentale
37	Copie des études, notes, rapports, états de situation et analyses concernant la situation financière du Fonds d'assurance parentale ainsi que des divers scénarios visant à combler son déficit (s'il y a lieu).
38	Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.
39	Nombre de prestataires servis, d'événements et de prestations totales versées selon les régions administratives du Québec pour 2012-2013 et 2013-2014 en fonction des données disponibles.
	Secrétariat à l'action communautaire autonome
40	Dans chacun des programmes, préciser : a. liste des organismes subventionnés (avec nom et adresse de ces organismes) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
41	Actions posées et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	Stratégie nationale de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale
42	Notes, études et analyses d'un nouveau plan d'action relié à la Stratégie nationale de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale.
43	Notes, études et analyses en lien avec l'article 20 sur tous les programmes ou initiatives législatives.
44	Rapport sur les indicateurs du CEPE.
45	État de situation détaillé au sujet des axes et sous-axes du Plan d'action de lutte contre la pauvreté pour 2013-2014 : a. AXE 1 - Améliorer le bien-être des personnes en situation de pauvreté ▪ Ajuster annuellement les prestations d'assistance-emploi; ▪ Assouplir les règles de comptabilisation des actifs dans le cadre du Programme d'assistance-emploi; ▪ Protéger la prestation à laquelle une personne a droit à l'assistance-emploi; ▪ Offrir à toutes les familles une exemption partielle des revenus de pension alimentaire pour enfants dans le cadre du Programme d'assistance-emploi; ▪ Pourvoir au financement du Réseau québécois du crédit communautaire; ▪ Réviser annuellement le salaire minimum en fonction de l'évolution de la rémunération moyenne au Québec; ▪ Appuyer davantage les travailleuses et les travailleurs à faible revenu par la mise en place de la nouvelle Prime au travail; ▪ Une prime à la participation : augmenter l'allocation minimale d'aide à l'emploi accordée aux prestataires de l'assistance-emploi; ▪ Favoriser une mise en mouvement rapide des nouveaux demandeurs d'assistance-emploi aptes au travail; ▪ Augmenter la participation et améliorer l'accès à des mesures d'aide à l'emploi pour les groupes davantage touchés par la pauvreté; ▪ Mieux soutenir l'intégration socioprofessionnelle des personnes immigrantes et des membres des minorités visibles; ▪ Établir un régime particulier de soutien du revenu pour les personnes ayant des limitations importantes à l'emploi; ▪ Augmenter le nombre de logements sociaux et abordables et accélérer leur réalisation; ▪ Accorder des suppléments au loyer à 5276 ménages pour atténuer les effets de la pénurie de logements; ▪ Adapter le logement de plus de 6000 personnes handicapées; ▪ Adopter un cadre de gestion intégré pour offrir des services de soutien communautaire en logement social; ▪ Favoriser le développement d'initiatives communautaires en matière d'habitation; ▪ Améliorer l'offre de service destinée aux personnes sans-abri ou qui risquent de le devenir; ▪ Miser sur la contribution des organismes communautaires; ▪ Poursuivre le soutien à la mise en oeuvre de projets d'approvisionnement alimentaire dans les communautés locales et les milieux défavorisés; ▪ Poursuivre le soutien à la réalisation de mesures d'aide alimentaire ponctuelles, notamment en faveur des enfants; ▪ Améliorer l'accès aux médicaments pour les personnes ayant un faible revenu.

#	Demande de renseignements particuliers
	b. AXE 2 - Prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en développant le potentiel des personnes ▪ Mettre en place un soutien aux enfants aidant davantage les familles à faible revenu; ▪ Favoriser le développement des enfants en provenance des milieux défavorisés en facilitant leur accès à des services de garde éducatifs de qualité; ▪ Offrir des services intégrés en périnatalité et en petite enfance pour les familles vivant en contexte de vulnérabilité; ▪ Soutenir l'innovation et l'intégration des activités de prévention auprès des jeunes enfants (de 0 à 6 ans) et de leur famille; ▪ Expérimenter le programme Famille, école et communauté : ensemble pour la réussite scolaire; ▪ Implanter le Programme d'aide à l'éveil à la lecture et à l'écriture dans les milieux défavorisés; ▪ Soutenir le réseau scolaire dans le développement de l'aide aux devoirs et aux leçons; ▪ Soutenir le réseau scolaire dans le développement du mentorat au secondaire pour favoriser la réussite scolaire; ▪ Assurer la qualification des jeunes provenant des centres jeunesse; ▪ Intervenir en faveur des jeunes en grande difficulté dans les territoires de CLSC; ▪ Adapter les services de formation et d'accompagnement aux besoins des jeunes, décrocheuses et décrocheurs scolaires ou faiblement scolarisés, âgés de 16 à 24 ans; ▪ Encourager l'acquisition d'une première qualification en favorisant la conciliation travail et études; ▪ Offrir des solutions de rechange à l'assistance-emploi aux jeunes de moins de 25 ans et sans contraintes à l'emploi; ▪ Mettre en oeuvre une entente interministérielle pour le développement des jeunes; ▪ Se doter d'un Engagement jeunesse en faveur des jeunes de 16 à 24 ans sous-scolarisés ou sans emploi; ▪ Soutenir des initiatives sociocommunautaires contribuant à favoriser la participation sociale des personnes aînées à faible revenu; c. AXE 3 - Favoriser l'engagement de l'ensemble de la société ▪ Investir au service des initiatives des milieux grâce au Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS); ▪ Convenir des secteurs et des territoires prioritaires d'intervention et soutenir des actions à l'échelle de la région; ▪ Soutenir l'émergence de stratégies locales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur les territoires prioritaires d'intervention; ▪ Amener les ministères et organismes concernés à établir non seulement les ressources consacrées aux territoires prioritaires d'intervention convenus avec les régions et les villes, mais aussi à déterminer des attentes de résultats sur ces territoires; ▪ Lutter contre les préjugés à l'égard des personnes en situation de pauvreté;

#	Demande de renseignements particuliers
	d. AXE 4 - Assurer la constance et la cohérence de l'action ▪ Évaluer l'impact des propositions de nature législative ou réglementaire sur le revenu des personnes en situation de pauvreté; ▪ Assurer un pilotage interministériel efficace et coordonné; ▪ Intensifier les échanges avec le gouvernement du Canada; ▪ Intensifier le dialogue avec les nations autochtones et soutenir l'émergence de stratégies locales dans les villages et réserves.

Questions extraites de la liste du Secrétariat du Conseil du trésor - Services Québec

SQ 32	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie Services Québec. Pour chaque comité présidé par Services Québec, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.
SQ 33	Pour l'année 2013-2014, indiquer : a. La liste des employés et des membres du conseil d'administration; b. La liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c. La liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv; d. Leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.
SQ 34	Concernant le bureau de la présidence : a. Nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents; b. Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre; c. Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation; d. Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.
SQ 35	Liste des ministères ayant signé une entente avec Services Québec.
SQ 36	Liste des points de service de Services Québec.

Question extraite de la liste du ministère de la Santé et des Services sociaux - Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS)

SA-1	Ventilation des organismes communautaires (avec nom et adresse de ces organismes) qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu des subventions du Secrétariat à l'action communautaire autonome et du Programme de soutien aux organismes communautaires, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2014-2015, par région.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-1

Titre :

Indiquer la somme dépensée en 2013-2014 (et les prévisions pour 2014-2015) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Exposé et statistiques :

Ministère de l'Emploi et de la solidarité sociale (crédits budgétaires du MESS)

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information), pour la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014, s'élèvent à 41 246,1 k$ et se répartissent ainsi :

Dépenses en exploitation	**Interne**	**Externe**	**CSPQ**	**Total**
Entente de base de maintien et d'exploitation des TI avec le CSPQ			29 631,2 k$	29 631,2 k$
Ressources internes du MESS (continuité et encadrement) :	11 614,9 k$			11 614,9 k$
Total des dépenses en exploitation	**11 614,9 k$**		**29 631,2 k$**	**41 246,1 k$**

Fonds des technologies de l'information du MESS

Les dépenses en investissements pour la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014, s'élèvent à 9 703,6 k$ et se répartissent ainsi :

	Interne	**Externe**	**CSPQ**	**Total**
Dépenses en investissement	**6 579,0 k$**	**1 676,3 k$**	**1 448,3 k$**	**9 703,6 k$**

Fonds des biens et des services

Les dépenses en investissement pour la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014, s'élèvent à 1 637,4 k$ alors que les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information) s'élèvent à 27 239,4 k$. Elles se répartissent ainsi :

	Interne	**Externe**	**CSPQ**	**Total**
Dépenses en investissement	**477,8 k$**	**561,7 k$**	**597,9 k$**	**1 637,4 k$**
Dépenses en exploitation				
Ressources internes et externes (continuité et encadrement) :	6 892,2 k$	11 960,7 k$		18 852,9 k$
CSPQ (incluant entente de base de maintien et d'exploitation des TI)			8 386,5 k$	8 386,5 k$
Total des dépenses en exploitation	**6 892,2 k$**	**11 960,7 k$**	**8 386,5 k$**	**27 239,4 k$**
Total (exploitation et investissement)	**7 370,0 k$**	**12 522,4 k$**	**8 984,4 k$**	**28 876,8 k$**

SOURCE : DBCAPI
COLLABORATION :
VALIDATION: DBCAPI
DATE : 2014-06-13
1RP01.doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP - 2a

Titre

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

a) Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA)

Exposé et statistiques

Vous retrouverez à l'annexe A le nombre de participants pour la mesure Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA) et ce, selon le statut des participants. Au 31 mars 2014 (données cumulatives à partir du 1er avril 2013), Emploi-Québec a dénombré 1 472 participants actifs inscrits à l'ICTA.

Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Toutefois, les réalisations sont consignées pour chacune des mesures d'Emploi-Québec. Les engagements comptabilisés dans le cadre de la mesure Initiative ciblée pour les travailleurs âgés, dans la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014 (données préliminaires), sont de 9 661,8 k$.

SOURCE :	Direction de la statistique et de l'information de gestion, 13 juin 2014
COLLABORATION :	Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières, matérielles
VALIDATION :	Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières, matérielles, 16 juin 2014
DATE :	16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-2b

Titre
État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

b) Mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés.

Exposé et statistiques

Le volet *Aménagement et réduction du temps de travail (ARTT),* de la mesure *Concertation pour* l'emploi qui s'adresse aux entreprises, prévoit une modalité « retraite anticipée » qui peut être utilisée en combinaison avec d'autres modalités de réduction du temps de travail (retraite progressive, congé sans solde, temps partiel, etc.). L'ARTT contribue à maintenir au travail des personnes menacées de licenciement et à favoriser l'embauche de chercheurs d'emploi, notamment par une nouvelle répartition du temps de travail.

Devant l'ampleur de la crise vécue par l'industrie forestière, le volet ARTT a été rendu disponible dans le cadre du *Plan de soutien pour le secteur forestier* d'octobre 2006 comme un des quatre leviers d'intervention.

La mesure permet le maintien en emploi de travailleurs moins expérimentés en remplacement de travailleurs qui choisissent de prendre une retraite anticipée. Ainsi, d'octobre 2006 au 31 mars 2011, l'incitatif financier lié à la modalité « retraite anticipée » a été bonifié de 4 000 $ à 6 000 $ par année pour le secteur forestier afin de limiter le nombre de mises à pied et de maintenir en emploi la relève. De plus, d'avril 2009 jusqu'au 31 mars 2011, l'incitatif bonifié a été offert à l'ensemble des secteurs d'activités. Depuis avril 2011, la possibilité de déposer des plans exclusivement pour des retraites anticipées a été maintenue pour le secteur forestier. Toutefois, l'incitatif financier majoré à 6000$/année a été rétabli au montant accordé initialement, soit 4000$/année.

Pour l'année 2013-2014, au 31 mars 2014 (données préliminaires au 11 avril 2014), 1 473 079 $ ont été investis dans le volet ARTT du secteur forestier.

SOURCE : Direction de la planification et du développement des stratégies
COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée
DATE : 16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP - 2C

Titre

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

c) Mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individu) :

Exposé et statistiques

Au 31 mars 2014, Emploi-Québec a dénombré 51 350 participants actifs (32 812 nouveaux participants) inscrits aux diverses formations (*Liste de formation en annexe*).

Budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Les engagements comptabilisés dans le cadre de la mesure de formation en date du 31 mars 2014 (données préliminaires) sont de l'ordre de 300,7 M$ pour le volet individu.

Pour l'ensemble du Québec, le taux de retour en emploi des personnes ayant bénéficié d'une mesure de formation est de l'ordre de 65,7 % pour l'année 2013-2014 (données préliminaires). Ce taux est, toutefois, de 75,9 % chez ceux ayant bénéficié d'une mesure de formation professionnelle et technique.

SOURCE :	Direction de la statistique et de l'information de gestion
COLLABORATION :	Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles –
VALIDATION :	Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 16 juin 2014
Date :	16 juin 2014

Annexe

Nombre de participants actifs par type de formation[1]

du 1er avril 2013 au 31 mars 2014

Types de formation	**Total de la clientèle**
Francisation	5 338
Formation générale, préalable à la formation professionnelle ou technique	10 532
Alphabétisation	1 445
Formation professionnelle secondaire	25 644
Métiers semi ou peu spécialisés	2 618
Formation autres langues que le français	308
sous-total ***Secondaire***[1]	***43 594***
Formation technique collégiale	8 229
Formation universitaire	216
Total de la Mesure de formation[1]	**51 350**

1. Source : Direction de la statistique et de l'information de gestion

La somme des adultes par types de formation peut être supérieure au nombre total d'adultes distincts, car une même personne peut avoir effectué plus d'une participation durant la période. Ainsi, si la personne a participé à plusieurs types de formation, elle sera dénombrée dans chacun des types, mais une seule fois dans le total de la Mesure de formation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-3

Titre

Pour le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources, préciser :

a. Dépenses totales pour 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015, ventilées par région;
b. Budget disponible pour l'année en cours;
c. Nombre de personnes admissibles à ce jour, par région et par secteur d'activité;
d. Budget consacré par région-ressource;
e. Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles;
f. Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme, par région et par secteur d'activité.

Exposé et statistiques

Le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources a été remplacé par le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement en 2009.

a) Dépenses totales en 2013-2014 : NIL

b) Budget pour l'année en cours (2014-2015) : NIL

c) Nombre de personnes admissibles en 2013-2014 par région : NIL

Et par secteur d'activité : N/A

d) Le budget consacré par région : NIL

e) Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles : NIL

f) Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au Programme par région et par secteur d'activité : NIL

SOURCE :	Direction de la planification et du développement des stratégies
COLLABORATION :	Direction des mesures et des services aux individus
	Direction de la statistique et de l'information de gestion
VALIDATION :	Direction du budget
	Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE :	16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-4

Titre
Pour le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions-ressources, des secteurs du textile et du vêtement, préciser :
a. Dépenses totales pour 2012-2013 et 2013-2014, et prévisions pour 2014-2015, par région;
b. Budget disponible pour l'année en cours;
c. Nombre de personnes admissibles à ce jour, par région.

Exposé et statistiques

Le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement hors des régions ressources des secteurs du textile et du vêtement a été remplacé par le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement en 2009.

a) Dépenses totales pour 2013-2014 : NIL

b) Budget disponible pour l'année en cours (2014-2015) : NIL

c) Nombre de personnes admissibles en 2013-2014 par région : NIL

SOURCE :	Direction de la planification et du développement des stratégies
COLLABORATION :	Direction des mesures et des services aux individus
	Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles
	Direction de la statistique et de l'information de gestion
VALIDATION :	Direction du budget
	Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE :	16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-5

Titre
Emploi-Québec :
a) Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2013-2014 et pour les 4 années précédentes, et les prévisions pour 2014-2015. Chiffres nationaux et ventilés par région administrative.
b) Détails des effectifs occasionnels et réguliers en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015;
c) Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2013-2014 et pour les 4 années précédentes;
d) État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec, par mois, depuis avril 2010.

Exposé et statistiques

a) Cibles et résultats en 2012-2013 et 2013-2014 (et/ou dernière année disponible) et prévisions pour 2014-2015 (voir annexe 1)

Globalement, les taux d'atteinte des cibles de résultats en 2012-2013 touchant les nouveaux participants et les retours en emploi étaient satisfaisants. Il en va de même du côté des services aux entreprises.

La forte majorité des cibles sont entièrement atteintes ou à des niveaux supérieurs à 90 %.

Tel que prévu à la Convention de performance et d'imputabilité d'Emploi-Québec, les résultats finaux pour 2013-2014 seront présentés plus en détails au Rapport annuel de gestion.

b) Détails des effectifs occasionnels et réguliers en 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015

ETC autorisés	**2013-2014**
ETC réguliers	3 867
ETC occasionnels	151
Total ETC autorisés	**4 018**

c) Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financé par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral au cours des cinq dernières années

Pour l'année 2013-2014, le Plan annuel de gestion des dépenses totalise 1 078,6 M$, dont 331,5 M$ en Fonds du Québec et 747,1 M$ imputables au Compte d'assurance-emploi.

PLAN ANNUEL DE GESTION DES DÉPENSES 2013-2014 (en millions de dollars)		
Fonds du Québec	Compte d'assurance-emploi	Total
331,5	747,1	1 078,6

d) Listes d'attente

Emploi-Québec n'administre pas de liste d'attente de participants dans le cadre des mesures actives. Ses services sont offerts sur la base des priorités régionales et des disponibilités budgétaires.

SOURCE : Direction générale adjointe de la planification et du marché du travail
COLLABORATION : Direction générale adjointe des ressources humaines
Direction du budget et des services administratifs
VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles
Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 16 juin 2014

Annexe 1. Cibles et résultats 2013-2014, ensemble du Québec

Orientations du plan d'action	Indicateurs	2013-2014	
		Cibles	Résultats préliminaires
Prévenir les effets de la conjoncture économique sur le marché du travail et soutenir la croissance de l'emploi par l'ajustement de l'offre de services	• Nombre de **nouveaux participants** aux interventions des Services publics d'emploi, participants de **l'assurance-emploi** – *Entente Canada-Québec*	136 500	171 056
	• Nombre de **personnes en emploi** après avoir bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi, participants de **l'assurance-emploi** – *Entente Canada-Québec*	50 900	51 392
	• Prestations non versées à l'**assurance-emploi** à la suite d'une intervention des Services publics d'emploi visant un retour en emploi – *Entente Canada-Québec*	200,0 M$	240,7 M$
Favoriser la participation au marché du travail et l'emploi du plus grand nombre de personnes	• Nombre de postes **vacants signalés** au Service national de placement	550 000	559 002
	• Nombre de **nouveaux participants** aux interventions des Services publics d'emploi	270 000	302 726
	• Nombre de **personnes en emploi** après avoir bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	134 600	138 105
	• **Taux d'emploi** des personnes ayant bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	50,5%	50,1%
	• Proportion des **participants aux mesures de longue durée** répondant aux critères de repérage des personnes à risque élevé de chômage de longue durée	75%	80%
	• Nombre de **nouveaux participants** aux activités de **formation de base**	32 000	28 049
	• Nombre de nouveaux participants aux interventions des Services publics d'emploi, clientèle des programmes **d'assistance-sociale**	90 000	92 838
	• Nombre de participants clientèles des programmes **d'assistance-sociale en emploi** après avoir bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	37 000	34 879
	• Taux d'emploi des participants clientèle des programmes d'assistance-sociale ayant bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	41,0%	39,6%
	• Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi**, personnes immigrantes**	50 000	49 768
	• Taux d'emploi des personnes immigrantes ayant bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	45,0%	45,1%
	• Prestations non versées à l'aide financière de dernier recours à la suite d'une intervention des Services publics d'emploi visant un retour en emploi	114,1M$	128,9 M$
Contribuer à l'amélioration de la productivité et de la capacité d'adaptation des entreprises aux changements	• Nombre **d'entreprises nouvellement aidées** par les interventions des Services publics d'emploi	11 000	11 593
	• Nombre de nouveaux participants aux **stratégies du Cadre de développement des compétences de la main-d'œuvre**	6 343	6 769
Offrir les services de solidarité sociale dans une perspective d'insertion en emploi et soutenir la mobilisation des milieux en faveur de la solidarité sociale, tout en accordant un soutien du revenu aux personnes qui bénéficient des divers programmes d'aide financière	• Nombre de sorties de l'aide financière de dernier recours	75 000	73 478

Source : Les données pour 2013-2014 sont des résultats préliminaires. Les résultats finaux seront présentés dans le rapport de gestion 2013-2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-6

Titre :

Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 ans et plus :

a. Budget consenti à la mise en œuvre de la stratégie pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, et prévisions pour 2014-2015;
b. Ventilation de ces budgets par axe d'intervention;
c. Nombre d'entreprises participantes;
d. Nombre de participant(e)s par tranche d'âge et par région;
e. Durée moyenne de la participation;
f. Nombre de participant(e)s qui réussissent à retrouver un emploi durable;
g. Taux de réussite.

Exposé et statistiques :

a. Budget consenti à la mise en œuvre de la stratégie pour 2012-2013 et 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015

Les activités de la *Stratégie d'intervention à l'intention des travailleuses et des travailleurs de 45 ans et plus* sont réalisées à l'intérieur du budget global d'intervention réservé aux mesures et services d'Emploi-Québec. Aucun budget spécifique n'est attribué pour la Stratégie.

b. Ventilation de ces budgets par axe d'intervention

Aucun budget global pour la Stratégie n'étant attribué, la ventilation des statistiques par axe d'intervention ne s'applique pas.

c. Nombre d'entreprises participantes

Aucune cible de résultat n'est établie pour cette clientèle. Cette stratégie vise plutôt à mettre en place des interventions en entreprise liées à la Stratégie telle que la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre.

d. Nombre de participant(e)s par tranche d'âge et par région

Ventilation des nouveaux participants âgés de 45 ans et plus selon la région et le groupe d'âge du 1er avril 2013 au 31 mars 2014

	De 45 à 49 ans	De 50 à 54 ans	55 ans et plus	**Adultes distincts[1]**
Bas-Saint-Laurent	1 136	1 416	2 549	5 056
Saguenay - Lac-St-Jean	1 241	1 536	1 918	4 658
Capitale-Nationale	2 865	3 028	4 339	10 157
Mauricie	1 489	1 723	2 789	5 963
Estrie	1 222	1 225	1 661	4 074
Île-de-Montréal	7 756	6 706	8 403	22 643
Outaouais	1 823	1 745	1 412	4 930
Abitibi-Témiscamingue	713	1 017	1 669	3 362
Côte-Nord	664	720	948	2 316
Nord-du-Québec	97	117	173	382
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	771	886	1 444	3 082
Chaudière-Appalaches	1 620	1 846	2 561	5 971
Laval	1 478	1 549	1 900	4 883
Lanaudière	1 696	1 688	2 096	5 412
Laurentides	2 140	2 439	3 247	7 771
Montérégie	4 348	4 551	5 959	14 734
Centre-du-Québec	1 042	1 273	1 886	4 151
Adultes distincts[1]	31 917	33 314	44 853	109 096

1. La somme des adultes par région ou par groupe d'âge peut être supérieure au nombre total d'adultes distincts, car une même personne peut avoir effectué plus d'une participation dans plus d'une région et dans deux groupes d'âge durant la période.

e. Durée moyenne de la participation

Ce type de donnée n'est pas disponible.

f. Nombre de participant(e)s qui réussissent à retrouver un emploi durable

En 2013-2014 (données préliminaires en date du 5 avril 2014), le taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec atteignait 51,3 % pour les 45-54 ans et 46,4 % pour les 55 ans et plus. Afin de favoriser le recrutement de la clientèle de 55 ans et plus, les employeurs qui déposent des offres d'emploi dans *Placement en ligne* peuvent signaler leur intérêt à recevoir des candidatures de ces personnes.

g. Taux de réussite :

De façon générale, la persévérance, mesurée par le pourcentage de participations aux mesures et services d'emploi terminés et complétés, augmente avec l'âge. Ainsi, en 2013-2014, 88,0 % des participations des personnes de 45 à 54 ans et 92,0 % de celles de 55 ans et plus avaient été complétées. Ce chiffre est de 83,4 % pour les clientèles tous âges confondus[3]. Ce constat vaut également pour l'ensemble des mesures, notamment la mesure de formation – volet individus, à l'exception de *Soutien au travail autonome* pour laquelle le pourcentage de participations complétées est inférieur à la moyenne chez les personnes de 45 à 54 ans et celles de 55 ans et plus[4].

SOURCE : Direction de la planification et du développement des stratégies
COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion (DSIG)
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 16 juin 2014

[3] *Ce constat vaut également si on n'inclut pas dans les calculs la mesure Service d'aide à l'emploi, dont les activités sont en moyenne de courte durée; dans ce cas de figure, les taux de participation complétée sont respectivement de 75,3 %, 79,7 % et de69.1 %.*
[4] *Rappelons que le nombre de personnes de ces groupes d'âge qui participent à cette mesure est relativement limité.*

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-7

Titre
Liste de tous les ateliers, formations, conférences ou journées d'activité auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Vous référer à la question 2 des renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition.

SOURCE : DGARH – 2014-06-12
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-8

Titre :

Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 heures.

Exposé et statistiques :

Emploi-Québec a pour mission de contribuer à développer l'emploi et la main-d'oeuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage, l'exclusion et la pauvreté dans une perspective de développement économique et social. De plus, depuis avril 2006, les services publics d'emploi et les services de solidarité sociale sont gérés de façon unifiée. Par conséquent, la référence n'est plus requise.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-9

Titre :

Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui ne sont pas référés à Emploi-Québec.

Exposé et statistiques :

Emploi-Québec a pour mission de contribuer à développer l'emploi et la main-d'oeuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage, l'exclusion et la pauvreté dans une perspective de développement économique et social. De plus, depuis avril 2006, les services publics d'emploi et les services de solidarité sociale sont gérés de façon unifiée. Par conséquent, la référence n'est plus requise.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-10

Titre :
Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015, ventilées par année. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.

Exposé et statistiques :

Le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science répondra à cette question.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-11

Titre :
Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.

Exposé et statistiques :

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport répondra à cette question.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP -12

Titre :
Nombre et effectifs de chacun des centres locaux d'emploi par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi pour les années 2013-2014 et les 4 années précédentes. Fournir les prévisions pour 2014-2015.

Vous référez au tableau en annexe.

SOURCE : **DGSG – DGARH – 2014-06-11**
COLLABORATION :
VALIDATION: **DGSG -DGARF – DBCAPI – 2014-06-12**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP12-CLE

Titre :
Nombre et effectifs de chacun des centres locaux d'emploi par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi pour les années 2013-2014 et les 4 années précédentes. Fournir les prévisions pour 2014-2015.

Répartition de l'effectif en place (régulier et occasionnel), dans les centres locaux d'emploi d'Emploi-Québec (données au 2 avril 2014)

Nom de la region	Nom du service	Catégorie	Corps d'emplois		Total
Bas-Saint-Laurent	CLE - AMQUI	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - AMQUI				**13**
	CLE - LA POCATIÈRE	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - LA POCATIÈRE				**11**
	CLE - MATANE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - MATANE				**17**
	CLE - MONT-JOLI	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
		Soutien	200	Agent de bureau	1
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - MONT-JOLI				**16**
	CLE - RIMOUSKI-NEIGETTE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22
		Soutien	200	Agent de bureau	4
			221	Agent de secrétariat	3
	Total CLE - RIMOUSKI-NEIGETTE				**32**
	CLE - RIVIÈRE-DU-LOUP	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - RIVIÈRE-DU-LOUP				**21**
	CLE - TÉMISCOUATA	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - TÉMISCOUATA				**13**
	CLE - TROIS-PISTOLES	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - TROIS-PISTOLES				**5**
Total Bas-Saint-Laurent					**128**
Saguenay—Lac-Saint-Jean	CLE - CHICOUTIMI	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - CHICOUTIMI				**32**
	CLE - JONQUIÈRE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	6
		Soutien	200	Agent de bureau	7
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - JONQUIÈRE				**40**
	CLE - LA BAIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
		Soutien	200	Agent de bureau	6
	Total CLE - LA BAIE				**23**
	CLE - LAC-SAINT-JEAN-EST	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
		Soutien	200	Agent de bureau	4
	Total CLE - LAC-SAINT-JEAN-EST				**25**

Nom de la region	Nom du service	Catégorie	Corps d'emplois		Total
	CLE - MARIA-CHAPDELEINE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - MARIA-CHAPDELEINE				**16**
	CLE - ROBERVAL	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - ROBERVAL				**18**
Total Saguenay—Lac-Saint-Jean					**154**
Capitale-Nationale	CLE - BAIE-SAINT-PAUL	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - BAIE-SAINT-PAUL				**4**
	CLE - BEAUPORT	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - BEAUPORT				**29**
	CLE - CHARLESBOURG	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	24
		Soutien	200	Agent de bureau	5
	Total CLE - CHARLESBOURG				**34**
	CLE - CÔTE-DE-BEAUPRÉ	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - CÔTE-DE-BEAUPRÉ				**3**
	CLE - LA MALBAIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - LA MALBAIE				**11**
	CLE - PORTNEUF	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - PORTNEUF				**17**
	CLE - QUARTIERS-HISTORIQUES	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	37
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			221	Agent de secrétariat	2
	Total CLE - QUARTIERS-HISTORIQUES				**50**
	CLE - SAINTE-FOY	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	108	Analyste informat.et proc.administr.	1
			111	Attaché d'administration	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	33
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
	Total CLE - SAINTE-FOY				**47**
Total Capitale-Nationale					**195**
Mauricie	CLE - LA TUQUE	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - LA TUQUE				**8**
	CLE - LOUISEVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	2
	Total CLE - LOUISEVILLE				**12**
	CLE - SAINTE-GENEVIÈVE-DE-BATISCAN	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - SAINTE-GENEVIÈVE-DE-BATISCAN				**7**
	CLE - SAINTE-THÈCLE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - SAINTE-THÈCLE				**5**
	CLE - SHAWINIGAN	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ	1
			111	Attaché d'administration	2
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - SHAWINIGAN				**27**
	CLE - TROIS-RIVIÈRES	Cadre	630	Cadre supérieur	2

Nom de la region	Nom du service	Catégorie	Corps d'emplois		Total
		Professionnel	102	Agent de développement industriel	1
			111	Attaché d'administration	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	30
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	7
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - TROIS-RIVIÈRES				**45**
Total Mauricie					**104**
Estrie	CLE - ASBESTOS	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - ASBESTOS				**6**
	CLE - COATICOOK	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - COATICOOK				**3**
	CLE - EAST ANGUS	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - EAST ANGUS				**8**
	CLE - LAC MÉGANTIC	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - LAC MÉGANTIC				**6**
	CLE - MAGOG	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20
		Soutien	200	Agent de bureau	4
	Total CLE - MAGOG				**26**
	CLE - SHERBROOKE	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25
		Soutien	200	Agent de bureau	8
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - SHERBROOKE				**40**
	CLE - WINDSOR	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - WINDSOR				**7**
Total Estrie					**96**
Montréal	CLE - AHUNTSIC	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	10
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - AHUNTSIC				**21**
	CLE - CÔTE-DES-NEIGES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17
		Soutien	200	Agent de bureau	7
	Total CLE - CÔTE-DES-NEIGES				**26**
	CLE - FLEURY	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - FLEURY				**11**
	CLE - HOCHELAGA - MAISONNEUVE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - HOCHELAGA - MAISONNEUVE				**9**
	CLE - LASALLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	34
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - LASALLE				**43**
	CLE - MERCIER	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20
		Soutien	200	Agent de bureau	4
	Total CLE - MERCIER				**27**
	CLE - MONTRÉAL-NORD	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	43
			264	Technicien en administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	7
	Total CLE - MONTRÉAL-NORD				**55**
	CLE - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
		Soutien	200	Agent de bureau	4
	Total CLE - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE				**13**

Nom de la region	Nom du service	Catégorie	Corps d'emplois		Total
	CLE - OUEST-DE-L'ÎLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21
		Soutien	200	Agent de bureau	6
	Total CLE - OUEST-DE-L'ÎLE				**28**
	CLE - PARC-EXTENSION	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - PARC-EXTENSION				**8**
	CLE - PLATEAU MONT-ROYAL	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
		Soutien	200	Agent de bureau	9
	Total CLE - PLATEAU MONT-ROYAL				**26**
	CLE - POINTE-AUX-TREMBLES	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - POINTE-AUX-TREMBLES				**10**
	CLE - POINTE-SAINT-CHARLES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	5
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - POINTE-SAINT-CHARLES				**21**
	CLE - ROSEMONT-PETITE-PATRIE (IBERVILLE)	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	4
	Total CLE - ROSEMONT-PETITE-PATRIE (IBERVILLE)				**19**
	CLE - SAINTE-MARIE-CENTRE-SUD	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
		Soutien	200	Agent de bureau	4
	Total CLE - SAINTE-MARIE-CENTRE-SUD				**15**
	CLE - SAINT-LAURENT	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	30
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	7
		Soutien	200	Agent de bureau	5
	Total CLE - SAINT-LAURENT				**46**
	CLE - SAINT-LÉONARD	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	28
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	8
	Total CLE - SAINT-LÉONARD				**38**
	CLE - SAINT-MICHEL	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	9
		Soutien	200	Agent de bureau	6
	Total CLE - SAINT-MICHEL				**26**
	CLE - VERDUN	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	29
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	8
	Total CLE - VERDUN				**41**
Total Montréal					**483**
Outaouais	CLE - AYLMER	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	8
		Soutien	200	Agent de bureau	4
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - AYLMER				**26**
	CLE - BUCKINGHAM	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - BUCKINGHAM				**3**
	CLE - CAMPBELL'S BAY	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - CAMPBELL'S BAY				**9**
	CLE - GATINEAU	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	10
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	50
		Soutien	200	Agent de bureau	12
	Total CLE - GATINEAU				**75**
	CLE - HULL	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5

Nom de la region	Nom du service	Catégorie	Corps d'emplois		Total
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - HULL				**10**
	CLE - MANIWAKI	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - MANIWAKI				**19**
	CLE - PAPINEAUVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - PAPINEAUVILLE				**10**
Total Outaouais					**152**
Abitibi-Témiscamingue	CLE - AMOS	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17
		Soutien	200	Agent de bureau	6
	Total CLE - AMOS				**25**
	CLE - LA SARRE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - LA SARRE				**12**
	CLE - ROUYN-NORANDA	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - ROUYN-NORANDA				**14**
	CLE - SENNETERRE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - SENNETERRE				**3**
	CLE - VAL D'OR	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - VAL D'OR				**20**
	CLE - VILLE-MARIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - VILLE-MARIE				**10**
Total Abitibi-Témiscamingue					**84**
Côte-Nord	CLE - BAIE-COMEAU	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - BAIE-COMEAU				**18**
	CLE - FORESTVILLE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - FORESTVILLE				**6**
	CLE - HAVRE-SAINT-PIERRE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - HAVRE-SAINT-PIERRE				**8**
	CLE - LES ESCOUMINS	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
		Soutien	200	Agent de bureau	1
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - LES ESCOUMINS				**7**
	CLE - PORT-CARTIER	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - PORT-CARTIER				**2**
	CLE - SEPT-ÎLES	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
		Soutien	200	Agent de bureau	4
	Total CLE - SEPT-ÎLES				**17**
Total Côte-Nord					**58**
Nord-du-Québec	CLE - BAIE-JAMES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - BAIE-JAMES				**12**
	CLE - CHISASIBI	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
	Total CLE - CHISASIBI				**2**
Total Nord-du-Québec					**14**
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CLE - AVIGNON - POINTE-À-LA-CROIX	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			116	Conseiller orientation profess.	1

Nom de la region	Nom du service	Catégorie	Corps d'emplois		Total
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - AVIGNON - POINTE-À-LA-CROIX				**18**
	CLE - BONAVENTURE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - BONAVENTURE				**17**
	CLE - DU ROCHER-PERCÉ	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - DU ROCHER-PERCÉ				**22**
	CLE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE				**11**
	CLE - LA CÔTE-DE-GASPÉ	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - LA CÔTE-DE-GASPÉ				**13**
	CLE - LA-HAUTE-GASPÉSIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - LA-HAUTE-GASPÉSIE				**13**
Total Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine					**94**
Chaudière-Appalaches	CLE - LAC ETCHEMIN	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - LAC ETCHEMIN				**9**
	CLE - L'ISLET	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - L'ISLET				**4**
	CLE - LITTORAL	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	7
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	29
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	5
		Soutien	200	Agent de bureau	5
	Total CLE - LITTORAL				**50**
	CLE - MONTMAGNY	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - MONTMAGNY				**17**
	CLE - SAINTE-CROIX	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - SAINTE-CROIX				**3**
	CLE - SAINTE-MARIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - SAINTE-MARIE				**15**
	CLE - SAINT-GEORGES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - SAINT-GEORGES				**34**
	CLE - SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE				**2**
	CLE - SAINT-LAZARRE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - SAINT-LAZARRE				**2**
	CLE - THETFORD MINES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - THETFORD MINES				**16**

Nom de la region	Nom du service	Catégorie	Corps d'emplois		Total
Total Chaudière-Appalaches					**152**
Laval	CLE LAVAL-DES-RAPIDES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	31
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	7
			221	Agent de secrétariat	2
	Total CLE LAVAL-DES-RAPIDES				**43**
	CLE CHOMEDEY - SAINTE-DOROTHÉE	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	35
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	9
	Total CLE CHOMEDEY - SAINTE-DOROTHÉE				**48**
Total Laval					**91**
Lanaudière	CLE - BERTHIERVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
			264	Technicien en administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - BERTHIERVILLE				**17**
	CLE - JOLIETTE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
	Total CLE - JOLIETTE				**30**
	CLE - RAWDON	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	13
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - RAWDON				**26**
	CLE - REPENTIGNY	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	4
	Total CLE - REPENTIGNY				**24**
	CLE - SAINTE-JULIENNE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - SAINTE-JULIENNE				**20**
	CLE - SAINT-JEAN-DE-MATHA	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - SAINT-JEAN-DE-MATHA				**8**
	CLE - TERREBONNE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17
		Soutien	200	Agent de bureau	9
	Total CLE - TERREBONNE				**29**
Total Lanaudière					**154**
Laurentides	CLE - LACHUTE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - LACHUTE				**14**
	CLE - MIRABEL	Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - MIRABEL				**1**
	CLE - MONT-LAURIER	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - MONT-LAURIER				**17**
	CLE - RIVIÈRE-ROUGE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
	Total CLE - RIVIÈRE-ROUGE				**1**
	CLE - SAINTE-ADÈLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - SAINTE-ADÈLE				**28**
	CLE - SAINTE-AGATHE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
		Soutien	200	Agent de bureau	4

Nom de la region	Nom du service	Catégorie	Corps d'emplois		Total
	Total CLE - SAINTE-AGATHE				**17**
	CLE - SAINTE-THÉRÈSE	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	28
		Soutien	200	Agent de bureau	10
	Total CLE - SAINTE-THÉRÈSE				**42**
	CLE - SAINT-EUSTACHE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - SAINT-EUSTACHE				**14**
	CLE - SAINT-JÉRÔME	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	27
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - SAINT-JÉRÔME				**39**
Total Laurentides					**173**
Montérégie	CLE - ACTON VALE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - ACTON VALE				**2**
	CLE - BOUCHERVILLE	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - BOUCHERVILLE				**5**
	CLE - BRÔME-MISSISQUOI	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - BRÔME-MISSISQUOI				**13**
	CLE - BROSSARD	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
		Soutien	200	Agent de bureau	5
	Total CLE - BROSSARD				**30**
	CLE - CHÂTEAUGUAY	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - CHÂTEAUGUAY				**11**
	CLE - CONTRECOEUR	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - CONTRECOEUR				**2**
	CLE - HAUTE-YAMASKA	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - HAUTE-YAMASKA				**35**
	CLE - HAUT-SAINT-LAURENT	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - HAUT-SAINT-LAURENT				**7**
	CLE - LA VALLÉE-DU-RICHELIEU	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - LA VALLÉE-DU-RICHELIEU				**24**
	CLE - LE HAUT-RICHELIEU	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	4
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - LE HAUT-RICHELIEU				**38**
	CLE - LONGUEUIL	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	37
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	4
		Soutien	200	Agent de bureau	11
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - LONGUEUIL				**59**
	CLE - MARIEVILLE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - MARIEVILLE				**7**
	CLE - SAINT-CONSTANT	Cadre	630	Cadre supérieur	1

Nom de la region	Nom du service	Catégorie	Corps d'emplois		Total
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - SAINT-CONSTANT				**23**
	CLE - SAINT-HUBERT	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
		Soutien	200	Agent de bureau	6
	Total CLE - SAINT-HUBERT				**21**
	CLE - SAINT-HYACINTHE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
		Soutien	200	Agent de bureau	7
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - SAINT-HYACINTHE				**40**
	CLE - SAINT-RÉMI	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - SAINT-RÉMI				**3**
	CLE - SOREL	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - SOREL				**28**
	CLE - VALLEYFIELD	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
		Soutien	200	Agent de bureau	6
	Total CLE - VALLEYFIELD				**34**
	CLE - VAUDREUIL-SOULANGES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
	Total CLE - VAUDREUIL-SOULANGES				**21**
Total Montérégie					**403**
Centre-du-Québec	CLE - DRUMMONDVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	40
		Soutien	200	Agent de bureau	7
			221	Agent de secrétariat	2
	Total CLE - DRUMMONDVILLE				**54**
	CLE - L'ÉRABLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
		Soutien	200	Agent de bureau	4
	Total CLE - L'ÉRABLE				**17**
	CLE - NICOLET - BÉCANCOUR	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
		Soutien	200	Agent de bureau	5
	Total CLE - NICOLET - BÉCANCOUR				**22**
	CLE - VICTORIAVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - VICTORIAVILLE				**27**
Total Centre-du-Québec					**120**
					2 655

Source : Données extraites du SAGIP à la paie 1 du 3 avril 2014 (effectif en lien d'emploi au 2 avril 2014).

Notes :

- Les centres locaux d'emploi de Kuujjuak et de Inukjuak ne figurent pas sur la liste des effectifs puisque les employés sont rémunérés par l'Administration régionale Kativik.

- Les données concernent exclusivement le personnel des 132 centres locaux d'emploi, excluent les centres administratifs et spécialisés régionaux ainsi que les centres administratifs et spécialisés provinciaux.

- Les données excluent le personnel non assujetti à la Loi sur la fonction publique, à l'exception des membres de la haute direction, le personnel de la Ville de Montréal et incluent le personnel de la banque de suppléance (47).

SOURCE: DGSG - DGARH - 2014-06-11
COLLABORATION:
VALIDATION: DGSG - DGARF -DBCAPI-2014-06-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-13

Titre :
Pour les années 2013-2014 et les 4 années précédentes, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains. Prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques :

Pour 2013-2014, les montants dépensés en vertu de l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains sont de :

Frais de subsistance (12 premiers mois)	4 567,7 k$
Frais de participation aux activités de francisation (5 premières années)	3 047,3 k$
Frais de subsistance versés en francisation (5 premières années)	5 608,0 k$
Frais d'administration (donnée non disponible au système)	N/D
TOTAL	**13 223,0 k$**

SOURCE : Direction du budget
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 13 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 14

Titre :
État de situation sur le programme Pacte pour l'emploi et le Pacte pour l'emploi Plus

Exposé et statistiques :

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits puisque le *Pacte pour l'emploi* et le *Pacte pour l'emploi Plus* sont terminés depuis le 31 mars 2011.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi, de la planification stratégique et de la veille
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 12 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-15

Titre :
Sommes obtenues et état d'avancement des travaux visant le financement par le gouvernement du Pacte pour l'emploi et du Pacte pour l'emploi Plus.

Exposé et statistiques :

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits, puisque le *Pacte pour l'emploi* et le *Pacte pour l'emploi Plus* sont terminés depuis le 31 mars 2011.

SOURCE : Direction du budget
COLLABORATION : Direction des politiques d'emploi, des relations intergouvernementales et de la veille
VALIDATION:
DATE : 13 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-16

Titre :
Sommes obtenues visant le financement par le gouvernement fédéral du Pacte pour l'emploi et du Pacte pour l'emploi Plus.

Exposé et statistiques :

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits, puisque le *Pacte pour l'emploi* et le Pacte pour l'emploi Plus sont terminés depuis le 31 mars 2011.

SOURCE : Direction du budget
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 13 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-17

Titre :

Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015. Préciser :

a. l'objet des consultations;

b. le moyen utilisé;

c. les dates de rencontres;

d. les communautés et les personnes consultées;

e. les résultats des consultations;

f. les montants afférents.

Exposé et statistiques :

Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015

Depuis le lancement, en juin 2010, du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015, le MESS et Emploi-Québec ont eu des échanges fréquents avec des représentants de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, de l'Administration régionale Kativik et de l'Administration régionale crie.

Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits relatif au marché du travail

La Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) a reconnu, en décembre 2009, le Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits relatif au marché du travail. Par sa création, les autorités autochtones souhaitent renforcer leurs relations et devenir des interlocuteurs privilégiés auprès de la CPMT et du MESS afin que les politiques, les stratégies, les mesures et les services favorisent l'atteinte de la parité d'emploi pour les Premières Nations et les Inuits. Sont visées les populations autochtones du Québec vivant sur et hors réserves.

Le Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits relatif au marché du travail est composé de représentants de la Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec, de l'Administration régionale Kativik (Inuits), du Gouvernement de la nation crie, de la Corporation des Ressources humaines et de Développement durable de la Nation algonquine, de l'Institut Tshakapesh (Innus), de la Fédération des Travailleurs du Québec-Syndicat des Métallos, de Femmes autochtones du Québec, de l'Association des employés du Nord québécois, de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, du Comité sectoriel de l'Économie sociale et de l'Action communautaire et du Regroupement des Centres d'amitié autochtone du Québec.

Comité tripartite de l'Entente-cadre pour l'amélioration de l'administration et de l'offre de l'aide au revenu dans les communautés des Premières Nations du Québec

Ce comité est formé de représentants de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du labrador, d'Affaires autochtones et Développement du Nord Canada et d'Emploi-Québec. Il a pour mandat d'identifier et de proposer des solutions aux problèmes identifiés en matière d'administration et d'offre de l'aide au revenu dans les communautés des Premières Nations du Québec. Le Comité tripartite se réunit régulièrement depuis la signature de l'Entente-cadre en juillet 2010 (en cours de renouvellement).

.

SOURCE :	Direction de la planification et du développement des stratégies
COLLABORATION :	Direction des politiques d'emploi, des relations intergouvernementales et de la veille Direction des politiques de lutte contre la pauvreté Direction du développement des compétences et de l'intervention sectorielle
VALIDATION :	Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE :	16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-18

Titre :
État de situation au sujet du comité interministériel sur les centres de travail adapté.

Exposé et statistiques :

- Il n'existe pas de comité interministériel.

Note : L'appellation "Centres de travail adapté" est l'ancienne appellation pour désigner les entreprises adaptées. Elle a été remplacée depuis plusieurs années par les termes "Entreprises adaptées". Il n'y a pas de comité interministériel sur les entreprises adaptées.

SOURCE :	Direction de la planification et du développement des stratégies
COLLABORATION :	
VALIDATION:	Bureau de la sous-ministre associée
DATE :	16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-19

Titre :
Bilan de la stratégie Tous pour l'emploi en 2013-2014.

Exposé et statistiques :

La mise en œuvre des mesures s'effectue selon l'échéancier prévu.

Les résultats pour l'année 2013-2014 sont les suivants pour Emploi-Québec :

- Le pourcentage de participations à des mesures effectuées par des personnes visées par *Tous pour l'emploi* est de 58 %. Il s'agit d'une hausse significative par rapport au 56 % de départ.

- Le soutien salarial offert aux entreprises qui embauchent des personnes expérimentées sans emploi a rejoint 363 nouveaux participants.

- La bonification du Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi a rejoint 1039 nouveaux participants. Le taux d'emploi des personnes immigrantes à la suite de l'intervention est de 45,1 %, soit une hausse significative par rapport au 43 % de départ.

Les résultats pour l'année 2013-2014 sont les suivants pour la Commission des partenaires du marché du travail :

- 1 362 projets ont été soutenus financièrement par le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO), ce qui est supérieur de 5% à la cible établie en début d'année qui était de 1 286 projets.*

- L'accès élargi aux programmes du FDRCMO a permis à 182 entreprises supplémentaires (8,7 M$) de bénéficier d'une subvention par rapport à 2012-2013.*

- 470 projets (19,7M$) visant le soutien à la mobilité interne dans les entreprises ont été financés par le FDRCMO.*

- 45 projets (2,2 M$) visant l'implantation du Programme d'apprentissage en milieu de travail accessible à un plus grand nombre d'entreprises ont été financés par le FDRCMO.*

- 94 projets (18,9M$) visant une aide élargie à un plus grand nombre d'entreprises pour la qualification professionnelle par la reconnaissance des compétences ont été financés par le FDRCMO.*

*Le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO) exerce des opérations de nature fiduciaire et, par conséquent, est exclu du périmètre comptable du gouvernement.

SOURCE : Direction générale adjointe des mesures, des services et du soutien
COLLABORATION : Direction des mesures et des services aux individus
Direction de la statistique et de l'information de gestion,
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 17 juin 2014
1RP19.doc_06-17_BSMAEQ

Tableau de bord - situation cumulative au 4e trimestre 2013-2014 (avril 2013 à la fin mars 2014)

Résultats d'interventions (pour détail, voir annexe 1, page 2)

Responsabilité Emploi-Québec	Cibles 2015-2016	Résultats actuels	Évaluation	Commentaires
Part des participations (groupes visés par TPE/total)	Passer de 56 % à 59 %	58 %	Satisfaisant	La cible intercalaire (an 1) est de 57 %. À 58 %, la part des groupes visés est en forte hausse par rapport au point de référence 2011-2012. Ce taux est satisfaisant.
Nouvelles participations groupes visés	Passer de 256 00 à 270 000 (+14 000)	+ 39 287	Satisfaisant	Avec 286 898 nouvelles participations, l'objectif d'une hausse de 14 000 interventions est nettement dépassé. La hausse s'observe pour tous les groupes visés par *Tous pour l'emploi* (TPE). Les clientèles des programmes d'assistance sociale ainsi que les personnes âgées de 55 ans ou plus sont celles dont les participations ont le plus augmenté.
Taux d'emploi clientèle des programmes d'assistance sociale à la suite de l'intervention des SPE	Passer de 41 % à 43 %	39,6 %	À surveiller	Les résultats d'emploi sont positifs avec une hausse de 3 932 prestataires qui occupent un emploi à la suite de l'intervention par rapport à 2011-2012. Toutefois, le nombre de participants aux mesures et services ayant cru de façon plus marquée (+11 000 environ sur une base annuelle), notamment en raison des exigences liées aux modifications réglementaires et l'approche soutenue auprès des jeunes. Aussi le taux d'emploi de cette clientèle a diminué de 0,6 point de pourcentage par rapport à 2011-2012 et est inférieur de 1,4 point de pourcentage à l**a cible intercalaire de 41,0 % pour l'an 1.** Les effets de l'accompagnement soutenu et les diverses mesures de *Tous pour l'emploi* devraient contribuer progressivement à améliorer le taux d'emploi de cette clientèle. La situation est à surveiller et elle pourrait nécessiter certaines actions.
Taux d'emploi Personnes immigrantes à la suite de l'intervention des SPE	Passer de 43 % à 47 %	45,1 %	Satisfaisant	On observe une légère hausse (619) des personnes immigrantes en emploi par rapport à 2011-2012. **La cible intercalaire de taux d'emploi (an 1) est de 45,0 %.** À 45,1 %, le taux d'emploi est en hausse par rapport à 2011-2012 et permet d'atteindre entièrement la cible intercalaire.

Résultats d'interventions (pour détail, voir annexe 2, page 3 à 4)

Responsabilité CPMT	Cibles 2015-2016	Résultats actuels	Évaluation	Commentaires
Projets soutenus financièrement	3 000	1 362	Satisfaisant	La cible pour la première année est de 1 286 projets. Les 1 362 projets acceptés (1 443 objectifs) sont supérieurs de près de 5 % à la cible établie en début d'année. Pour la mesure d'offre de stage, deux projets ont été financés tandis qu'un projet a été financé dans le cadre du programme *Soutien à l'amélioration de la compétitivité des entreprises*.
Montant d'investissements	70 M$ additionnels	30 M$	Satisfaisant	L'objectif était d'investir au total pour 2013-2014 73,3 M$, dont 30 M$ additionnels pour la mise en œuvre des mesures et programmes associés à TPE. Les sommes accordées au cours de la première année par le Fonds ont été de 77,2 M$, permettant d'atteindre entièrement l'objectif.

Implantation des nouvelles mesures (pour détail, voir annexe 3, pages 5 à 9)

Responsabilités	Nouvelles mesures	Résultats actuels	Évaluation	Commentaires
Emploi-Québec	10	7,9	Satisfaisant	9 mesures devaient être implantées. 7 le sont entre 95 % et 100 % et 2 le sont à moins de 60 % (mesures 1 – services proactifs et 10 – amélioration de la persévérance. Cette dernière mesure nécessitera des efforts sur plus d'une année). La mesure 9 – banque de stagiaires qui était prévue pour la fin du printemps 2014 est conditionnée à la refonte du PEL. En raison du peu de demandes qu'elles suscitent, les mesures 2 et 4 s'adressant aux travailleurs expérimentés font l'objet de réflexions.
CPMT	15	15	Satisfaisant	Les 15 mesures sont implantées.
Services Québec	2	2	Satisfaisant	Les 2 mesures (parcours en ligne) sont implantées.

ANNEXE 1 - Résultats Emploi-Québec

Groupes visés par TPE : Clientèle des programmes d'assistance sociale (CPAS), les moins de 25 ans, les 55 ans et plus, les personnes immigrantes et les personnes handicapées.	Référentiel 2011-2012 (ens. de l'année)	Référentiel 2011-2012 4e trimestre (prél.) total	Tous pour l'emploi 2013-2014 4e trimestre (prél.) total	2013-2014 vs 2011-2012	2014-2015 4e trimestre (prél.) total	2014-2015 vs 2011-2012	2015-2016 (cibles) total	2015-2016 vs 2011-2012
Augmenter la part des nouvelles participations initiées par des prestataires de l'aide sociale ou des personnes faisant partie des groupes sous-représentés sur le marché du travail de 56 % à 59 %								
Personnes visées par Tous pour l'emploi (sans doublons)	**256 000**	**247 611**	**286 898**	**39 287**			**270 000**	+ 14 000
Part des nouvelles participations visées par Tous pour l'emploi (sans doublons)	**56 %**	**55,8 %**	**58,0 %**	**2,2 %**			**59 %**	
Détails - nouvelles participations selon le groupe								
Clientèle des programmes d'assistance sociale (CPAS)	136 102	130 696	153 449	22 753				
Personnes de moins de 25 ans	85 676	83 056	86 244	3 188				
Personnes de 55 ans ou plus	55 491	53 885	70 403	16 518				
Personnes immigrantes	86 508	83 660	91 501	7 841				
Personnes handicapées	33 063	31 961	35 365	3 404				
Augmenter le taux d'emploi des nouveaux participants prestataires des programmes d'assistance sociale								
Participants en emploi	31 200	30 947	34 879	3 932			**38 000**	+ 6 900
Taux d'emploi	**41 %**	**40,2 %**	**39,6 %**	**-0,6 %**			**43 %**	
Augmenter le taux d'emploi des nouveaux participants parmi les personnes immigrantes								
Participants en emploi	21 000	20 587	21 206	619			**22 700**	+ 1 700
Taux d'emploi	**43 %**	**43,3 %**	**45,1 %**	**1,8 %**			**47 %**	

Note:
Les taux fluctuent selon le trimestre. Les référentiels d'origine pour les cibles de *Tous pour l'emploi* sont les résultats finaux de 2011-2012. Les résultats en cours d'année sont comparés aux résultats pour le trimestre correspondant.
Les taux d'emploi sont calculés à partir de cohortes de 12 mois de personnes ayant terminé, pour lesquelles on observe la situation d'emploi environ 3 mois après la fin. La comparaison se fait sur des cohortes mobiles de 12 mois pour chaque année.

Tous pour l'EMPLOI

ANNEXE 2 - Résultats CPMT

TABLEAU - Suivi des objectifs et des subventions accordées dans le cadre des programmes du Fonds au 28 mars 2014

MESURES	PROG.	Résultats 1er trimestre		Résultats 2e trimestre		Résultats 3e trimestre		Résultats 4e trimestre		Résultats totaux au 28 mars 2014	
		Nombre d'objectifs	Montant accordé	Nombre d'objectifs	Montant accordé	Nombre d'objectifs	Montant accordé	Nombre d'objectifs	Montant accordé	Nombre d'objectifs	Montant accordé
Un soutien aux entreprises dans le développement de leur capital humain											
Le développement d'une offre de stages rémunérés à l'intention des personnes sous-représentées sur le plan de l'emploi	SPC	0	- $	0	- $	0	- $	2	354 785 $	2	354 785 $
Soutien au développement et à la reconnaissance des compétences des personnes en emploi	SPC	8	499 164 $	27	10 419 190 $	29	3 221 714 $	30	4 742 402 $	94	18 882 470 $
Un nouveau programme destiné à soutenir l'amélioration de la compétitivité des entreprises	ACE	0	- $	0	- $	0	- $	1	17 603 $	1	17 603 $
Une aide aux entreprises en relance: investissement accru dans le programme Accompagnement des entreprises pour la relance de l'emploi	AERE	37	2 137 274 $	49	2 883 285 $	50	3 114 033 $	69	3 930 309 $	205	12 064 901 $
Une meilleure adéquation entre l'offre de formation régionale et les besoins du marché du travail	AFE	30	1 189 837 $	9	264 581 $	9	516 813 $	9	327 442 $	57	2 298 673 $
Des moyens additionnels pour aider les entreprises dans l'organisation et la gestion de leur capital humain	SRE	12	497 974 $	14	535 254 $	17	695 668 $	13	544 076 $	56	2 272 972 $
	SPC	8	438 800 $	9	639 223 $	15	1 074 263 $	10	582 869 $	42	2 735 155 $
TOTAL		**95**	**4 763 049 $**	**108**	**14 741 533 $**	**120**	**8 622 491 $**	**134**	**10 499 486 $**	**457**	**38 626 559 $**
Des gestes concrets pour favoriser l'amélioration des compétences de base et la francisation											
Une aide accrue pour favoriser l'acquisition des compétences de base des travailleuses et travailleurs en emploi	SPC	1	127 920 $	6	1 291 462 $	1	38 370 $	4	778 669 $	12	2 236 421 $
	SRE	8	165 108 $	10	246 055 $	24	550 170 $	9	232 513 $	51	1 193 846 $
Une aide rendue disponible à un plus grand nombre d'entreprises pour les activités préparatoires aux tests d'équivalence de niveau secondaire	SPC	0	- $	0	- $	0	- $	0	- $	0	- $
	SRE	0	- $	0	- $	0	- $	0	- $	0	- $
Une aide élargie à un plus grand nombre d'entreprises pour la qualification professionnelle par la reconnaissance des compétences	SRE	8	167 094 $	13	421 122 $	35	767 352 $	16	426 211 $	72	1 781 779 $
	SPC	1	17 820 $	1	64 944 $	3	98 731 $	1	97 960 $	6	279 455 $
Un soutien à l'implantation du Programme d'apprentissage en milieu de travail accessible à un plus grand nombre d'entreprises	SPC	1	6 362 $	5	331 079 $	7	511 290 $	6	589 160 $	19	1 437 891 $
	SRE	18	590 285 $	0	- $	5	96 056 $	3	74 286 $	26	760 627 $

Tous pour l'EMPLOI

Un élargissement du soutien à la francisation en milieu de travail	SPC	0	- $	2	936 384 $	1	305 470 $	0	- $	3	1 241 854 $
	SRE	29	1 079 130 $	85	3 625 783 $	79	3 243 354 $	46	595 117 $	239	8 543 384 $
TOTAL		**66**	**2 153 719 $**	**122**	**6 916 829 $**	**155**	**5 610 793 $**	**85**	**2 793 916 $**	**428**	**17 475 257 $**
Le transfert des compétences clés											
Soutien à la mobilité interne de la main-d'œuvre dans les entreprises	SRE	41	1 927 261 $	109	3 940 876 $	160	6 121 940 $	154	6 098 147 $	464	18 088 224 $
	SPC	2	249 271 $	1	387 613 $	2	890 596 $	1	97 285 $	6	1 624 765 $
TOTAL		**43**	**2 176 532 $**	**110**	**4 328 489 $**	**162**	**7 012 536 $**	**155**	**6 195 432 $**	**470**	**19 712 989 $**
Un soutien aux entreprises dans le développement de leur capital humain											
Un soutien accru à la formation et à la qualification des travailleurs saisonniers	SRE	0	- $	0	- $	0	- $	0	- $	0	- $
	SPC	0	- $	0	- $	0	- $	0	- $	0	- $
	AERE	0	- $	0	- $	0	- $	0	- $	0	- $
TOTAL		**0**	**- $**	**0**	**- $**	**0**	**- $**	**0**	**- $**	**0**	**- $**
Pour les entreprises de l'économie sociale											
Une aide à la formation et à la qualification de la main-d'œuvre dans le secteur de l'économie sociale	SRE	2	137 878 $	14	530 721 $	17	423 301 $	12	261 670 $	45	1 353 570 $
TOTAL		**2**	**137 878 $**	**14**	**530 721 $**	**17**	**423 301 $**	**12**	**261 670 $**	**45**	**1 353 570 $**
Pour soutenir l'intégration et la rétention des personnes immigrantes en emploi											
Des activités de formation et d'accompagnement adaptées	SPC	0	- $	0	- $	0	- $	0	- $	0	- $
TOTAL		**0**	**- $**	**0**	**- $**	**0**	**- $**	**0**	**- $**	**0**	**- $**
TOTAL TPE		**206**	**9 231 178 $**	**354**	**26 517 572 $**	**454**	**21 669 121 $**	**386**	**19 750 504 $**	**1400**	**77 168 375 $**
Autres programmes du Fonds		**16**	**283 750 $**	**2**	**100 000 $**	**22**	**962 076 $**	**3**	**1 443 350 $**	**43**	**2 789 176 $**
GRAND TOTAL		**222**	**9 514 928 $**	**356**	**26 617 572 $**	**476**	**22 631 197 $**	**389**	**21 193 854 $**	**1443**	**79 957 551 $**

SRE: Soutien régionalisé aux entreprises, SPC: Soutien aux promoteurs collectifs, AFE: Mesure liée à l'adéquation formation-emploi et ACE: Amélioration des la compétitivité des entreprises

Commentaires: (Source : FDRCMO+)

Les résultats et les subventions accordées ont été calculés en fonction des données préliminaires du 28 mars 2014.
Le nombre d'objectifs est différent du nombre de projets car un projet peut contenir plus d'un objectif. Un objectif représente le volet d'un programme auquel un projet répond.
Le nombre d'entreprises est différent du nombre de projets et du nombre d'objectifs, car une même entreprise peut avoir déposé plus d'un projet dans le cadre des différents programmes du Fonds.

La répartition selon les mesures TPE peut être faite seulement selon le nombre d'objectifs car les données disponibles ne nous permettent pas d'avoir le nombre de projets par mesure TPE.

Les noms des mesures sont ceux inscrits dans la brochure Tous pour l'emploi, p. 41.

Les données pour la mesure *Un accès élargi aux programmes de subvention de la Commission* sont partiellement disponibles et des changements sont en train d'être effectués afin d'avoir accès aux informations nécessaires.

Tous pour l'EMPLOI

ANNEXE 3 - Suivi de la mise en œuvre des nouvelles mesures *Tous pour l'emploi*

Mesures	Organismes promoteurs	Entrée en vigueur prévue/ (% d'implantation de la mesure)	État de situation
POUR LES PERSONNES PROVENANT DE GROUPES SOUS-REPRÉSENTÉS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL ET LES PRESTATAIRES DE L'AIDE SOCIALE			
Prestataires des programmes d'assistance sociale			
1. Des services proactifs visant l'insertion en emploi offerts aux personnes inscrites aux programmes d'assistance sociale	Emploi-Québec	Printemps 2013 (60 %)	Action visant à prévenir la présence prolongée des jeunes prestataires de moins de 25 ans : – Des dispositifs d'accueil personnalisé des nouveaux demandeurs de moins de 25 ans et d'accompagnement soutenu auprès des jeunes prestataires des programmes d'assistance sociale ont été implantés le 1er juin 2013 dans cinq régions (Abitibi-Témiscaminque, Bas-St-Laurent, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Saguenay-Lac-Saint-Jean). – Emploi-Québec a poursuivit l'implantation de la phase II le 1er mai 2014 avec la mise en place de cette stratégie d'intervention auprès des jeunes, dans quatre régions (Estrie, Outaouais, Laurentides et Centre-du-Québec). Également, deux centres locaux urbains à Verdun (Île- de- Montréal) et à Charlesbourg (Capitale Nationale) ont déployé cette stratégie
Travailleuses et travailleurs expérimentés			
2. Un nouveau programme de suppléments salariaux de transition en faveur de personnes expérimentées sans emploi (devenu un projet-pilote)	Emploi-Québec	Lancement de l'appel d'offre de projets printemps 2013 (100 %)	Le cadre d'expérimentation a été approuvé par le Comité exécutif du Ministère le 3 juin 2013. 43 personnes sont inscrites au projet pilote et **aucune personne ne reçoit le supplément pour le moment**. Une évaluation des résultats est prévue par la suite. En raison du peu de demande qu'elle suscite, cette mesure fait l'objet de réflexions pour évaluer si elle répond vraiment a un besoin non comblé ou si l'offre de service actuelle répond déjà adéquatement aux besoins des travailleurs expérimentés.
3. Un nouveau soutien salarial offert aux entreprises qui embauchent des personnes expérimentées sans emploi (il s'agit maintenant d'un projet-pilote)	Emploi-Québec	1er avril 2013 (100 %)	La mesure a été mise en œuvre le 1er avril 2013. Au 21 mars 2014, 363 personnes avaient participé à cette mesure. Pour la même période, 218 personnes expérimentées on participé à la mesure « Subvention salariale d'insertion en emploi ». Au total, ce sont 581 personnes expérimentées dont la démarche d'intégration au marché du travail a été soutenue.
4. L'adaptation des milieux de travail pour favoriser le maintien en emploi des travailleuses et travailleurs expérimentés	Emploi-Québec	Printemps 2013 (100 %)	Le cadre de référence pour la mise en œuvre de cette mesure a été déposé au Comité de gestion d'Emploi-Québec du 30 mai 2013 et a été diffusé dans le réseau d'Emploi-Québec au cours du mois de juin 2013. Depuis le 17 juin 2013, des projets peuvent être présentés dans l'ensemble des régions. À ce jour, **aucun projet n'a été réalisé** avec les mesures Concertation pour l'emploi - adaptation des milieux de travail ou Mesures de formation-adaptation des milieux de travail. Par souci d'équité envers les autres employés, il ressort que les entreprises sont hésitantes à présenter des projets d'adaptation des milieux de travail qui ne visent qu'une partie des travailleurs. Une relance a été faite auprès des répondants régionaux (novembre 2013) et aux DSO-DPP (décembre 2013) pour que chaque région présente un projet. En raison du peu de demande qu'elle suscite, cette mesure fait l'objet de réflexions pour évaluer si elle répond vraiment a un besoin non comblé ou si l'offre de service actuelle répond déjà adéquatement aux

Mesures	Organismes promoteurs	Entrée en vigueur prévue/ (% d'implantation de la mesure)	État de situation
			besoins des travailleurs expérimentés.
Personnes immigrantes			
5. Une bonification du Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi : davantage de possibilités offertes aux personnes immigrantes d'intégrer le marché du travail	Emploi-Québec, Investissement Québec	1er avril 2013 (100 %)	L'entente sur le programme PRIIME entre le MICC, Investissement Québec et Emploi-Québec a été renouvelée pour une période de deux ans. Le financement supplémentaire de 1 M$ d'Investissement Québec est prévu à l'entente. On compte 1039 nouveaux participants au PRIIME à la fin mars 2014.
6. L'implantation d'un dispositif de services intégrés pour les personnes immigrantes nouvellement arrivées au Québec : une réponse rapide et adaptée	Emploi-Québec, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	Décembre 2013 (100 %)	L'essentiel des travaux de conception, de développement et de concertation est complété. Certains travaux additionnels ont été exécutés au cours des premiers mois de 2014. Un mémoire a été déposé en janvier 2014 aux autorités du Ministère. L'implantation du « dispositif » dans les réseaux d'Emploi-Québec, du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et de leurs partenaires communautaires (*de ses ressources externes)* est complétée.
POUR L'ENSEMBLE DES PERSONNES SANS EMPLOI			
7. Une bonification des mesures incitatives pour la participation aux mesures des services publics d'emploi • Hausse des allocations d'aide à l'emploi • Hausse du supplément aux responsables de familles monoparentales	Emploi-Québec	1er juin 2013 (100 %)	Les bonifications sont disponibles depuis le 1er juin 2013.
8. L'amélioration de l'information sur le marché du travail (IMT) et sur l'offre de formation	Emploi-Québec	Vers la fin de 2013 (100 %)	L'amélioration de la diffusion de l'IMT et de l'information sur l'offre de formation se fera par le biais du site Web d'Emploi-Québec mis à jour et non par l'IMT en ligne. La rédaction Web a été complétée et la mise en ligne du site Web d'Emploi-Québec a eu lieu en novembre 2013.
9. Le développement d'une banque de stagiaires destinée aux élèves de la formation professionnelle et technique sur le site Internet *Placement en ligne* (PEL) d'Emploi-Québec	Emploi-Québec	Printemps 2014 (0%)	Le projet de refonte du site PEL d'Emploi-Québec est préalable au développement de la banque de stagiaires. Ce développement pourra être intégré au prochain projet qui complètera la refonte du site PEL.
10. Une volonté commune d'améliorer la persévérance et la réussite des personnes ayant recours aux services et mesures d'emploi	Emploi-Québec, Réseau de	Printemps 2013 (30 %)	Un cadre de référence et des outils pour la mise en œuvre de travaux entourant la Persévérance aux mesures a été déposé au Comité de gestion d'Emploi-Québec le 30 mai 2013 et diffusé dans

Mesures	Organismes promoteurs	Entrée en vigueur prévue/ (% d'implantation de la mesure)	État de situation
	ressources externes, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport		le réseau d'Emploi-Québec au cours de l'automne 2013. Au 15 février 2014, toutes les directions régionales d'Emploi-Québec avaient transmis à la Direction des mesures et des services aux individus leur diagnostic régional du taux d'abandon aux mesures et services. Depuis l'hiver 2014, les résultats de ce diagnostic sont présentés aux partenaires régionaux dans chacune des régions. Des pistes d'action seront dégagées avec certains partenaires en vue d'élaborer un plan d'action et, parallèlement, une cueillette des bonnes pratiques sera effectuée.

UNE NOUVEAUTÉ DE SERVICES QUÉBEC			
11. La création de parcours personnalisés en ligne sur la recherche d'emploi : chercher un emploi	Services Québec	Automne 2013 (100 %)	En ligne depuis le 16 novembre.
UN SOUTIEN AUX ENTREPRISES DANS LE DÉVELOPPEMENT DE LEUR CAPITAL HUMAIN			
12. Un accès élargi aux programmes de subvention de la Commission	Commission des partenaires du marché du travail	Printemps 2013 (100 %)	10 avril 2013 : adopté par la Commission. 14 mai 2013 : approuvé par la ministre. 11 juin 2013 : mise en ligne sur Internet des programmes 2013-2014 du Fonds. 11 juin 2013 : conférence téléphonique avec les répondants des directions régionales afin de leur présenter les modifications apportées aux programmes Soutien régionalisé et AERE 2013-2014. Les promoteurs collectifs ont été directement informés par courriel de l'entrée en vigueur des programmes 2013-2014. Au 28 mars 2014, l'accès élargi aux programmes du Fonds a permis à 182 entreprises supplémentaires (8,7 M$) de bénéficier d'une subvention dans le cadre de l'un des trois programmes de subvention suivants : Soutien régionalisé, AERE et Adéquation formation-Emploi[1]. Sur les 8,7 M$ accordés grâce à cette nouvelle mesure, une somme de 1,9 M$ à été allouée à 57 entreprises ayant une masse salariale de moins de 250 000 $, alors qu'un montant de 6,8 M$ a été octroyé à 125 entreprises ayant une masse salariale de plus de 10 M$. Conséquemment, on observe que cette nouvelle mesure a été principalement bénéfique pour les entreprises ayant une masse salariale de plus de 10 M$.
13. Le développement d'une offre de stages rémunérés à l'intention des personnes sous-représentées sur le plan de l'emploi	La Commission	Printemps 2013 (100 %)	24 mai 2012 : recommandé par le groupe de travail. 12 juin 2013 : adopté par la Commission. 4 juillet 2013 : approuvé par la ministre. 28 août 2013 : mise en ligne des nouveautés de la stratégie TPE. Au 28 mars 2014, deux projets visant le développement d'une offre de stages rémunérés à l'intention des personnes sous-représentées sur le plan de l'emploi ont été financés dans le cadre du Soutien aux promoteurs collectifs (0,4 M$).
14. Un nouveau programme destiné à soutenir l'amélioration de la compétitivité des entreprises	La Commission	Vers la fin de 2013	4 décembre 2013 : adopté par la Commission. 16 janvier 2014 : approuvé par la ministre 18 février 2014 : mise en ligne sur Internet du programme de subvention Soutien à l'amélioration et à la compétitivité des entreprises. Au 28 mars 2014, une somme de 0,02 M$ a été accordée par le Fonds pour la réalisation d'un projet dans le cadre de ce nouveau programme de subvention.

[1] Pour le Soutien aux promoteurs collectifs, la répartition par masse salariale n'est pas disponible.

15. Une aide aux entreprises en relance : investissement accru dans le programme Accompagnement des entreprises pour la relance de l'emploi (AERE)	La Commission	Printemps 2013 (100 %)	10 avril 2013 : adoptée par la Commission. 14 mai 2013 : approuvée par la ministre. 11 juin 2013 : mise en ligne sur Internet des programmes 2013-2014 du Fonds. 11 juin 2013 : conférence téléphonique avec les répondants des directions régionales afin de leur présenter les modifications apportées aux programmes Soutien régionalisé et AERE 2013-2014. Au 28 mars 2014, 194 entreprises ont obtenu un financement du Fonds dans le cadre du programme AERE, pour un montant total accordé de 12,1 M$ pour la mise en œuvre de 205 projets.
16. Une meilleure adéquation entre l'offre de formation régionale et les besoins du marché du travail	La Commission	Printemps 2013 (100 %)	24 mai 2012 : recommandée par le groupe de travail. 12 juin 2013 : adoptée par la Commission. 4 juillet 2013 : approuvée par la ministre. 28 août 2013 : mise en ligne des nouveautés de la stratégie TPE. Au 28 mars 2014, le Fonds a accordé un montant total de 2,3 M$ pour la réalisation de projets visant une meilleure adéquation entre l'offre de formation régionale et les besoins du marché du travail dans 57 entreprises.
17. Des moyens additionnels pour aider les entreprises dans l'organisation et la gestion de leur capital humain	La Commission	Printemps 2013 (100 %)	10 avril 2013 : adoptés par la Commission. 14 mai 2013 : approuvés par la ministre. 11 juin : mise en ligne sur Internet des programmes 2013-2014 du Fonds. 11 juin : conférence téléphonique avec les répondants des directions régionales afin de leur présenter les modifications apportées aux programmes Soutien régionalisé et AERE 2013-2014. Dans le cadre de cette mesure, au 28 mars 2014, une somme de 5,0 M$ a été accordée par le Fonds pour la réalisation de 98 projets, soit : ▪ 42 projets dans le cadre du Soutien aux promoteurs collectifs (2,7 M$); ▪ 56 projets dans le cadre du Soutien régionalisé (2,3 M$).
DES GESTES CONCRETS POUR FAVORISER L'AMÉLIORATION DES COMPÉTENCES DE BASE ET LA FRANCISATION			
18. Une aide accrue pour favoriser l'acquisition des compétences de base des travailleuses et travailleurs en emploi	La Commission	Printemps 2013 (100 %)	10 avril 2013 : adoptée par la Commission. 14 mai 2013 : approuvée par la ministre. 11 juin 2013 : mise en ligne sur Internet des programmes 2013-2014 du Fonds. 11 juin 2013 : conférence téléphonique avec les répondants des directions régionales afin de leur présenter les modifications apportées aux programmes Soutien régionalisé et AERE 2013-2014. Les promoteurs collectifs ont été directement informés par courriel de l'entrée en vigueur des programmes 2013-2014. Au 28 mars 2014, 63 projets (3,4 M$) visant l'acquisition des compétences de base des travailleuses et travailleurs en emploi ont été financés parle Fonds, soit : ▪ 12 projets (2,2 M$) dans le cadre du Soutien aux promoteurs collectifs; ▪ 51 projets (1,2 M$) dans le cadre du Soutien régionalisé.

19. Une aide rendue disponible à un plus grand nombre d'entreprises pour les activités préparatoires aux tests d'équivalence de niveau secondaire	La Commission	Printemps 2013 (100 %)	10 avril 2013 : adoptée par la Commission. 14 mai 2013 : approuvée par la ministre. 11 juin 2013 : mise en ligne sur Internet des programmes 2013-2014 du Fonds. 11 juin 2013 : conférence téléphonique avec les répondants des directions régionales afin de leur présenter les modifications apportées aux programmes Soutien régionalisé et AERE 2013-2014. Les promoteurs collectifs ont été directement informés par courriel de l'entrée en vigueur des programmes 2013-2014. Au 28 mars 2014, aucun projet n'a été financé par le Fonds dans le cadre de cette mesure.
20. Une aide élargie à un plus grand nombre d'entreprises pour la qualification professionnelle par la reconnaissance des compétences	La Commission	Printemps 2013 (100 %)	10 avril 2013 : adoptée par la Commission. 14 mai 2013 : approuvée par la ministre. 11 juin 2013 : mise en ligne sur Internet des programmes 2013-2014 du Fonds. 11 juin 2013 : conférence téléphonique avec les répondants des directions régionales afin de leur présenter les modifications apportées aux programmes Soutien régionalisé et AERE 2013-2014. Les promoteurs collectifs ont été directement informés par courriel de l'entrée en vigueur des programmes 2013-2014. Dans le cadre du Soutien aux promoteurs collectifs, au 28 mars 2014, le Fonds a financé 94 projets (18,9 M$) visant une aide élargie à un plus grand nombre d'entreprises pour la qualification professionnelle par la reconnaissance des compétences.
21. Un soutien à l'implantation du Programme d'apprentissage en milieu de travail accessible à un plus grand nombre d'entreprises	Commission des partenaires du marché du travail	Printemps 2013 (100 %)	10 avril 2013 : adopté par la Commission. 14 mai 2013 : approuvé par la ministre. 11 juin 2013 : mise en ligne sur Internet des programmes 2013-2014 du Fonds. 11 juin 2013 : conférence téléphonique avec les répondants des directions régionales afin de leur présenter les modifications apportées aux programmes Soutien régionalisé et AERE 2013-2014. Au 28 mars 2014, 45 projets (2,2 M$) visant l'implantation du Programme d'apprentissage en milieu de travail accessible à un plus grand nombre d'entreprises ont été financés par le Fonds, soit : ▪ 19 projets (1,4 M$) dans le cadre du Soutien aux promoteurs collectifs; ▪ 26 projets (0,8 M$) dans le cadre du Soutien régionalisé.
22. Un élargissement du soutien à la francisation des milieux de travail	Commission des partenaires du marché du travail	Printemps 2013 (100 %)	10 avril 2013 : adopté par la Commission. 14 mai 2013 : approuvé par la ministre. 11 juin 2013 : mise en ligne sur Internet des programmes 2013-2014 du Fonds. 11 juin 2013 : conférence téléphonique avec les répondants des directions régionales afin de leur présenter les modifications apportées aux programmes Soutien régionalisé et AERE 2013-2014. Les promoteurs collectifs ont été directement informés par courriel de l'entrée en vigueur des programmes 2013-2014. Au 28 mars 2014, 242 projets (9,8 M$) ont été financés parle Fonds dans le cadre de cette mesure, soit : ▪ 3 projets (1,2 M$) dans le cadre du Soutien aux promoteurs collectifs; ▪ 239 projets (8,5 M$) dans le cadre du Soutien régionalisé.

LE TRANSFERT DES COMPÉTENCES CLÉS			
23. L'accompagnement des petites et moyennes entreprises dans le transfert des compétences : quand la mobilité interne se jumelle au transfert des compétences	La Commission	Printemps 2013 (100 %)	10 avril 2013 : adopté par la Commission. 14 mai 2013 : approuvé par la ministre. 11 juin 2013 : mise en ligne sur Internet des programmes 2013-2014 du Fonds. 11 juin 2013 : conférence téléphonique avec les répondants des directions régionales afin de leur présenter les modifications apportées aux programmes Soutien régionalisé et AERE 2013-2014. Au 28 mars 2014, 470 projets (19,7 M$) visant le soutien à la mobilité interne dans les entreprises ont été financés par le Fonds, soit : ▪ 6 projets (1,6 M$) dans le cadre du Soutien aux promoteurs collectifs; ▪ 464 projets (18,1 M$) dans le cadre du Soutien régionalisé. Cette mesure est l'une des mesures offertes par le Fonds qui fonctionne le mieux.
POUR LES ENTREPRISES DE L'INDUSTRIE SAISONNIÈRE ET LEURS EMPLOYÉS ET EMPLOYÉES			
24. Un soutien accru à la formation et à la qualification des travailleurs saisonniers	La Commission	Printemps 2013 (100 %)	10 avril 2013 : adopté par la Commission. 14 mai 2013 : approuvé par la ministre. 11 juin 2013 : mise en ligne sur Internet des programmes 2013-2014 du Fonds. 11 juin 2013 : conférence téléphonique avec les répondants des directions régionales afin de leur présenter les modifications apportées aux programmes Soutien régionalisé et AERE 2. Les promoteurs collectifs ont été directement informés par courriel de l'entrée en vigueur des programmes 2013-2014. Au 28 mars 2014, aucun projet n'a été financé dans le cadre de cette mesure.
POUR LES ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE			
25. Une aide à la formation et à la qualification de la main-d'œuvre dans le secteur de l'économie sociale	La Commission et Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire	Printemps 2013 (100 %)	10 avril 2013 : adoptée par la Commission. 14 mai 2013 : approuvée par la ministre. 11 juin 2013 : mise en ligne sur Internet des programmes 2013-2014 du Fonds. 11 juin 2013 : conférence téléphonique avec les répondants des directions régionales afin de leur présenter les modifications apportées aux programmes Soutien régionalisé et AERE 2013-2014. Au 28 mars 2014, 45 entreprises ont profité d'une aide à la formation et à la qualification de la main-d'œuvre dans le secteur de l'économie sociale par l'entreprise du Soutien régionalisé, pour une somme totale accordée de 1,4 M$.
POUR SOUTENIR L'INTÉGRATION ET LA RÉTENTION DES PERSONNES IMMIGRANTES EN EMPLOI EN RÉGION			
26. Des activités de formation et d'accompagnement adaptées	La Commission	Printemps 2013 (100 %)	24 mai 2012 : recommandées par le groupe de travail. 12 juin 2013 : adoptées par la Commission. 4 juillet 2013 : approuvées par la ministre. 28 août 2013 : mise en ligne des nouveautés de la stratégie TPE. Au 28 mars 2014, aucun projet n'a été financé par le Fonds dans le cadre de cette mesure.

UNE NOUVEAUTÉ DE SERVICES QUÉBEC			
27. La création de parcours personnalisés en ligne sur le recrutement de personnel	Services Québec	Automne 2013 (100 %)	Le Parcours « Recruter en 4 étapes de Services Québec » est en ligne depuis le 16 novembre 2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-20

Titre :
Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2013-2014 qui n'ont pas été reconduits en 2014-2015, en incluant les programmes qui ont abolis.

Exposé et statistiques :

Tous les programmes existant en 2013-2014 ont été reconduits en 2014-2015 et les crédits afférents alloués au ministère.

SOURCE : Direction du budget
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 12 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-21

Titre :
Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2014-2015.

Exposé et statistiques :

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2014-2015.

SOURCE : Direction du budget
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 12 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-22

Titre :
Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2014-2015 et la liste des dépenses abolies en conséquence. (Application du cran d'arrêt)

Exposé et statistiques :

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SOURCE : Direction du budget
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 12 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-23

Titre :
Orientations et initiatives *La solidarité : une richesse pour le Québec* : maintenues pour 2014-15 et les budgets qui y ont été accordés.

Exposé et statistiques :

- Octobre 2013 : lancement du document *La Solidarité : Une richesse pour le Québec* exposant la vision gouvernementale de la solidarité durable, fondée sur un équilibre entre la solidarité, la prospérité, la responsabilité, la nécessité de répondre aux besoins d'aujourd'hui et la prise en compte des besoins de demain.
- Le document proposait aussi un ensemble d'initiatives, portées par neuf ministères et organismes gouvernementaux[1]. Les initiatives déjà engagées comptaient pour 2,6 milliards $ (de 2012 à 2017) au moment du lancement et les initiatives nouvelles, 318 millions $ (d'ici 2017). Total : 2,9 milliards $ d'ici 2017.
- Quelques-unes de ces initiatives sont sous la responsabilité du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, dont une qui était déjà en cours au moment du lancement du document (la stratégie *Tous pour l'emploi* lancée en février 2013). Au 31 mars 2014, le Ministère avait donné suite aux engagements suivants :

1. **Bonification de l'aide financière aux personnes seules prestataires de l'aide sociale et sans soutien au logement**
   - En vigueur depuis le 1er février 2014 et rejoint environ 60 000 personnes.
   - La bonification de l'aide financière accordée aux personnes seules, sans contraintes, prestataires du Programme d'aide sociale sera pleinement effective à compter de 2017. D'ici là, elle sera progressive et atteindra 50 $ par mois à compter du 1er janvier 2017, permettant une hausse du revenu disponible de 600 $ à ces personnes en 2017, en sus de l'indexation annuelle.
   - Représente un investissement supplémentaire de 71,4 millions $ d'ici 2017.

2. **Consultations sur le plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire et bénévole**
   - Les consultations ont pris fin en décembre 2013. Les travaux menant à l'élaboration d'un plan d'action gouvernemental sont en cours.

3. **Amélioration des conditions de travail en milieu communautaire (assurance collective, régime de retraite, mutuelle de prévention)**
   - Investissement de 250 000 $.
   - Annonces faites en février 2014 :
     - 100 000 $ accordés à la Table nationale des Corporations de développement communautaire pour la réalisation d'une étude de faisabilité concernant la mise en place d'un programme d'assurance collective pour le milieu communautaire;
     - 100 000 $ accordés à Relais-femmes pour une campagne de formation et de promotion du Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes;
     - 50 000 $ accordés au Collectif des entreprises d'insertion du Québec pour une étude de faisabilité sur la création d'une mutuelle de prévention en santé et sécurité du travail au bénéfice des organismes communautaires.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté
COLLABORATION : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
VALIDATION: Direction du budget – 13 juin 2014
DATE : 13 juin 2014

[1] Les ministères et organismes gouvernementaux sont les suivants : MESS, MSSS, MJQ, MAMROT (SHQ), MELS, MFA, MICC, MSP, MTRAV.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-24

Titre :

Prévisions des coûts supplémentaires de prestations aux prestataires si le gouvernement fédéral devait repousser de 65 ans à 67 ans l'âge d'admissibilité à la pension de la Sécurité de la vieillesse.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il n'y a pas de coûts supplémentaires liés au rehaussement de l'âge d'admissibilité à la pension de la Sécurité de la vieillesse avant 2023.

SOURCE :	Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et du suivi de la performance
COLLABORATION :	Direction générale adjointe des politiques et des relations intergouvernementales
VALIDATION :	Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire
DATE :	Le 17 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-25

Titre :
Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques :

Nombre moyen de dossiers par agent pour l'ensemble des CLE :

À la fin mars 2014, le nombre de dossiers d'aide financière de dernier recours confiés à un agent est en moyenne de 528.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus
COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-26

Titre :
Le nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu pour 2013-2014 et 2012-2013.

Exposé et statistiques :

Contraintes temporaires accordée en raison de la garde d'un enfant à charge préscolaire ou en raison de l'âge

En date du 3 janvier 2014 (dernières données disponibles), 19 706 prestataires de l'aide financière de dernier recours ont été touchés par l'une de ces modifications réglementaires, soit 6,2% de l'ensemble des prestataires.

- 17 598 prestataires (8 799 couples) qui ne reçoivent plus l'allocation mensuelle pour contrainte temporaire en raison de la garde d'un enfant de l'âge préscolaire.

- 2 108 prestataires qui ont atteint l'âge de 55 ans et n'avaient plus droit à l'allocation mensuelle pour contrainte temporaire en raison de l'âge.

Prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie avec hébergement

Données non disponibles.

Prestation spéciale reliée au système d'élimination

Données non disponibles.

SOURCE : Service de soutien à l'implantation
COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 17 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-27

Titre :
Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques :

Nombre moyen de dossiers par agent pour l'ensemble des CLE :

À la fin mars 2014, le nombre de dossiers d'aide financière de dernier recours confiés à un agent est en moyenne de 528.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus
COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-28

Titre :
Nombre de prestataires à la sécurité du revenu, mensuellement de 2011 à 2014 (aide de dernier recours et de solidarité sociale) et prévisions du nombre de prestataires pour 2014-2015.

Exposé et statistiques :

Nombre de prestataires à l'aide financière de dernier recours, mensuellement, pour les douze mois de 2013-2014 :

	PROGRAMME		
	Aide sociale	Solidarité sociale	
	Nombre de prestataires	Nombre de prestataires	**Nombre total de prestataires**
avril 2013	311 641	145 898	**457 539**
mai 2013	309 620	145 756	**455 376**
juin 2013	305 980	145 562	**451 542**
juillet 2013	305 598	145 528	**451 126**
août 2013	306 087	145 543	**451 630**
septembre 2013	304 916	145 229	**450 145**
octobre 2013	301 439	144 905	**446 344**
novembre 2013	299 890	144 653	**444 543**
décembre 2013	301 201	144 716	**445 917**
janvier 2014	304 944	144 941	**449 885**
février 2014	306 130	144 758	**450 888**
mars 2014	307 211	144 862	**452 073**
Moyenne mensuelle	**305 388**	**145 196**	**450 584**

SOURCE : Direction des politiques de prestations
COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion
VALIDATION: Direction du budget
DATE : 13 juin 2014

1RP28.doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-29

Titre

Coût de l'indexation des prestations de l'assistance-emploi pour 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015

Exposé et statistiques

Pour 2014-2015, le coût de l'indexation des prestations de l'aide financière de dernier recours est estimé à 28,1 M$.

SOURCE :	Direction des politiques de prestations
COLLABORATION :	Direction du budget
VALIDATION :	Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles
DATE :	16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 30a

Titre :
État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015 concernant :

a) Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à douze mois.

Exposé et statistiques :

DIAGNOSTICS	NOMBRE D'ADULTES AVEC CONTRAINTES SÉVÈRES
	Mars 2014
Retard mental, déficience mentale ou intellectuelle (code 3170)	12 204
Psychoses (code 2900)	15 497
Schizophrénie paranoïde (code 2953)	7 459
Troubles névrotiques, de la personnalité et autres (code 3000)	18 515
Déficience mentale ou intellectuelle sévère (code 3182)	5 373
Autres maladies et syndrome du système nerveux (code 3400)	5 776
Cardiopathies ischémiques (code 4100)	1 347
Arthropathies et affections apparentées (code 7100)	3 705
Maladies pulmonaires obstructives (code 4900)	1 779
Maladies endocriniennes, etc. (code 2400)	3 135
Trisomie 13, 18, 21 (code 7589)	2 808
Affections des régions du plan dorsal (code 7200)	5 627
Tumeurs malignes (code 1400)	998
Autres diagnostics	40 315
Rentes d'invalidité RRQ, Régime de pensions du Canada, etc.	4 684
TOTAL	**129 222**

SOURCE : Direction des politiques de prestations
COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion – 13 juin 2014
VALIDATION:
DATE : 13 juin 2014

1RP30a.doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-30b

Titre :

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015, concernant :

b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

Exposé et statistiques :

A) Nombre de personnes avec contraintes sévères à l'emploi en mars 2014, selon l'étape de traitement du dossier

Admission	Nombre	%
Parce que bénéficiaire de rentes d'invalidité [1,2]	4 684	3,62
Par un agent d'aide socioéconomique	28 575	22,11
Par un comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle	82 595	63,92
Par un comité de révision	11 488	8,89
Par le Tribunal administratif du Québec (TAQ)	940	0,73
Autres	12	0,01
Inconnue	928	0,72
Total	**129 222**	**100**

[1] Les bénéficiaires de rentes d'invalidité d'un autre régime sont automatiquement admis à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.

[2] Il peut arriver que ces bénéficiaires se retrouvent dans une autre catégorie. A été priorisée la catégorie « Bénéficiaire de la rente d'invalidité ».

B) Nombre de demandes traitées par l'ensemble des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle et des comités de révision du 1er avril 2013 au 31 mars 2014

Comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle		
État de la demande	**Nombre**	
Demandes reçues	13 470	N/A
Demandes traitées	12 824	95,2 %
Demandes acceptées	5 750	44,8 %
Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires	4 960	38,7 %
Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires	2 114	16,5 %

Comités de révision		
Période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014		
Demandes reçues	1 985[3]	
Demandes traitées	1 746	
Demandes acceptées	807	46,2 %
Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires	223	12,8 %
Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires	598	34,2 %
Autres (ex. : désistements ou non récurrents)	118	6,8 %

[3] On ne peut mettre en relation le nombre de demandes reçues et traitées au cours de la période de référence. En effet, une partie des demandes traitées au cours de la période de référence ont pu être reçues avant le 1er avril 2013.

C) Nombre de demandes en appel traitées par le Tribunal administratif du Québec du 1er avril 2013 au 31 mars 2014

Décisions sur le fond	88	
Désistements	57	
Conciliations	0	
Règlements hors tribunal	17	
Total	**162**	
Pourcentage de demandes accueillies	46	52,3 %
Pourcentage de demandes refusées	22	25 %
Pourcentage de demandes accueillies ou rejetées en partie	2	2,3 %
Pourcentage de règlements hors tribunal entériné	16	18,2 %
Pourcentage de décision rectifiée	1	1,1 %
Pourcentage de recours sans objet	1	1,1 %

D) **Délai de traitement du 1er avril 2013 au 31 mars 2014**

Demandes d'admissibilité au programme	**Délai total moyen**
Admis par l'agent avec rapport médical (si diagnostic présent à la *Liste des diagnostics évidents*)	Sans délai
Recommandation des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle [5]	9,9 jours
Demandes de révision[6]	**Délai total moyen**
Décision des comités de révision	130,6 jours

[5] Le délai total moyen de traitement en admission est le délai entre le moment où le dossier entre à la Direction de la conformité et de l'évaluation médicale et celui où il est transmis au centre local d'emploi.

[6] Le délai total moyen de traitement en révision est le délai entre le moment de la date de réception de la demande (habituellement au centre local d'emploi) ou la production d'observations et la date d'expédition de la décision par la Direction des régions de l'Est-du-Québec (DREQ).

SOURCE : Direction des politiques de prestations

COLLABORATIONS : Direction de la statistique et de l'information de gestion
Direction de la conformité et de l'évaluation médicale
Direction générale adjointe de la révision et des recours administratifs
Direction du soutien à la gouvernance et du partenariat de Services Québec
Tribunal administratif du Québec

VALIDATION :

DATE : 16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 30C

Titre :
État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015 concernant :

c) Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaires, locataires, chambreurs, en logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménages.

Exposé et statistiques :

MARS 2014					
	CATÉGORIES DE MÉNAGES				
MODES DE LOGEMENT	**Personnes seules [1]**	**Couples sans enfants**	**Familles monoparentales**	**Couples avec enfants**	**TOTAL**
Propriétaires	8 141	2 090	1 135	823	12 189
Propriétaires à logements multiples	224	48	34	17	323
Locataires	104 928	8 058	25 493	12 788	151 267
Locataires H.L.M.	22 084	1 450	6 571	2 589	32 694
Chambreurs ou pensionnaires	71 902	426	2 929	297	75 554
Chamb. ou pension. chez un parent	41 866	399	2 782	264	45 311
Temporairement sans adresse[2]	2 860	4	8	2	2 874
En hébergement	2 755	.	.	.	2 755
TOTAL	**254 760**	**12 475**	**38 952**	**16 780**	**322 967**

1. Inclut les conjoints d'étudiants.
2. Désigne les personnes qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

SOURCE : Direction de la statistique et de l'information de gestion –12 juin 2014
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 12 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 30dj

Titre :
État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015 concernant :

d) Nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du Programme d'assistance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école.
j) Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

DESCRIPTION	Nombre d'enfants de moins de 18 ans
	Mars 2014
Âge préscolaire	37 608
Études primaires	29 841
Études secondaires	22 404
Études postsecondaires	332
Sans occupation	2 201
TOTAL	**92 386**

Handicapé	2 550

SOURCE : Direction des politiques de prestations
COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion-12 juin 2014
VALIDATION:
DATE : 13 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 30ef

Titre :
État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015 concernant :

e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une.

f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une :

En mars 2014, le nombre d'adultes de 18 ans et plus soumis à la contribution parentale était de 1 784.

f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime d'aide financière de dernier recours :

- Un adulte prestataire qui ne répond pas à certains critères d'indépendance fixés par la Loi est réputé recevoir une contribution financière de ses parents.
- Le Règlement établit le montant de cette contribution.
- L'impact généré par la contribution parentale est estimé à 15,4 M$ en 2013-2014.

SOURCE : Direction des politiques de prestations
COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion–12 juin 2014
VALIDATION:
DATE : 16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 30gh

Titre :

État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2011-2012, 2012-1013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015 concernant :

g) Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de douze ans qui reçoivent une pension alimentaire;

h) Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

En mars 2014, 6 457 familles monoparentales prestataires avec au moins un enfant de moins de douze ans déclarent recevoir une pension alimentaire[1].

Le total annuel des revenus de pension alimentaire **reçus** par ces familles monoparentales est estimé, en 2013-2014, à 23,0 M$ et est calculé en tenant compte d'un montant mensuel moyen de pension alimentaire de 297,20 $.

Depuis le 1er avril 2011, le montant maximum d'exclusion pour les revenus de pension alimentaire a été bonifié, passant de 100 $ par famille à 100 $ par enfant à charge, et ce, peu importe l'âge de l'enfant. Le coût annuel de cette exclusion, uniquement pour les familles monoparentales ayant au moins un enfant de moins de douze ans qui reçoivent une pension alimentaire, est estimé, en 2013-2014, à 13,0 M$.

Le Ministère estime donc que la comptabilisation des pensions alimentaires **chez les familles monoparentales avec au moins un enfant de moins de douze ans** a généré, en 2013-2014, des économies annuelles d'environ 10,0 M$ au régime d'aide financière de dernier recours.

[1] La comparaison avec l'année précédente doit être faite avec réserve. Étant donné que les revenus de pension alimentaire versés en droit réalisable rétroactivement en cours d'année sont inclus dans les données, le nombre de ménages déclarant recevoir une pension alimentaire pour le dernier mois disponible peut être sous-estimé par rapport à celui du même mois de l'année précédente.

SOURCE : Direction des politiques de prestations
COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion – 13 juin 2014
VALIDATION :
DATE : 13 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP30i

Titre :
État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015 concernant :

i) Nombre de dossiers en subrogation qui attentent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale.

Exposé et statistiques :

Le Ministère paie la pleine prestation au jeune lorsque ses parents refusent de contribuer ou sont introuvables. Il n'y a donc aucun paiement rétroactif susceptible d'être versé en raison de la contribution parentale.

SOURCE : Direction des politiques de prestation
COLLABORATION : Direction des mesures et services aux individus
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 18 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 30K

Titre :
État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015 concernant :

k) Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles à l'emploi selon les critères suivants :

i. État de santé;
ii. État de grossesse;
iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire ou garde d'enfants handicapés;
iv. Critère de 55 ans;
v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;
vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de soutien financier.

Exposé et statistiques :

Mois et année	MOTIFS POUR CONTRAINTE TEMPORAIRE								TOTAL
	État de santé	État de grossesse	Enfants à charge[1]	Enfant handicapé	Âge[2]	Attente décision contraintes sévères[3]	Prend soin d'une personne[4]	Autres[5]	
2013									
Avril	13 816	1 342	24 912	1 923	46 486	360	1 297	141	**90 277**
Mai	13 610	1 375	25 045	1 921	46 396	392	1 253	155	**90 147**
Juin	13 417	1 442	24 998	1 940	46 327	401	1 242	143	**89 910**
Juillet	13 278	1 443	24 951	1 946	46 192	364	1 242	145	**89 561**
Août	13 207	1 455	24 853	1 953	45 573	359	1 271	132	**88 803**
Septembre	12 932	1 442	24 631	1 947	45 125	352	1 270	127	**87 826**
Octobre	13 107	1 623	13 824	2 127	44 603	401	1 279	136	**77 100**
Novembre	13 602	1 587	13 997	2 105	44 088	419	1 278	141	**77 217**
Décembre	13 806	1 631	14 075	2 135	43 737	464	1 290	138	**77 276**
2014									
Janvier	13 669	1 639	14 288	2 157	43 421	498	1 292	126	**77 090**
Février	13 375	1 594	14 549	2 157	43 023	548	1 311	150	**76 707**
Mars	13 385	1 583	14 805	2 146	42 678	674	1 316	149	**76 736**

1. La baisse du nombre d'adultes prestataires pour contrainte temporaire pour enfants à charge âgés de moins de 5 ans, observée à partir du mois d'octobre 2013, est due aux modifications réglementaires concernant les couples prestataires avec enfants à charge âgés de moins de 5 ans en lien avec cette contrainte. Les enfants à charge correspondent aux enfants d'âge préscolaire, c'est-à-dire âgés de moins de 5 ans.
2. Cette catégorie inclue également les prestataires âgés de 55 à 57 ans qui ont conservé leur contrainte temporaire en raison de l'âge (droit acquis) à la suite des modifications réglementaires survenues en juillet 2013.
3. Attente de traitement d'une demande pour obtenir l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.
4. Partage du logement avec une personne que requiert des soins constants.
5. Comprend principalement des adultes qui séjournent dans des maisons d'hébergement pour victime de violence.

SOURCE : Direction de la statistique et de l'information de gestion – 12 juin 2014
COLLABORATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire –
Direction des politiques de prestations -
VALIDATION:
DATE : 12 juin 2014

1RP30k.doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 30l

Titre :
État de la situation au Programme de l'assistance-emploi en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015 concernant :

l) Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré.

Exposé et statistiques :

SELON LE TYPE D'ALLOCATION	REVENUS COMPTABILISABLES [1] Mars 2014	
	Nombre de ménages	Revenu comptabilisable moyen
Aide sociale		
De base (incluant les hébergés)[2]	10 684	239,10 $
Contraintes temporaires[3]	22 247	201,18 $
Mixte temporaire[4]	1 531	296,82 $
Solidarité sociale		
Solidarité sociale (contraintes sévères)[5]	32 209	418,02 $
De base hébergé[6]	279	60,83 $
TOTAL	**66 950**	**313,15 $**

1. Les revenus comptabilisables sont tous les revenus de travail et les revenus provenant d'autres sources (assurance-emploi, RRQ, CSST, pensions alimentaires, etc.) ayant un impact sur le montant de la prestation d'aide financière de dernier recours. La partie comptabilisée des revenus déclarés (revenu comptabilisable) est celle qui dépasse les exemptions permises (dans le cas des revenus de travail, des pensions alimentaires et des allocations d'aide à l'emploi), diminuant d'autant le montant de l'aide financière accordée.
2. Montant de base applicable à l'adulte seul ou au couple ne présentant aucune contrainte à l'emploi (incluant les hébergés au Programme d'aide sociale).
3. Allocation versée à un adulte seul présentant une contrainte temporaire à l'emploi. Dans le cas de ménages avec deux adultes, seulement un des adultes présente une contrainte temporaire, l'autre adulte étant sans contraintes à l'emploi.
4. Allocation versée à un ménage composé de deux adultes lorsque les deux adultes présentent des contraintes temporaires à l'emploi.
5. Allocation versée à un adulte seul ou au couple prestataire du Programme de solidarité sociale.
6. Montant de base applicable à l'adulte hébergé admis dans un centre d'hébergement, d'accueil, hospitalier ou de réadaptation, de même qu'à un ex-détenu logé dans un établissement reconnu en vue de sa réinsertion sociale, prestataire du Programme de solidarité sociale.

SOURCE : Direction de la statistique et de l'information de gestion
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 17 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-30M

Titre :
État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015 concernant :

m) Nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés.

Exposé et statistiques :

TYPES DE BIENS	BIENS DÉCLARÉS [1]	
	Mars 2014	
	Nombre de ménages	Valeur moyenne
Avoir liquide	221 586	760,35 $
Biens mobiliers	83 889	2 287,91 $
Biens immobiliers	14 064	66 199,92 $
Biens immobiliers pour travailleurs autonomes	1 423	7 078,46 $
Dette hypothécaire	6 262	43 870,12 $
Autres [2]	12 357	30 600,59 $

1. Les prestataires détenteurs d'un ou de plusieurs biens sont dénombrés lorsque la valeur des biens est supérieure à 1 $.
2. Comprend les bénéfices payables au décès (incluant l'assurance-vie payable à la succession), les subventions ou emprunts pour réparations de la résidence ou pour le démarrage d'une entreprise, les indemnités versées pour sinistre ou expropriation, le capital provenant de la vente d'une résidence, la valeur résiduelle des biens et avoirs liquides cédés, les sommes dont l'enfant est

SOURCE : Direction de la statistique et de l'information de gestion – 13 juin 2014
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 13 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP30n

Titre :
État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015 concernant :

n) Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle.

Exposé et statistiques :

Prestations versées en trop :

L'assistance-emploi doit être remboursée lorsqu'elle a été accordée en trop ou lorsqu'elle a été versée en attente de la réalisation d'un droit (aide conditionnelle) et que ce droit a été réalisé.

La provenance des réclamations nettes pour l'exercice financier 2013-2014 se détaille comme suit :

		2013-2014		
		Nombre	Montant en M$	Montant moyen
Réclamations incluses dans les résultats d'Emploi-Québec pour le volet des services de solidarité sociale				
	Réclamations à la suite d'aide reçue sans droit[1]	76 672	37,8	494 $
	Réclamations à la suite d'une fausse déclaration[2]	19 585	86,5	4 416 $
	Sous-total	96 257	124,3	1 292 $
	Réclamations à l'aide conditionnelle[3]	17 208	24,7	1 437 $
	Montant total brut des réclamations	113 465	149,0	1 314 $
Moins:	Notes de crédits		15,8	
	Montant total net des réclamations[4]		133,2	

(1) Lorsque le prestataire reçoit un montant auquel il n'a pas droit sans toutefois avoir eu l'intention de divulguer de faux renseignements ou remettre de faux documents. Exemple : Changement dans la situation familiale déclaré un mois après l'évènement.
(2) Lorsque le prestataire omet de divulguer des renseignements, transmet de faux renseignements, remet de faux documents ou déclare des propos trompeurs et inexacts dans le but d'obtenir des sommes auxquelles il n'a pas droit. Exemple : vie maritale non déclarée.
(3) Aide conditionnelle : Aide versée en attente de la réalisation d'un droit.
(4) Exclut les réclamations suite aux paiements du soutien au enfant (PSAE).

SOURCE : **Direction générale adjointe des services corporatifs**
Direction de la conformité et de l'évaluation médicale
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : **18 juin 2014**

1RP30n.doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

1RP-30o

Titre :
État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015, concernant :
o) nombre de révisions et d'appels selon le motif[1] et la décision.

Exposé et statistiques :
Aucune prévision possible pour 2014-2015.
Période de référence : du 1er avril 2013 au 31 mars 2014

	Décisions rendues par les bureaux de révision	
Motifs	**Décisions rendues[2]**	**Décisions accueillies[3]**
Recouvrement	8 353	1 704
Revenus, gains, avantages, pensions alimentaires	4 323	839
Statut	3 029	509
Obligations	1 303	281
Avoir liquide	1 013	225
Prestations spéciales	1 183	160
Partage de logement	37	6
Versement de l'aide	494	71
Biens	411	91
Hors délai	357	35
Garant défaillant	105	15
Prestations de base	632	62
Contribution parentale	257	26
TOTAL	**21 497**	**4 024**
Proportion des décisions accueillies		**18,7 %**

	Décisions rendues par le Tribunal administratif du Québec (TAQ)
Règlement hors cours	883
Recours rejetés	309
Recours accueillis	148
Désistements	456
Acquiescements du Ministère	140
Recours irrecevables	58

SOURCE : Direction générale adjointe de la révision et des recours administratifs (DGARRA),
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction du soutien à la gouvernance et du partenariat de Services Québec (DSGPSQ)
DATE : 16 juin 2014

[1] Le nombre de décisions rendues par le Tribunal administratif du Québec est disponible par type de décision mais non par motifs, le système informatique présentement utilisé ne contient pas ce niveau de précision.
[2] Nombre de décisions traitées en révision selon le motif.
[3] Nombre de décisions favorables à la clientèle selon le motif.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP30p

Titre :
État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015 concernant :

p) nombre de personnes ayant demandé de l'aide en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre et en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée, le motif de la décision.

Exposé et statistiques :

Données générales pour 2013-2014 (du 1er avril 2013 au 31 mars 2014)

Le nombre total de demandes reçues a été de 1 020 De ce nombre, il y eut :
- 792 demandes acceptées;
- 185 demandes refusées;
- 15 désistements.

L'aide totale accordée fut de 3 487 491 $, répartie en aide remboursable et en aide gratuite :
- Aide remboursable : 492 962 $
- Aide gratuite : 2 994 529 $

Le montant moyen d'aide versée s'établit quant à lui à 4403 $.

Faits saillants pour 2013-2014

Motifs invoqués pour l'obtention de prestations en vertu du pouvoir discrétionnaire	Nombre de demandes acceptées	Montant par catégorie ($)	Répartition par catégorie (%)*	Montant moyen accordé ($)
Bien ou avoir liquide cédé	53	199 343	6,7	3 761
Composition familiale	8	8 573	1,0	1 072
Contribution parentale	1	3 234	0,1	3 234
Excédent de biens	475	2 513 214	59,9	5 291
Grève ou lock-out	0	0	0,0	0
Personne tenue de loger	83	194 225	10,5	2 340
Perte d'argent	7	4 253	0,9	608
Prestation spéciale	72	73 647	9,1	1 023
Prestation spéciale désintoxication	18	65 597	2,3	3 644
Prévenu tenu de loger	19	50 502	2,4	2 658
Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.)	11	14 733	1,4	1 339
Sans statut légal	27	311 898	3,4	11 552
Travailleur autonome	18	48 272	2,3	2 682
TOTAL	792	3 487 491	100,00 %	4403

* Pourcentage du montant total accordé.
Les personnes seules ou les familles aidées en vertu du pouvoir discrétionnaire sont inadmissibles selon les règles régulières d'attribution d'une aide financière de dernier recours.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 18 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-30Q

Titre :

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015 concernant :

q) Nombre de personnes ayant bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi.

Exposé et statistiques :

COMPOSITION FAMILIALE	REVENUS D'ASSURANCE-EMPLOI [1] Mars 2014 Nombre d'adultes
Personnes seules	675
Couples sans enfants	98
Familles monoparentales	120
Couples avec enfants	88
Conjoints d'étudiants	1
TOTAL	**982**

1. Correspond à tout montant déclaré supérieur à 2 $.

SOURCE : Direction de la statistique et de l'information de gestion – 13 juin 2014
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 13 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-30R

Titre :

État de la situation du programme d'assistance-emploi en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015 avec :

r) Ventilation détaillée des impacts pour le Québec des bonifications annoncées à l'assurance- emploi sur le Régime de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

Depuis le 1er janvier 2007, deux nouveaux programmes d'aide financière de dernier recours, soit le Programme d'aide sociale et le Programme de solidarité sociale, remplacent le Programme d'assistance-emploi.

Les modifications au Règlement sur l'assurance-emploi, publiées dans la Gazette du Canada du 19 décembre 2012, viennent renforcer les obligations auxquelles sont soumis les prestataires de l'assurance-emploi en matière de recherche d'emploi. Ces modifications précisent :

- les critères qui servent à déterminer si les démarches faites par un prestataire pour trouver un emploi convenable constituent des démarches habituelles et raisonnables, telles que mentionnées dans la Loi sur l'assurance-emploi (article 50, alinéa 8);
- les critères servant à déterminer ce qui constitue un emploi convenable;
- les obligations en matière de recherche d'emploi et les critères d'un « emploi convenable » qui varient en fonction de trois catégories de prestataires (travailleur de longue date, prestataire occasionnel, prestataire fréquent);
- une définition partielle de ce qui constitue un emploi comparable, semblable ou un emploi pour lequel le prestataire détient les compétences nécessaires;
- le temps nécessaire pour se rendre quotidiennement au lieu de travail ou en revenir, qui est d'au plus une heure. Si ce temps est supérieur, il ne doit pas dépasser celui qui incombait au prestataire dans le cadre de son emploi précédent ou il ne doit pas être inhabituel dans la collectivité où réside le prestataire;
- qu'en acceptant un nouvel emploi, le prestataire ne se trouvera jamais dans une situation financière moins avantageuse que lorsqu'il reçoit des prestations (prise en considération du salaire offert et des coûts associés à l'occupation du nouvel emploi).

Impacts sur la clientèle des programmes d'aide financière de dernier recours :

- Il ne semble pas y avoir de lien entre les modifications au Régime d'assurance-emploi et l'évolution des admissions à l'assistance sociale de la part des prestataires et des anciens prestataires de l'assurance-emploi.
- Les admissions aux programmes d'assistance sociale du 1er trimestre 2014 sur la base de motifs associés à l'assurance-emploi ont augmenté de 1,3 % par rapport au 1er trimestre 2013 (+ 122 admissions). Il s'agit d'une hausse plus faible que la hausse des admissions observées pour l'ensemble des motifs d'admission évoqués (+ 3,1 %).

SOURCE :	Direction des politiques de prestations
COLLABORATION :	Direction des politiques d'emploi, des relations intergouvernementales et de la veille
VALIDATION :	**Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire**
DATE :	**12 juin 2014**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP – 30s

Titre :
État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015 concernant :
s) Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques :

À noter : l'assurance médicaments ne fait plus partie des besoins spéciaux couverts par l'aide financière de dernier recours et relève maintenant du MSSS

Coût des prestations spéciales (en 000 $)

	2013-2014 (dépenses réelles)
I. Prestations spéciales pour préserver la santé	
A. Préparations lactées	900,0
B. Biens et services administrés par le MESS	
- Lunettes et lentilles	3 694,0
- Chaussures orthopédiques et orthèses plantaires	554,9
- Prothèses, orthèses et accessoires prescrits	12 153,3
- Suppléments (suppléments mensuels pour diabète, hémodialyse, grossesse, allaitement, paraplégie et stomie temporaire)	7 755,1
- Transports pour fins médicales	57 407,6
- Autres	688,2
Sous-total B	82 253,1
Sous-total de la partie I	**83 153,1**
II. Prestations spéciales relatives à la compensation de certaines pertes ou en considération de situations particulières	
- Rechercher ou postuler un emploi ou retourner dans son milieu d'origine	0,7
- Enfant à charge fréquentant l'école	5 769,3
- Frais funéraires	1 498,2
- Compenser les pertes lors d'un incendie ou d'un sinistre	578,2
- Compenser les effets d'une séparation	11,7
- Loyer pour une personne seule hébergée	19,4
Sous-total de la partie II	**7 877,5**
TOTAL	**91 030,6**

SOURCE : Direction des politiques de prestations
COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion – Validation le 13 juin 2014
VALIDATION:
DATE : 13 juin 2014
1RP30s.doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-30T

Titre :
État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015 concernant :

t) Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence.

Exposé et statistiques :

Emploi-Québec a pour mission de contribuer à développer l'emploi et la main-d'oeuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage, l'exclusion et la pauvreté dans une perspective de développement économique et social. De plus, depuis avril 2006, elle gère de façon unifiée les services publics d'emploi et les services de solidarité sociale. Par conséquent, la référence n'est plus requise.

SOURCE : **Direction de la statistique et de l'information de gestion – 13 juin 2014**
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 13 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-30u

Titre :

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015 concernant :

u) Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques :

En mars 2014, 12 269 ménages prestataires ont reçu une rente d'invalidité de la RRQ, dont le montant moyen est établi à environ 694 $ par mois. L'impact annuel généré par la comptabilisation de ce revenu peut donc être estimé à 102,1 M$ en 2013-2014.

SOURCE : Direction des politiques de prestations
COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion - 12 juin 2014
VALIDATION: Direction de la statistique et de l'information de gestion - 14 avril 2014
DATE : Le 16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-30v

Titre :

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015 concernant :

v) Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques :

- En mars 2014, 32 407 ménages prestataires ont reçu une rente de retraite de la Régie des rentes du Québec, dont le montant moyen est établi à 153 $ par mois.

- On peut donc estimer l'impact de cette mesure à 59,6 M$ en 2013-2014.

SOURCE : Direction des politiques de prestations
COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion
VALIDATION: Direction de la statistique et de l'information de gestion - 16 juin 2014
DATE : Le 16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-30w

Titre :
État de la situation du programme d'assistance-emploi en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015 concernant :

w) Bilan du budget et des dépenses pour le programme de l'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour l'année 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques :

Le programme de l'allocation-logement est sous la responsabilité de la Société d'habitation du Québec.

SOURCE : Direction des politiques de prestations
VALIDATION : NA
DATE : 16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-31

Titre :
Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques :

- Du 1er avril 2013 au 31 mars 2014, le Service de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle a reçu 13 470 demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi.

SOURCE : Direction générale adjointe des services corporatifs
Direction de la conformité et de l'évaluation médicale
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-32

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.

Exposé et statistiques :

- Du 1er avril 2013 au 31 mars 2014**,** le Service de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle a reçu 13 470 demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi. 12 824[1] demandes ont été traitées et 7 074 ont été refusées, soit 55,2 %.

SOURCE : Direction de la conformité et de l'évaluation médicale
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-33

Titre :
Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée et dont la personne a gagné en appel pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.

Exposé et statistiques :

2013-2014

- Du 1er avril 2013 au 31 mars 2014, 1 746 demandes ont été traitées en révision et 807 ont été acceptées, soit 46,2 %.

- Pour la même période, 162 requêtes pour contraintes sévères à l'emploi ont été traitées par le Tribunal administratif du Québec (TAQ). De ce nombre, 88 ont été entendues sur le fond (admissibilité au programme de solidarité sociale) et 74 pour d'autres motifs (hors délai, impossibilité d'agir, etc.). 46 requêtes sur les 88 entendues sur le fond ont été accueillies, soit 52,3 % favorables à la clientèle.

SOURCE : Direction générale adjointe de la révision et des recours administratifs (DGARRA),
COLLABORATION : Tribunal administratif du Québec (TAQ)
VALIDATION: Direction du soutien à la gouvernance et du partenariat de Services Québec (DSGPSQ)
DATE : 16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION

RP34

Titre :

Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et prévision pour 2014-2015.
Préciser :

a. Personne vivant seule
b. Couple
c. Famille monoparentale
d. Famille biparentale
e. Définition du concept « revenu d'emploi » pour le programme
f. Définition du concept « lien d'emploi » pour le programme

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministère des Finances répondra à cette question.

SOURCE : Direction des politiques de prestations
DATE : 12 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 35

Titre :
Bilan du plan d'action éducation, emploi et productivité et ventilation des sommes accordées depuis 2011.

Exposé et statistiques :

Le responsable de ce dossier est le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

SOURCE : Direction des politiques d'emploi, de la planification stratégique et de la veille
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 12 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 36

Titre :
Bilan du plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue. Sommes y étant consacrées depuis 2008, par mesure. Pour chaque indicateur, ventilation des données depuis 2008

Exposé et statistiques :

- Le plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue s'est appliqué de 2002 à 2007. Par conséquent, aucune somme n'y a été consacrée durant l'actuelle année budgétaire.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi, des relations intergouvernementales et de la veille
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 12 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-37

Titre :
Copie des études, notes, rapports, états de situation et analyses concernant la situation financière du Fonds d'assurance parentale ainsi que des divers scénarios visant à combler son déficit (s'il y a lieu).

Exposé et statistiques :

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale
VALIDATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale
DATE : 16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-38

Titre :
Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques :

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale
VALIDATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale
DATE : 16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-39

Titre :
Nombre de prestataires servis, d'événements et de prestations totales versées selon les régions administratives du Québec pour 2012-2013 et 2013-2014 en fonction des données disponibles.

Exposé et statistiques :

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale
VALIDATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale
DATE : 16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-40

Titre :

Dans chacun des programmes, préciser :

a. liste des organismes subventionnés (avec nom et adresse de ces organismes) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des région pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
b. politique et critères d'attribution des subventions;
c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

A et C : Voir les tableaux en annexe.

B Politique et critères d'attribution des subventions

Les renseignements ci-dessous sont tirés des cadres normatifs des différents programmes publiés sur le site Internet du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole

Le Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole permet de soutenir des organismes et des regroupements d'organismes. Administré par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), il comporte les trois volets suivants :

- Promotion des droits;
- Organismes multisectoriels confiés au SACAIS;
- Recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale.

Promotion des droits

Le volet Promotion des droits vise à soutenir, par l'entremise du SACAIS, les organismes et les regroupements d'organismes dont la mission unique ou principale est la défense collective des droits.

Les demandes présentées par les organismes seront analysées en utilisant la grille d'analyse adoptée par le SACAIS en fonction des paramètres suivants :

- le rayonnement dans la communauté et les activités accomplies en défense collective des droits;
- le réalisme des prévisions budgétaires présentées;
- l'actif net non affecté, selon les derniers états financiers, n'étant pas supérieur à 50 % des dépenses totales de l'organisme;
- la saine gestion financière de l'organisme, par exemple : absence d'un déficit et de jugements rendus contre l'organisme;
- les disponibilités financières du FAACA.

Afin de moduler la hauteur du soutien financier accordé aux organismes admissibles, certains critères d'appréciation seront considérés, notamment :

- l'étendue du territoire couvert, la densité démographique et l'éloignement des centres décisionnels;
- l'équité entre les organismes comparables;
- les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières, les prêts de personnel ainsi que les prêts de ressources matérielles et techniques;
- la présence d'autres organismes ou regroupements d'organismes ayant la même mission et offrant les mêmes activités auprès des mêmes personnes visées.

Organismes multisectoriels confiés au SACAIS

Les objectifs sont de :

- soutenir les organismes d'action communautaire et les regroupements d'organismes présentement financés et sans port d'attache dans l'appareil gouvernemental, et cela, lorsque c'est possible, de manière transitoire jusqu'à ce qu'un ministère ou un organisme gouvernemental en assume la responsabilité;

- soutenir les regroupements nationaux ayant reçu un mandat formel d'interlocuteurs privilégiés auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;

- soutenir les organismes communautaires relevant des ministères et organismes gouvernementaux dans le cadre d'une entente administrative spécifique;

- confier la gestion à un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole, par entente de services, de mesures visant à structurer son secteur d'activité.

En plus de satisfaire les critères d'admissibilité visant les organismes communautaires, pour être admissible à ce volet, il faut soit :

- avoir déjà conclu une entente triennale en appui à la mission globale ou une entente de service avec le SACAIS ou être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental à la suite d'une opération de transfert et de concentration du soutien financier en appui à la mission globale;

- être un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès de la ou du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;

- être déjà soutenu financièrement et être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental dans le cadre d'une entente administrative spécifique.

Recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale

L'objectif est de contribuer à la mise en œuvre des orientations gouvernementales en matière d'action communautaire et d'action bénévole, notamment par des études, des recherches et des sondages.

Les projets admissibles sont de nature non récurrente. Ils sont orientés en fonction de besoins déterminés en cours d'année. Ils ne peuvent pas porter sur le soutien à la mission globale des organismes ni servir à la réalisation d'activités régulières.

Selon les disponibilités budgétaires, le SACAIS procède à un appel de projets sur invitation.

Fonds québécois d'initiatives sociales

La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et crée le Fonds québécois d'initiatives sociales (Fonds), lequel vise à soutenir financièrement des initiatives et la réalisation de projets et d'interventions afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale.
Ces initiatives, projets et interventions peuvent intervenir à la fois sur les causes et les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Le Fonds soutient principalement :

- le financement des ententes conclues par le ministre responsable de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (ministre) avec des organismes ou des partenaires à l'échelle locale, régionale et nationale relatives à la réalisation d'initiatives, de projets et d'interventions visant les mêmes objectifs et respectant les orientations du Fonds;
- le développement et l'expérimentation de nouvelles approches de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- le financement des recherches associées à l'atteinte des buts de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Critères d'attribution des subventions :

- Le ministre établit une répartition budgétaire régionale, nationale et autochtone du Fonds.
- Le ministre convient des budgets à accorder aux régions en fonction notamment de l'importance relative des zones de pauvreté.
- Des ententes sont conclues, lesquelles déterminent les contributions financières, les conditions de financement, les mécanismes de coordination, de concertation et de suivi périodiques des activités réalisées dans le cadre de ces ententes, ainsi que les attentes en matière de reddition de comptes.

Programme de soutien financier des Corporations de développement communautaire (CDC)

Le programme de soutien financier des CDC vise à soutenir la contribution de ces organismes en regard de la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale.

Critères d'attribution des subventions :
Le soutien financier prendra la forme d'un montant forfaitaire accordé sur une base triennale pour assurer une partie des coûts admissibles relatifs à l'accomplissement de la mission globale de l'organisme.
Ces coûts admissibles sont, notamment, les frais généraux (local, téléphone, matériel de bureau, infrastructure technologique, etc.), les frais salariaux associés à la base du fonctionnement et aux services alternatifs de l'organisme de même que ceux liés à la vie associative, aux activités de concertation et de représentation ou encore au soutien et à l'encadrement de l'action bénévole.

Les modalités pour le maintien annuel du soutien financier portent sur la nécessité pour l'organisme de :

- présenter au MESS le formulaire de demande dans les délais requis;
- continuer à satisfaire aux critères d'admissibilité;
- produire les documents exigés en matière de reddition de comptes et stipulés au protocole d'entente;
- avoir un actif net non affecté n'étant pas supérieur à 50 % de ses dépenses totales du dernier exercice financier complété;
- tenir compte des disponibilités financières du programme.

Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires

Le programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires (PSISC) vise à soutenir des projets d'expérimentation et d'innovation dans les domaines de l'action communautaire, de l'emploi et de la solidarité sociale. Il vise également à soutenir des projets de recherche et des projets spéciaux dans les mêmes domaines.

Le soutien aux projets admissibles est de nature non récurrente. Ainsi, le PSISC ne peut soutenir la mission globale des organismes ni leurs activités régulières.

Le PSISC soutient un projet pour une durée de 18 mois ou moins. Dans le cas d'un projet de recherche, le PSISC peut soutenir celui-ci jusqu'à une durée maximale de 36 mois.

Au besoin, un prolongement de la durée du protocole d'entente est possible, sans bonification financière, lorsqu'il est démontré que cette prolongation est essentielle à la réussite du projet. Toute demande de prolongation doit être faite par écrit par l'organisme, et approuvée par le Ministère. Aussi, un Organisme peut déposer une nouvelle demande pour un soutien financier permettant le prolongement d'un projet déjà soutenu dans le cadre du PSISC.

Dans tous les cas, incluant les projets de recherche, la subvention maximale est de 75 000 $ par Organisme par période de 12 mois, et ce, peu importe le nombre de projets subventionnés.

L'aide accordée par le Ministère dans le cadre du PSISC peut être complémentaire à celle accordée par d'autres sources de financement.

SOURCE :	**Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales**
COLLABORATION :	
VALIDATION:	
DATE :	**13 juin 2014**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Montant versé 2013-2014
01 - Bas-Saint-Laurent	A.L.E.S.E Abattons les échelons socio-économiques	PDD	41 615,00 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Action chômage Kamouraska inc.	PDD	42 630,00 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Action populaire Rimouski-Neigette	PDD	32 480,00 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de la péninsule	PDD	50 750,00 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale du Grand-Portage	PDD	50 676,00 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale Rimouski-Neigette et Mitis	PDD	50 750,00 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Association pour la défense des droits sociaux du Kamouraska (ADDS-Kamouraska)	PDD	30 000,00 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Comité logement Rimouski-Neigette	PDD	30 000,00 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Fédération pour personnes handicapées du K.R.T.B. inc.	PDD	70 997,00 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata	PDD	30 000,00 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fleuve (ROPHBF)	PDD	65 869,00 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent	PDD	57 855,00 $
Total 01 - Bas-Saint-Laurent			**553 622,00 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Montant versé 2013-2014
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Jonquière	PDD	30 000,00 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Alma inc.	PDD	30 000,00 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section St-Félicien	PDD	30 000,00 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des retraités et pré-retraités (section Chicoutimi)	PDD	22 837,50 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Comité des droits sociaux d'Alma	PDD	45 675,00 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay	PDD	65 869,00 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	L.A.S.T.U.S.E. du Saguenay (Lieu d'actions et de services travaillant dans l'unité avec les sans-emploi)	PDD	50 675,00 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	La ligue des droits et libertés de la personne du Saguenay Lac-St-Jean inc.	PDD	41 615,00 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Les gens oubliés de Notre-Dame-d'Hébertville inc.	PDD	42 630,00 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Loge m'entraide	PDD	45 675,00 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Mouvement action chômage Lac-St-Jean	PDD	30 000,00 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Saguenay-Lac St-Jean-Chibougamau-Chapais	PDD	62 908,00 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Recif-02	PDD	57 855,00 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Saguenay	PDD	50 750,00 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire de Saint-Félicien	PDD	30 000,00 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi	PDD	30 881,00 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire et communautaire de Jonquière	PDD	30 000,00 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire Lac-Saint-Jean-Est	PDD	46 615,00 $
Total 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean			**743 985,50 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Montant versé 2013-2014
03 - Capitale-Nationale	métropolitain	PDD	42 630,00 $
03 - Capitale-Nationale	Action-Chômage de Québec	PDD	42 630,00 $
03 - Capitale-Nationale	Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	PDD	135 638,00 $
03 - Capitale-Nationale	Association des grands-parents du Québec	PDD	30 000,00 $
03 - Capitale-Nationale	Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ADDSQM)	PDD	55 102,00 $
03 - Capitale-Nationale	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Québec inc.	PDD	53 335,00 $
03 - Capitale-Nationale	Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain (BAIL) inc.	PDD	49 965,00 $
03 - Capitale-Nationale	Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO) inc.	PDD	30 000,00 $
03 - Capitale-Nationale	Centre d'information et de recherche en consommation de Charlevoix Ouest	PDD	42 630,00 $
03 - Capitale-Nationale	Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur	PDD	47 208,00 $
03 - Capitale-Nationale	Comité logement d'aide aux locataires	PDD	30 000,00 $
03 - Capitale-Nationale	Comité populaire St-Jean-Baptiste	PDD	42 630,00 $
03 - Capitale-Nationale	GLBT Québec inc.	PDD	70 000,00 $
03 - Capitale-Nationale	Groupe Alter justice	PDD	30 000,00 $
03 - Capitale-Nationale	Groupe de recherche en animation et planification économique (GRAPE)	PDD	62 587,00 $
03 - Capitale-Nationale	L'association coopérative d'économie familiale de Québec	PDD	70 897,00 $
03 - Capitale-Nationale	Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)	PDD	80 370,00 $
03 - Capitale-Nationale	Le mouvement "Personne d'abord" du Québec métropolitain	PDD	95 381,00 $
03 - Capitale-Nationale	Les amis et amies de la terre de Québec	PDD	38 580,00 $
03 - Capitale-Nationale	Ligue des droits et libertés - section de Québec	PDD	41 615,00 $
03 - Capitale-Nationale	Mouvement action-chômage de Charlevoix inc.	PDD	42 630,00 $
03 - Capitale-Nationale	Nature Québec	PDD	70 000,00 $
03 - Capitale-Nationale	Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC-03-12)	PDD	86 348,00 $
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec	PDD	96 559,00 $
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)	PDD	57 855,00 $
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03 (ROP 03)	PDD	96 319,00 $
Total 03 - Capitale-Nationale			**1 540 909,00 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Montant versé 2013-2014
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Trois-Rivières inc.	PDD	30 000,00 $
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section Mékinac	PDD	25 884,50 $
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, A.Q.D.R. section Shawinigan	PDD	15 000,00 $
04 - Mauricie	Association québécoise de la défense des droits des retraités et pré-retraités Des Chenaux (A.Q.D.R.)	PDD	30 000,00 $
04 - Mauricie	ATTAM Association des travailleurs et travailleuses accidentés de la Mauricie	PDD	42 630,00 $
04 - Mauricie	Carrefour d'aide aux non-syndiqué-es inc.	PDD	45 675,00 $
04 - Mauricie	Comité logement Trois-Rivières inc.	PDD	45 675,00 $
04 - Mauricie	Comité pour la défense des droits sociaux La Tuque	PDD	45 675,00 $
04 - Mauricie	Comité régional de promotion et de sensibilisation en déficience intellectuelle région 04 inc.	PDD	30 000,00 $
04 - Mauricie	Groupement pour la défense des droits sociaux de Trois-Rivières	PDD	55 104,00 $
04 - Mauricie	Mouvement action-chômage Des Chenaux inc.	PDD	30 000,00 $
04 - Mauricie	Mouvement action-chômage Trois-Rivières	PDD	45 675,00 $
04 - Mauricie	Mouvement personne d'abord région Mauricie	PDD	47 814,00 $
04 - Mauricie	R.D.D.S. (Shawinigan) inc.	PDD	50 453,00 $
04 - Mauricie	Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie	PDD	39 381,50 $
04 - Mauricie	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	PDD	96 670,00 $
04 - Mauricie	Service d'aide au consommateur-région 04	PDD	30 000,00 $
04 - Mauricie	Table de concertation «Abus auprès des aînés» de la Mauricie	PDD	34 510,00 $
04 - Mauricie	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	PDD	57 855,00 $
Total 04 - Mauricie			**798 002,00 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Montant versé 2013-2014
05 - Estrie	Action-Handicap Estrie	PDD	65 869,00 $
05 - Estrie	Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie	PDD	49 831,00 $
05 - Estrie	Association des locataires de Sherbrooke	PDD	45 675,00 $
05 - Estrie	Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook	PDD	30 000,00 $
05 - Estrie	Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie	PDD	39 346,00 $
05 - Estrie	Collectif pour le libre choix de Sherbrooke	PDD	45 675,00 $
05 - Estrie	Collectif régional d'éducation sur les médias d'information	PDD	30 000,00 $
05 - Estrie	Comité des travailleurs accidentés de l'Estrie inc.	PDD	62 098,00 $
05 - Estrie	Concertaction femmes Estrie	PDD	57 855,00 $
05 - Estrie	Conseil des aveugles de Memphrémagog	PDD	30 000,00 $
05 - Estrie	Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	PDD	30 000,00 $
05 - Estrie	Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région Memphrémagog	PDD	42 630,00 $
05 - Estrie	Illusion-Emploi de l'Estrie	PDD	42 630,00 $
05 - Estrie	L'action plus de Sherbrooke inc.	PDD	45 675,00 $
05 - Estrie	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Sherbrooke	PDD	42 630,00 $
05 - Estrie	Memphrémagog	PDD	45 680,00 $
05 - Estrie	Ligue des droits et libertés (section Estrie)	PDD	20 807,50 $
05 - Estrie	Mouvement des chômeurs de l'Estrie inc.	PDD	46 429,00 $
05 - Estrie	Promotion Handicap Estrie inc.	PDD	60 213,00 $
05 - Estrie	Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain	PDD	60 496,00 $
05 - Estrie	Service budgétaire populaire de l'Estrie inc.	PDD	49 445,00 $
05 - Estrie	Service budgétaire populaire Des sources	PDD	59 421,00 $
05 - Estrie	Solidarité populaire Estrie	PDD	45 675,00 $
05 - Estrie	Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie	PDD	41 615,00 $
05 - Estrie	Table ronde des OVEP de l'Estrie	PDD	51 141,00 $
Total 05 - Estrie			**1 140 836,50 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Montant versé 2013-2014
06 - Montréal	Action des femmes handicapées (Montréal)	PDD	47 630,00 $
06 - Montréal	Action dignité de Saint-Léonard	PDD	30 000,00 $
06 - Montréal	Action travail des femmes du Québec inc.	PDD	30 000,00 $
06 - Montréal	Alliance des regroupements des usagers du transport adapté du Québec (ARUTAQ)	PDD	79 280,00 $
06 - Montréal	Arc en ciel d'Afrique	PDD	45 000,00 $
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale de l'est de Montréal	PDD	53 613,00 $
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal	PDD	68 122,00 $
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du nord de Montréal	PDD	72 980,00 $
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du sud-ouest de Montréal	PDD	47 453,00 $
06 - Montréal	Association des aides familiales du Québec	PDD	50 750,00 $
06 - Montréal	Association des consommateurs pour la qualité dans la construction	PDD	42 630,00 $
06 - Montréal	Association des locataires de Villeray inc.	PDD	63 983,00 $
06 - Montréal	Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain (A.D.D.S.M.M.)	PDD	42 630,00 $
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) inc.	PDD	144 960,00 $
06 - Montréal	inc.	PDD	30 000,00 $
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rosemont inc.	PDD	30 000,00 $
06 - Montréal	inc.	PDD	35 679,50 $
06 - Montréal	Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au post-secondaire (AQEIPS)	PDD	62 558,00 $
06 - Montréal	Association québécoise des personnes de petite taille inc.	PDD	74 738,00 $
06 - Montréal	Association québécoise Plaidoyer-Victimes	PDD	42 480,00 $
06 - Montréal	Au bas de l'échelle inc.	PDD	42 630,00 $
06 - Montréal	BRAS Villeray	PDD	41 615,00 $
06 - Montréal	Centre québécois pour la déficience auditive	PDD	117 363,00 $
06 - Montréal	Coalition des associations de consommateurs du Québec	PDD	52 486,00 $
06 - Montréal	Coalition des familles homoparentales	PDD	70 000,00 $
06 - Montréal	Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre	PDD	90 000,00 $
06 - Montréal	Comité chômage de Montréal	PDD	55 782,00 $
06 - Montréal	Comité d'action de Parc Extension	PDD	30 000,00 $
06 - Montréal	Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun inc.	PDD	34 558,00 $
06 - Montréal	Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve	PDD	45 675,00 $
06 - Montréal	Comité de logement Rosemont	PDD	49 070,00 $
06 - Montréal	Comité des droits sociaux du sud-ouest de Montréal	PDD	30 000,00 $
06 - Montréal	Comité des personnes assistées sociales de Pointe-St-Charles Montréal	PDD	70 733,00 $
06 - Montréal	Comité des sans emploi de Pointe St-Charles	PDD	30 000,00 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Montant versé 2013-2014
06 - Montréal	Comité du logement du Plateau Mont-Royal inc.	PDD	33 540,00 $
06 - Montréal	Comité logement Ahuntsic-Cartierville	PDD	49 429,00 $
06 - Montréal	Comité logement de La Petite Patrie inc.	PDD	30 000,00 $
06 - Montréal	Comité logement de Montréal-Nord	PDD	30 000,00 $
06 - Montréal	Comité logement Ville-Marie de Montréal	PDD	66 564,00 $
06 - Montréal	Comité régional des associations pour la déficience intellectuelle (région 06 A)	PDD	98 111,00 $
06 - Montréal	Comité-Chômage de l'est de Montréal	PDD	50 750,00 $
06 - Montréal	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	PDD	132 443,00 $
06 - Montréal	Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) du Québec inc.	PDD	52 835,00 $
06 - Montréal	Conseil national des chômeurs et chômeuses	PDD	30 000,00 $
06 - Montréal	Conseil pour la protection des malades (CPM)	PDD	79 813,00 $
06 - Montréal	Conseil québécois LGBT	PDD	105 750,00 $
06 - Montréal	Eau secours! La coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau	PDD	52 500,00 $
06 - Montréal	Entraide logement Hochelaga-Maisonneuve	PDD	45 675,00 $
06 - Montréal	Ex aequo	PDD	135 813,00 $
06 - Montréal	F.R.O.N.T. Femmes regroupées en options non traditionnelles	PDD	50 750,00 $
06 - Montréal	Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec	PDD	243 600,00 $
06 - Montréal	Fédération des femmes du Québec	PDD	74 881,00 $
06 - Montréal	Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec	PDD	108 554,00 $
06 - Montréal	Fédération québécoise de l'autisme	PDD	153 908,00 $
06 - Montréal	Fondation Émergence inc.	PDD	70 000,00 $
06 - Montréal	Force jeunesse inc.	PDD	51 765,00 $
06 - Montréal	Forum des citoyens aînés de Montréal	PDD	63 272,00 $
06 - Montréal	Front commun des assistés sociaux du Québec inc.	PDD	60 342,00 $
06 - Montréal	Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets	PDD	52 500,00 $
06 - Montréal	Front d'action populaire en réaménagement urbain FRAPRU inc.	PDD	114 090,00 $
06 - Montréal	Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal	PDD	49 272,00 $
06 - Montréal	Infologis de l'est de l'île de Montréal	PDD	49 734,00 $
06 - Montréal	Jeunesse ouvrière chrétienne nationale du Québec	PDD	48 713,00 $
06 - Montréal	Jeunesse ouvrière chrétienne région de Montréal	PDD	30 000,00 $
06 - Montréal	Kéroul	PDD	100 113,00 $
06 - Montréal	La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	PDD	107 725,00 $
06 - Montréal	La fondation pour aider les travailleuses et les travailleurs accidentés (F.A.T.A.)	PDD	59 150,00 $
06 - Montréal	La ligue des droits et libertés	PDD	69 935,00 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Montant versé 2013-2014
06 - Montréal	La ligue des Noirs du Québec	PDD	41 615,00 $
06 - Montréal	L'association féminine d'éducation et d'action sociale	PDD	108 200,00 $
06 - Montréal	Le réseau québécois des groupes écologistes	PDD	70 000,00 $
06 - Montréal	Les frères et soeurs d'Émile Nelligan	PDD	60 528,00 $
06 - Montréal	Ligue des femmes du Québec	PDD	30 000,00 $
06 - Montréal	Mouvement action justice	PDD	34 510,00 $
06 - Montréal	Mouvement action-chômage de Montréal inc.	PDD	30 000,00 $
06 - Montréal	Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	PDD	42 630,00 $
06 - Montréal	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec inc.	PDD	138 908,00 $
06 - Montréal	Mouvement des personnes d'abord de Montréal	PDD	57 150,00 $
06 - Montréal	Mouvement des travailleurs chrétiens (M.T.C.)	PDD	32 343,00 $
06 - Montréal	Organisation d'aide aux sans-emploi (ODAS - Montréal)	PDD	30 000,00 $
06 - Montréal	Organisation d'éducation et d'information logement de Côte des Neiges	PDD	31 870,00 $
06 - Montréal	Organisation populaire des droits sociaux-région Montréal (O.P.D.S.-R.M.)	PDD	30 000,00 $
06 - Montréal	P.O.P.I.R. inc.	PDD	53 984,00 $
06 - Montréal	Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain RAAMM	PDD	130 620,00 $
06 - Montréal	Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)	PDD	114 365,00 $
06 - Montréal	Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec	PDD	118 808,00 $
06 - Montréal	Regroupement des organismes de promotion du Montréal métropolitain	PDD	98 111,00 $
06 - Montréal	Regroupement des usagers du transport adapté et accessible de l'Île de Montréal	PDD	87 004,00 $
06 - Montréal	Regroupement information-logement de Pointe-St-Charles	PDD	56 527,00 $
06 - Montréal	Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)	PDD	64 272,50 $
06 - Montréal	Services juridiques communautaires de Pointe-St-Charles et Petite Bourgogne inc.	PDD	30 000,00 $
06 - Montréal	Société logique inc.	PDD	75 347,00 $
06 - Montréal	Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	PDD	51 765,00 $
06 - Montréal	Table des groupes de femmes de Montréal	PDD	57 855,00 $
06 - Montréal	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal	PDD	64 227,00 $
06 - Montréal	Transport 2000 Québec	PDD	42 630,00 $
06 - Montréal	Union des consommateurs	PDD	117 512,00 $
06 - Montréal	Union des travailleurs et travailleuses accidentés de Montréal (U.T.T.A.M.)	PDD	50 750,00 $
Total 06 - Montréal			**6 357 457,00 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Montant versé 2013-2014
07 - Outaouais	Action santé Outaouais	PDD	45 675,00 $
07 - Outaouais	Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	PDD	57 855,00 $
07 - Outaouais	Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau	PDD	42 630,00 $
07 - Outaouais	Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais	PDD	30 000,00 $
07 - Outaouais	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées - section Outaouais	PDD	30 000,00 $
07 - Outaouais	Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais	PDD	30 000,00 $
07 - Outaouais	L'association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais	PDD	70 351,00 $
07 - Outaouais	L'association pour la défense des droits sociaux de Gatineau	PDD	42 630,00 $
07 - Outaouais	Logement occupe	PDD	57 577,00 $
07 - Outaouais	Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (R.A.P.H.O.)	PDD	65 869,00 $
07 - Outaouais	Table-Ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais	PDD	42 630,00 $
Total 07 - Outaouais			**515 217,00 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Montant versé 2013-2014
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association de défense des droits sociaux de la Vallée de l'Or	PDD	34 510,00 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association pour personnes handicapées visuelles de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	30 000,00 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section valdorienne	PDD	29 923,50 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées section Rouyn-Noranda (AQDR-ROUYN-NORANDA)	PDD	30 000,00 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Coalition d'aide aux lesbiennes, gais et bisexuels-les de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	60 000,00 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	L'association des travailleuses et des travailleurs accidentés de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	30 000,00 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	R.E.P.A.S. de Rouyn-Noranda	PDD	41 615,00 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement d'associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, R.A.P.H.A.T.	PDD	65 869,00 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	57 855,00 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (REPAT)	PDD	56 285,00 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement des sans emplois de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	58 380,00 $
Total 08 - Abitibi-Témiscamingue			**494 437,50 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Montant versé 2013-2014
09 - Côte-Nord	L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord inc.	PDD	60 026,00 $
09 - Côte-Nord	Le centre de recherche et d'information en consommation (C.R.I.C.), Port-Cartier	PDD	54 991,00 $
09 - Côte-Nord	Regroupement des femmes de la Côte-Nord inc.	PDD	66 356,00 $
09 - Côte-Nord	Table de concertation des associations de personnes handicapées de la Côte-Nord (La C.A.P.H.)	PDD	76 738,00 $
09 - Côte-Nord	Table des groupes populaires de Baie-Comeau-Hauterive	PDD	49 460,00 $
Total 09 - Côte-Nord			**307 571,00 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Montant versé 2013-2014
10 - Nord-du-Québec	Comité condition féminine Baie-James	PDD	40 600,00 $
Total 10 - Nord-du-Québec			**40 600,00 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Montant versé 2013-2014
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Droits devant	PDD	41 615,00 $
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	FADOQ région Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	PDD	30 000,00 $
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	La démêlée	PDD	45 675,00 $
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Mouvement action chômage Pabok inc.	PDD	42 630,00 $
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Îles-de-la-Madeleine)	PDD	68 914,00 $
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	PDD	57 855,00 $
Total 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine			**286 689,00 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Montant versé 2013-2014
12 - Chaudière-Appalaches	Aide aux travailleurs accidentés, ATA	PDD	88 587,00 $
12 - Chaudière-Appalaches	AQDR Montmagny-L'Islet	PDD	30 000,00 $
12 - Chaudière-Appalaches	Association coopérative d'économie familiale Amiante - Beauce - Etchemins	PDD	105 876,00 $
12 - Chaudière-Appalaches	Association coopérative d'économie familiale Lévis-Lauzon	PDD	53 197,00 $
12 - Chaudière-Appalaches	Association de défense des droits sociaux (A.D.D.S.) de la Rive-Sud	PDD	30 000,00 $
12 - Chaudière-Appalaches	Comité d'appui aux travailleurs et travailleuses accidentés de la région des Appalaches	PDD	53 225,00 $
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de défense de droits sociaux de Lotbinière inc.	PDD	39 595,00 $
12 - Chaudière-Appalaches	La section Lévis-Rive-Sud de l'A.Q.D.R.	PDD	30 000,00 $
12 - Chaudière-Appalaches	Regroupement des associations de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches	PDD	65 869,00 $
12 - Chaudière-Appalaches	Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	PDD	57 855,00 $
Total 12 - Chaudière-Appalaches			**554 204,00 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Montant versé 2013-2014
13 - Laval	ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.	PDD	83 529,00 $
13 - Laval	Association coopérative d'économie familiale de l'île Jésus	PDD	30 000,00 $
13 - Laval	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) Laval	PDD	37 910,00 $
13 - Laval	Regroupement des associations de personnes traumatisées cranio-cérébrales du Québec	PDD	30 000,00 $
13 - Laval	Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval (ROPPHL)	PDD	86 886,00 $
13 - Laval	Table de concertation de Laval en condition féminine	PDD	57 855,00 $
13 - Laval	Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval inc.	PDD	30 000,00 $
Total 13 - Laval			**356 180,00 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Montant versé 2013-2014
14 - Lanaudière	Action dignité Lanaudière	PDD	38 570,00 $
14 - Lanaudière	Action populaire des Moulins	PDD	38 701,00 $
14 - Lanaudière	Action-Logement Lanaudière	PDD	30 000,00 $
14 - Lanaudière	Association coopérative d'économie familiale de la région Lanaudière	PDD	105 092,00 $
14 - Lanaudière	Association des personnes handicapées visuelles du sud de Lanaudière	PDD	47 954,00 $
14 - Lanaudière	Association des travailleurs et travailleuses accidentés du Matawin	PDD	45 675,00 $
14 - Lanaudière	Association des travailleurs, travailleuses accidentés de Joli-Mont	PDD	42 630,00 $
14 - Lanaudière	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section des Moulins inc.	PDD	39 434,00 $
14 - Lanaudière	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) section Brandon	PDD	48 895,00 $
14 - Lanaudière	Groupe d'information et de défense des droits sociaux de Ste-Julienne	PDD	42 090,00 $
14 - Lanaudière	Le mouvement des personnes d'abord de Joliette	PDD	50 081,00 $
14 - Lanaudière	Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)	PDD	57 055,00 $
14 - Lanaudière	Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière	PDD	48 517,00 $
14 - Lanaudière	Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	PDD	57 855,00 $
14 - Lanaudière	Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière	PDD	106 193,00 $
Total 14 - Lanaudière			**798 742,00 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Montant versé 2013-2014
15 - Laurentides	Association coopérative d'économie familiale des Basses-Laurentides	PDD	92 472,00 $
15 - Laurentides	Association de promotion et d'éducation en logement	PDD	30 000,00 $
15 - Laurentides	Carrefour d'actions populaires de St-Jérôme	PDD	77 705,00 $
15 - Laurentides	Droits et obligations des sans emploi	PDD	45 675,00 $
15 - Laurentides	Mouvement des personnes d'abord de Lachute	PDD	30 000,00 $
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse	PDD	40 600,00 $
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache	PDD	40 600,00 $
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe-des-Monts	PDD	34 884,00 $
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de St-Jérôme et ses environs	PDD	30 000,00 $
15 - Laurentides	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif de la MRC Rivière-du-Nord (RUTAC MRC RDN)	PDD	30 000,00 $
15 - Laurentides	Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides	PDD	76 019,00 $
15 - Laurentides	Regroupement pour les droits des assistés sociaux, Mont-Laurier	PDD	24 512,50 $
15 - Laurentides	Réseau des femmes des Laurentides	PDD	57 855,00 $
15 - Laurentides	Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	PDD	57 855,00 $
Total 15 - Laurentides			**668 177,50 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Montant versé 2013-2014
16 - Montérégie	Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud	PDD	67 184,00 $
16 - Montérégie	Association coopérative d'économie familiale du Haut St-Laurent	PDD	58 781,00 $
16 - Montérégie	Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est	PDD	65 551,00 $
16 - Montérégie	Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)	PDD	69 810,00 $
16 - Montérégie	Association pour la défense des droits sociaux de Huntingdon	PDD	48 731,00 $
16 - Montérégie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Haut-Richelieu	PDD	30 000,00 $
16 - Montérégie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.), section Granby inc.	PDD	30 000,00 $
16 - Montérégie	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) (section de Valleyfield)	PDD	30 000,00 $
16 - Montérégie	Centre d'information, de références et de services (CIRS) inc.	PDD	42 630,00 $
16 - Montérégie	Collectif d'action populaire Richelieu-Yamaska	PDD	30 000,00 $
16 - Montérégie	Comité chômage du Haut-Richelieu	PDD	58 630,00 $
16 - Montérégie	Comité logement Beauharnois	PDD	34 510,00 $
16 - Montérégie	Comité logement de Valleyfield	PDD	45 675,00 $
16 - Montérégie	Comité logement Rive-Sud	PDD	61 460,00 $
16 - Montérégie	Comité-Logement Montérégie inc.	PDD	56 840,00 $
16 - Montérégie	Dynamique des handicapés de Granby et région inc.	PDD	42 630,00 $
16 - Montérégie	Groupement des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.	PDD	97 875,00 $
16 - Montérégie	Groupement des associations de personnes handicapées du Richelieu-Yamaska	PDD	67 446,00 $
16 - Montérégie	Inclusion: Regroupement d'aide aux personnes bénéficiaires de la sécurité du revenu et à faibles revenus du Haut-Richelieu	PDD	42 630,00 $
16 - Montérégie	L'association Action-Plus Brome-Missisquoi inc.	PDD	55 188,00 $
16 - Montérégie	Le centre d'information communautaire de St-Hyacinthe	PDD	39 872,00 $
16 - Montérégie	Mouvement action chômage de St-Hyacinthe	PDD	50 750,00 $
16 - Montérégie	Mouvement action chômage Longueuil inc.	PDD	30 000,00 $
16 - Montérégie	Organisation populaire des droits sociaux de Valleyfield	PDD	45 675,00 $
16 - Montérégie	Regroupement des assistés sociaux du Bas-Richelieu	PDD	49 735,00 $
16 - Montérégie	Regroupement des chômeurs et chômeuses de la région Sorel-Tracy inc.	PDD	45 675,00 $
16 - Montérégie	Regroupement des usagers du transport adapté de Châteauguay (RUTAC)	PDD	30 000,00 $
16 - Montérégie	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Haut-Richelieu	PDD	47 705,00 $
16 - Montérégie	Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté	PDD	50 750,00 $
16 - Montérégie	Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales de Châteauguay (R.I.A.P.A.S.)	PDD	45 675,00 $
16 - Montérégie	Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	PDD	57 855,00 $
16 - Montérégie	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (T.R.O.V.E.P.)	PDD	63 982,00 $
Total 16 - Montérégie			**1 593 245,00 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Montant versé 2013-2014
17 - Centre-du-Québec	A.Q.D.R. Centre-du-Québec inc.	PDD	42 630,00 $
17 - Centre-du-Québec	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) des Bois-Francs	PDD	64 056,00 $
17 - Centre-du-Québec	Association des groupes d'éducation populaire autonome, Centre-du-Québec	PDD	56 507,00 $
17 - Centre-du-Québec	Association des locataires des Bois-Francs	PDD	42 630,00 $
17 - Centre-du-Québec	Droits devant / Érable	PDD	41 615,00 $
17 - Centre-du-Québec	La table de concertation du mouvement des femmes Centre du Québec	PDD	57 855,00 $
17 - Centre-du-Québec	Mouvement des personnes d'abord de Drummondville	PDD	50 750,00 $
17 - Centre-du-Québec	R.D.D.S. Regroupement de défense des droits sociaux du district de Drummond	PDD	42 630,00 $
17 - Centre-du-Québec	Regroupement des sans-emplois de Victoriaville	PDD	99 833,00 $
17 - Centre-du-Québec	Regroupement d'organismes de personnes handicapées du Centre-du-Québec (région 17)	PDD	65 869,00 $
17 - Centre-du-Québec	Regroupement pour la défense des droits sociaux (R.D.D.S.) de la région de Nicolet inc.	PDD	42 630,00 $
Total 17 - Centre-du-Québec			**607 005,00 $**
		Total Promotion des droits (PDD)	**17 356 880,00 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Montant versé 2013-2014
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des comités d'éducation de la Matapédia (RE.C.E.M.)	SPA	21 309,00 $
Total 01 - Bas-Saint-Laurent			**21 309,00 $**
03 - Capitale-Nationale	Comité régional d'éducation populaire de Portneuf	SPA	6 435,00 $
03 - Capitale-Nationale	Comptoir communautaire Saint-Joseph	SPA	12 000,00 $
03 - Capitale-Nationale	Conseil social et communautaire de Charlevoix inc.	SPA	7 010,00 $
03 - Capitale-Nationale	Les récollets inc.	SPA	8 510,00 $
Total 03 - Capitale-Nationale			**33 955,00 $**
06 - Montréal	Opération surveillance Anjou (OSA)	SPA	
06 - Montréal	Solidarité Saint-Henri	SPA	15 000,00 $
06 - Montréal	Solidarités Villeray	SPA	25 000,00 $
Total 06 - Montréal			**40 000,00 $**
07 - Outaouais	Le centre d'artisanat et de soutien à la famille d'Otter Lake	SPA	8 803,00 $
Total 07 - Outaouais			**8 803,00 $**
08 - Abitibi-Témiscamingue	Comité d'éducation pop de Rivière-Héva	SPA	6 227,00 $
Total 08 - Abitibi-Témiscamingue			**6 227,00 $**
16 - Montérégie	Maison d'animation populaire de Sorel incorporée	SPA	15 068,00 $
Total 16 - Montérégie			**15 068,00 $**
17 - Centre-du-Québec	Les groupes populaires associés de Drummond inc.	SPA	26 075,00 $
Total 17 - Centre-du-Québec			**26 075,00 $**
	Total Organismes sans port d'attache (SPA) confiés au SACAIS		**151 437,00 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Montant versé 2013-2014
03 - Capitale-Nationale	Réseau québécois de développement social	IP	100 000,00 $
Total 03 - Capitale-Nationale			**100 000,00 $**
06 - Montréal	Réseau de l'action bénévole du Québec	IP	200 000,00 $
06 - Montréal	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	IP	260 000,00 $
Total 06 - Montréal			**460 000,00 $**
	Total Interlocuteur privilegié (IP)		**560 000,00 $**
06 - Montréal	Regroupement des organismes en défense collective des droits (RO-DCD)	REPG	10 000,00 $
Total 06 - Montréal			**10 000,00 $**
17 - Centre-du-Québec	Table nationale des corporations de développement communautaire	REPG	10 000,00 $
Total 17 - Centre-du-Québec			**10 000,00 $**
	Total recherches et des études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale (REPG)		**20 000,00 $**
	GRAND TOTAL Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole		**18 088 317,00 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Région	Organisme	Volet	Montant versé 2013-2014
03 - Capitale-Nationale	Réseau québécois de développement social	Recherche et évaluation	36 815,00 $
03 - Capitale-Nationale	Fonds de recherche du Québec - Société et culture	Recherche et évaluation	250 000,00 $
	Total Recherche et évaluation		**286 815,00 $**
03 - Capitale-Nationale	Commission de développement économique des premières nations du Québec et du Labrador	Ententes nationales	280 800,00 $
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec inc.	Ententes nationales	10 000,00 $
03 - Capitale-Nationale	Accès-Loisirs Québec	Ententes nationales	99 450,00 $
03 - Capitale-Nationale	Réseau québécois de développement social	Ententes nationales	22 817,70 $
03 - Capitale-Nationale	Réseau québécois de villes et villages en santé	Ententes nationales	65 000,00 $
03 - Capitale-Nationale	Conseil québécois des entreprises adaptées	Ententes nationales	11 500,00 $
04 - Mauricie	Réseau québécois de revitalisation intégrée	Ententes nationales	50 000,00 $
06 - Montréal	Dynamo ressource en mobilisation des collectivités	Ententes nationales	11 044,00 $
06 - Montréal	Centre d'appui au pouvoir d'agir des communautés locales	Ententes nationales	109 260,00 $
06 - Montréal	Fédération des femmes du Québec	Ententes nationales	5 000,00 $
06 - Montréal	Mères avec pouvoir (MAP) Montréal	Ententes nationales	31 500,00 $
06 - Montréal	Regroupement des cuisines collectives du Québec	Ententes nationales	90 000,00 $
06 - Montréal	Institut du nouveau monde	Ententes nationales	230 000,00 $
	Total Ententes nationales		**1 016 371,70 $**
01 - Bas-Saint-Laurent	Conférence régionale des élues du Bas-Saint-Laurent	Alliance pour la solidarité	1 115 083,00 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Conférence régionale des élus du Saguenay-Lac-Saint-Jean	Alliance pour la solidarité	1 028 947,00 $
03 - Capitale-Nationale	Commission de la santé et des services sociaux des premières nations du Québec et du Labrador	Alliance pour la solidarité	1 426 109,00 $
03 - Capitale-Nationale	Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale	Alliance pour la solidarité	797 534,00 $
04 - Mauricie	Conférence régionale des élus de la Mauricie	Alliance pour la solidarité	1 059 304,00 $
05 - Estrie	Conférence régionale des élus de l'Estrie	Alliance pour la solidarité	796 484,00 $
06 - Montréal	Ville de Montréal	Alliance pour la solidarité	4 430 000,00 $
07 - Outaouais	Conférence régionale des élus de l'Outaouais	Alliance pour la solidarité	955 101,00 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue	Alliance pour la solidarité	779 467,00 $
09 - Côte-Nord	Conférence régionale des élus de la Côte-Nord	Alliance pour la solidarité	664 129,00 $
10 - Nord-du-Québec	Administration régionale crie	Alliance pour la solidarité	990 348,00 $
10 - Nord-du-Québec	Administration régionale Kativik	Alliance pour la solidarité	947 004,00 $
10 - Nord-du-Québec	Conférence régionale des élus de la Baie-James	Alliance pour la solidarité	445 112,00 $
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Conférence régionale des élus de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Alliance pour la solidarité	1 095 230,00 $
12 - Chaudière-Appalaches	Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches	Alliance pour la solidarité	826 422,00 $
13 - Laval	Conférence régionale des élus de Laval	Alliance pour la solidarité	421 477,00 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Région	Organisme	Volet	Montant versé 2013-2014
14 - Lanaudière	Conférence régionale des élus Lanaudière	Alliance pour la solidarité	1 086 406,00 $
15 - Laurentides	Conférence régionale des élus des Laurentides	Alliance pour la solidarité	928 840,00 $
16 - Montérégie	Conférence régionale des élus de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	Alliance pour la solidarité	608 455,00 $
16 - Montérégie	Conférence régionale des élus Montérégie Est	Alliance pour la solidarité	1 308 844,00 $
16 - Montérégie	Conférence régionale des élus de Longueuil	Alliance pour la solidarité	757 933,00 $
17 - Centre-du-Québec	Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec	Alliance pour la solidarité	585 346,00 $
	Total Alliance pour la solidarité		**23 053 575,00 $**
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Accès-Travail-Femmes inc.	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000,00 $
03 - Capitale-Nationale	Centre-Étape, Atelier de formation pour les femmes inc.	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000,00 $
04 - Mauricie	Centre Le pont	Développement de l'approche systémique pour les femmes	37 500,00 $
05 - Estrie	Centre d'intégration au marché de l'emploi (CIME)	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000,00 $
06 - Montréal	SORIF inc.	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000,00 $
07 - Outaouais	Option femmes emploi	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000,00 $
12 - Chaudière-Appalaches	Connexion Emploi ressources femmes	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000,00 $
13 - Laval	Dimension travail	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000,00 $
14 - Lanaudière	La C.L.E.F., Centre Lanaudière d'emploi pour femmes	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000,00 $
14 - Lanaudière	Centre d'intégration professionnelle de Lanaudière	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000,00 $
16 - Montérégie	Service externe de main d'oeuvre Le jalon	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000,00 $
16 - Montérégie	De soi à l'emploi	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000,00 $
16 - Montérégie	Options non traditionnelles inc.	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000,00 $
16 - Montérégie	Centre d'orientation et de formation pour femmes en recherche d'emploi (C.O.F.F.R.E.) inc.	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000,00 $
17 - Centre-du-Québec	Services intégrés pour l'emploi	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000,00 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Région	Organisme	Volet	Montant versé 2013-2014
17 - Centre-du-Québec	Les mutantes de Drummond inc.	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000,00 $
	Total Développement de l'approche systémique pour les femmes		**1 162 500,00 $**
06 - Montréal	Fondation du Dr Julien	Hors Plan d'action pour la solidarité et l'inclusion sociale	12 500,00 $
06 - Montréal	Relais-Femmes	Hors Plan d'action pour la solidarité et l'inclusion sociale	50 000,00 $
16 - Montérégie	Club des petits déjeuners du Québec	Hors Plan d'action pour la solidarité et l'inclusion sociale	100 000,00 $
17 - Centre-du-Québec	Table nationale des corporations de développement communautaire	Hors Plan d'action pour la solidarité et l'inclusion sociale	50 000,00 $
	Total Hors Plan d'action pour la solidarité et l'inclusion sociale		**212 500,00 $**
	GRAND TOTAL FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES		**25 731 761,70 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC)

Région	Organisme	Montant versé 2013-2014
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire du K.R.T.B.	80 912,00 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire Vallée de la Matapédia	70 000,00 $
Total 01 - Bas-Saint-Laurent		**150 912,00 $**
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire du ROC	70 000,00 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Lac Saint-Jean Est	70 000,00 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Maria-Chapdelaine	- $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	La corporation de développement communautaire des Deux-Rives	70 000,00 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	La corporation de développement communautaire du Domaine-du-Roy	47 000,00 $
Total 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean		**257 000,00 $**
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire de Beauport	47 000,00 $
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire de la Côte-de-Beaupré	47 000,00 $
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire du Grand Charlesbourg	47 000,00 $
Total 03 - Capitale-Nationale		**141 000,00 $**
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire de la MRC de Maskinongé inc.	70 000,00 $
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières	70 000,00 $
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire des Chenaux	70 000,00 $
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire du Centre-de-la-Mauricie	70 000,00 $
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire du Haut St-Maurice (CDCHSM) inc.	70 000,00 $
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire Mékinac	70 000,00 $
Total 04 - Mauricie		**420 000,00 $**
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire (CDC) des sources	70 000,00 $
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire (CDC) du Haut-Saint-François	70 000,00 $
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	70 000,00 $
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire du Granit	70 000,00 $
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire du Val-Saint-François	47 000,00 $
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire Memphrémagog	70 000,00 $
Total 05 - Estrie		**397 000,00 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC)

Région	Organisme	Montant versé 2013-2014
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire action solidarité Grand Plateau	47 000,00 $
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	47 000,00 $
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Rivière-des-Prairies	70 000,00 $
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Rosemont inc.	70 000,00 $
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal	47 000,00 $
06 - Montréal	La CDC de la Pointe, région Est de Montréal	70 000,00 $
Total 06 - Montréal		**351 000,00 $**
07 - Outaouais	Corporation de développement communautaire de Pontiac	40 183,00 $
07 - Outaouais	Corporation de développement communautaire Rond Point	70 000,00 $
Total 07 - Outaouais		**110 183,00 $**
08 - Abitibi-Témiscamingue	Corporation de développement communautaire d'Amos	70 000,00 $
Total 08 - Abitibi-Témiscamingue		**70 000,00 $**
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire Beauce-Etchemins	70 000,00 $
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire Bellechasse	70 000,00 $
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire de Lévis	70 000,00 $
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire de Lotbinière inc.	70 000,00 $
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire des Appalaches, région de Thetford	70 000,00 $
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire Montmagny-L'Islet	- $
Total 12 - Chaudière-Appalaches		**350 000,00 $**
13 - Laval	Corporation de développement communautaire de Laval	70 000,00 $
Total 13 - Laval		**70 000,00 $**
14 - Lanaudière	Corporation de développement communautaire MRC de L'Assomption (CDC)	47 000,00 $
Total 14 - Lanaudière		**47 000,00 $**
15 - Laurentides	Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides	70 000,00 $
Total 15 - Laurentides		**70 000,00 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC)

Région	Organisme	Montant versé 2013-2014
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry	70 000,00 $
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	70 000,00 $
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de La Haute-Yamaska	70 000,00 $
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de la M.R.C. de la Vallée du Richelieu	47 000,00 $
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Marguerite-d'Youville	47 000,00 $
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges	70 000,00 $
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire des Maskoutains (C.D.C. des Maskoutains)	70 000,00 $
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire du Haut-St-Laurent	70 000,00 $
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Haut-Richelieu-Rouville	70 000,00 $
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire les Jardins-de-Napierville	47 000,00 $
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Pierre-De Saurel	70 000,00 $
16 - Montérégie	La corporation de développement communautaire de Longueuil inc.	70 000,00 $
Total 16 - Montérégie		**771 000,00 $**
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire de la MRC de Bécancour	70 000,00 $
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire de L'Érable inc.	70 000,00 $
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire des Bois-Francs inc.	90 314,00 $
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire Drummond inc.	72 997,00 $
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska	70 000,00 $
17 - Centre-du-Québec	Table nationale des corporations de développement communautaire	170 000,00 $
Total 17 - Centre-du-Québec		**543 311,00 $**

TOTAL Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire 3 748 406,00 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES

Région	Organisme	Volet	Versements 2013-2014
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Centre d'action bénévole de Chicoutimi inc.	PSISC-ACAB	866,90 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Comité des droits sociaux d'Alma	PSISC-ACAB	700,00 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Mouvement action chômage Lac-St-Jean	PSISC-ACAB	1 000,00 $
Total 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean			**2 566,90 $**
03 - Capitale-Nationale	Centre d'aide et d'action bénévole de Charlesbourg	PSISC-ACAB	22 500,00 $
03 - Capitale-Nationale	Centre d'aide et d'action bénévole de Charlesbourg	PSISC-ACAB	1 406,00 $
03 - Capitale-Nationale	Jeunessor Portneuf	PSISC-ACAB	22 500,00 $
03 - Capitale-Nationale	L'autonhommie, Centre de ressources sur la condition masculine (Québec) inc.	PSISC-ACAB	15 480,00 $
03 - Capitale-Nationale	Maison Marie Frédéric	PSISC-ACAB	2 500,00 $
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)	PSISC-ACAB	5 400,00 $
Total 03 - Capitale-Nationale			**69 786,00 $**
04 - Mauricie	Centre d'action bénévole Laviolette	PSISC-ACAB	1 800,00 $
04 - Mauricie	Centre d'action bénévole Laviolette	PSISC-ACAB	2 500,00 $
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire des Chenaux	PSISC-ACAB	13 500,00 $
04 - Mauricie	La maison de quartier St-Philippe	PSISC-ACAB	1 500,00 $
04 - Mauricie	Moisson Mauricie / Centre-du-Québec	PSISC-ACAB	4 000,00 $
04 - Mauricie	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	PSISC-ACAB	15 000,00 $
04 - Mauricie	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	PSISC-ACAB	2 500,00 $
Total 04 - Mauricie			**40 800,00 $**
05 - Estrie	Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie	PSISC-ACAB	2 000,00 $
05 - Estrie	Comité des travailleurs accidentés de l'Estrie inc.	PSISC-ACAB	500,00 $
Total 05 - Estrie			**2 500,00 $**
06 - Montréal	Action pour la solidarité, l'équité, l'environnement et le développement (ASEED)	PSISC-ACAB	4 000,00 $
06 - Montréal	Action travail des femmes du Québec inc.	PSISC-ACAB	24 960,00 $
06 - Montréal	Centre communautaire Mountain Sights	PSISC-ACAB	3 700,00 $
06 - Montréal	Centre des travailleurs et travailleuses immigrants	PSISC-ACAB	17 500,00 $
06 - Montréal	Centre québécois de formation pour les jeunes en matière de droits humains	PSISC-ACAB	1 063,00 $
06 - Montréal	Centre St-Pierre	PSISC-ACAB	17 727,00 $
06 - Montréal	Centre St-Pierre	PSISC-ACAB	4 000,00 $
06 - Montréal	Coalition des familles homoparentales	PSISC-ACAB	15 000,00 $
06 - Montréal	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	PSISC-ACAB	22 500,00 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES

Région	Organisme	Volet	Versements 2013-2014
06 - Montréal	G.R.I.S.-- Montréal	PSISC-ACAB	2 700,00 $
06 - Montréal	Kéroul	PSISC-ACAB	30 000,00 $
06 - Montréal	Le regroupement des maisons des jeunes du Québec inc.	PSISC-ACAB	4 500,00 $
06 - Montréal	Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec	PSISC-ACAB	1 490,60 $
06 - Montréal	Relais-Femmes	PSISC-ACAB	15 500,00 $
06 - Montréal	Relais-Femmes	PSISC-ACAB	4 500,00 $
06 - Montréal	Réseau solidarité itinérance du Québec	PSISC-ACAB	22 500,00 $
06 - Montréal	Table des groupes de femmes de Montréal	PSISC-ACAB	16 150,00 $
06 - Montréal	Union des consommateurs	PSISC-ACAB	5 650,00 $
Total 06 - Montréal			**213 440,60 $**
07 - Outaouais	Corporation de développement communautaire Rond Point	PSISC-ACAB	1 050,00 $
Total 07 - Outaouais			**1 050,00 $**
08 - Abitibi-Témiscamingue	L'association des travailleuses et des travailleurs accidentés de l'Abitibi-Témiscamingue	PSISC-ACAB	22 500,00 $
Total 08 - Abitibi-Témiscamingue			**22 500,00 $**
12 - Chaudière-Appalaches	Aide aux travailleurs accidentés, ATA	PSISC-ACAB	17 382,50 $
12 - Chaudière-Appalaches	CDC ICI Montmagny-L'Islet	PSISC-ACAB	23 400,00 $
12 - Chaudière-Appalaches	Centre d'action bénévole Bellechasse-Lévis-Lotbinière	PSISC-ACAB	22 500,00 $
Total 12 - Chaudière-Appalaches			**63 282,50 $**
14 - Lanaudière	Action-Logement Lanaudière	PSISC-ACAB	(120,00) $
Total 14 - Lanaudière			**(120,00) $**
15 - Laurentides	Forum jeunesse des Laurentides	PSISC-ACAB	1 700,00 $
Total 15 - Laurentides			**1 700,00 $**
16 - Montérégie	Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)	PSISC-ACAB	22 500,00 $
16 - Montérégie	Carrefour de développement social par l'éducation populaire (CDSEP)	PSISC-ACAB	19 142,50 $
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry	PSISC-ACAB	22 665,00 $
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Haut-Richelieu-Rouville	PSISC-ACAB	5 000,00 $
16 - Montérégie	Groupement des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.	PSISC-ACAB	5 662,80 $
Total 16 - Montérégie			**74 970,30 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES

Région	Organisme	Volet	Versements 2013-2014
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire de L'Érable inc.	PSISC-ACAB	17 500,00 $
17 - Centre-du-Québec	Regroupement des sans-emplois de Victoriaville	PSISC-ACAB	2 403,00 $
17 - Centre-du-Québec	Table nationale des corporations de développement communautaire	PSISC-ACAB	4 492,00 $
Total 17 - Centre-du-Québec			**24 395,00 $**
		TOTAL Volet Action communautaire et action bénévole	**516 871,30 $**
03 - Capitale-Nationale	CDÉC de Québec	PSISC-IS	4 200,00 $
03 - Capitale-Nationale	Forces Avenir	PSISC-IS	2 500,00 $
Total 03 - Capitale-Nationale			**6 700,00 $**
04 - Mauricie	Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (C.O.M.S.E.P.)	PSISC-IS	4 000,00 $
04 - Mauricie	Centre Le Havre de Trois-Rivières inc.	PSISC-IS	9 000,00 $
Total 04 - Mauricie			**13 000,00 $**
06 - Montréal	Les amis de Kaléidoscope	PSISC-IS	20 800,00 $
06 - Montréal	Relais-Femmes	PSISC-IS	4 980,00 $
Total 06 - Montréal			**25 780,00 $**
		TOTAL Volet initiatives sociales	**45 480,00 $**
		GRAND TOTAL Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires	**562 351,30 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet
01 - Bas-Saint-Laurent	Comité logement Rivière-du-Loup	PDD
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire populaire de La Baie et Bas Saguenay	PDD
03 - Capitale-Nationale	Service alimentaire et d'aide budgétaire de Charlevoix-Est	PDD
03 - Capitale-Nationale	Craque-Bitume	PDD
03 - Capitale-Nationale	Collectif pour un Québec sans pauvreté	PDD
03 - Capitale-Nationale	Jeunesse ouvrière chrétienne région de Québec	PDD
03 - Capitale-Nationale	Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec	PDD
05 - Estrie	Promotion des estriennes pour initier une nouvelle équité sociale (P.E.P.I.N.E.S.)	PDD
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Montréal-Nord	PDD
06 - Montréal	Centre d'aide aux travailleurs et travailleuses accidentés de Montréal inc.	PDD
06 - Montréal	Coalition nationale contre les publicités sexistes	PDD
06 - Montréal	Mouvement ATD Quart Monde du Canada	PDD
06 - Montréal	Regroupement des organismes en défense collective des droits (RO-DCD)	PDD
06 - Montréal	Alliance des femmes handicapées du Québec - AFHQ	PDD
06 - Montréal	Comité logement Lachine-Lasalle	PDD
06 - Montréal	ATTAC-QUÉBEC (Association québécoise pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyennes)	PDD
06 - Montréal	Centre québécois du droit de l'environnement (C.Q.D.E.)	PDD
06 - Montréal	Fondation Rivières	PDD
06 - Montréal	RAPLIQ (Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec)	PDD
06 - Montréal	Alliance communautaire autonome pour la promotion et la défense collective des droits en santé mentale du Québec	PDD
06 - Montréal	Regroupement des éco-quartiers	PDD
06 - Montréal	Coalition jeunesse Montréalaise de lutte à l'homophobie	PDD
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, AQDR Ahuntsic- St-Laurent	PDD
06 - Montréal	Comité logement Saint-Laurent	PDD
06 - Montréal	La société culturelle québécoise des sourds	PDD
06 - Montréal	Réseau québécois des femmes en environnement	PDD
09 - Côte-Nord	Action-Chômage Haute-Côte-Nord	PDD
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Mouvement pour la valorisation du patrimoine naturel des Îles-de-la-Madeleine inc.	PDD
12 - Chaudière-Appalaches	AQDR Beauce-Etchemins	PDD
12 - Chaudière-Appalaches	Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA)	PDD
13 - Laval	Comité lavallois en abus violence envers les aînés	PDD
13 - Laval	Groupe maman, Mouvement pour l'autonomie dans la maternité et pour l'accouchement naturel	PDD
14 - Lanaudière	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR), section L'Assomption	PDD
14 - Lanaudière	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) section troisième âge Chertsey (T.A.C.)	PDD
15 - Laurentides	Regroupement des usagers du transport adapté des Patriotes	PDD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

15 - Laurentides	Prévoyance envers les aînés des Laurentides inc.	PDD
16 - Montérégie	Association québécoise de soins palliatifs	PDD
16 - Montérégie	Action logement Pierre-De-Saurel	PDD
16 - Montérégie	Regroupement des accidentés de la Montérégie	PDD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RP40c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
Exercice financier 2013-2014

Région	Organisme	Volet
03 - Capitale-Nationale	Le réseau des centres de ressources périnatales	Entente nationale
03 - Capitale-Nationale	Commission de développement économique des premières nations du Québec et du Labrador	Entente nationale
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec inc.	Entente nationale
03 - Capitale-Nationale	Réseau québécois de villes et villages en santé	Entente nationale
03 - Capitale-Nationale	Conseil québécois des entreprises adaptées	Entente nationale
03 - Capitale-Nationale	Collectif pour un Québec sans pauvreté	Entente nationale
03 - Capitale-Nationale	Fédération québécoise des centres communautaires de loisir	Entente nationale
03 - Capitale-Nationale	Fondation Cap diamant vouée au maintien à domicile des personnes aînées démunies financièrement	Entente nationale
05 - Estrie	Actions interculturelles de développement et d'éducation (AIDE) inc.	Entente nationale
06 - Montréal	Union des consommateurs	Entente nationale
06 - Montréal	Mouvement québécois des vacances familiales	Entente nationale
06 - Montréal	Alliance des communautés culturelles pour l'égalité dans la santé et les services sociaux au Québec	Entente nationale
06 - Montréal	Front commun des assistés sociaux du Québec inc.	Entente nationale
06 - Montréal	Fondation Benoit Baril	Entente nationale
06 - Montréal	La ligue des Noirs du Québec	Entente nationale
06 - Montréal	Fédération des femmes du Québec	Entente nationale
06 - Montréal	Relais-Femmes	Entente nationale
08 - Abitibi-Témiscamingue	Coalition d'aide aux lesbiennes, gais et bisexuels-les de l'Abitibi-Témiscamingue	Entente nationale
15 - Laurentides	Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	Entente nationale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

RP40c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES (PSISC)

Exercice financier 2013-2014

Région	Organisme	Volet
01 - Bas-Saint-Laurent	Mandaterre.org	PSISC-ACAB
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Fondation internationale des cultures à partager - secteur Saguenay Lac Saint-Jean	PSISC-ACAB
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Centre d'action bénévole du Lac inc.	PSISC-ACAB
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire du Grand Charlesbourg	PSISC-ACAB
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire de Beauport	PSISC-ACAB
03 - Capitale-Nationale	Les oeuvres de la Maison Dauphine inc.	PSISC-ACAB
03 - Capitale-Nationale	Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC-03-12)	PSISC-ACAB
04 - Mauricie	Association des sourds de la Mauricie inc.	PSISC-ACAB
05 - Estrie	Association québécoise des troubles d'apprentissage (AQETA) section régionale Estrie	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Centre Scalabrini pour réfugiés et immigrants	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Coopérative de solidarité DesÉquilibres	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Nourri-Source - Montréal	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Fédération québécoise du scoutisme	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Confédération des organismes familiaux du Québec inc.	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Centre communautaire Mountain Sights	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Centre des femmes de Rosemont	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Carrefour socioculturel du centre Afrika	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Mouvement pour une démocratie nouvelle	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (secteur de la santé et des services sociaux)	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Carrefour de participation, ressourcement et formation C.P.R.F.	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Forum régional sur le développement social de l'Île de Montréal	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Centre d'action bénévole et communautaire St-Laurent inc.	PSISC-ACAB
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Jeux des 50 ans et plus de la Gaspésie et des Îles	PSISC-ACAB
12 - Chaudière-Appalaches	Centre d'action bénévole Beauce-Etchemin	PSISC-ACAB
12 - Chaudière-Appalaches	L'A B C des Hauts plateaux Montmagny-L'Islet	PSISC-ACAB
16 - Montérégie	Coalition des tables régionales d'organismes communautaires et bénévoles	PSISC-ACAB
17 - Centre-du-Québec	La fédération des télévisions communautaires autonomes du Québec	PSISC-ACAB

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-41

Titre :

Actions posées et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques :

À l'automne 2013, des consultations ont eu lieu auprès d'experts et de regroupements d'organismes communautaires. Cet exercice a permis de reconnaître les avancées importantes réalisées depuis l'adoption de la Politique gouvernementale, validant ainsi la pertinence de poursuivre et de consolider sa mise en œuvre.

Des travaux sur un plan d'action gouvernemental ont eu lieu et sont toujours en cours. Ces derniers ont entre autres permis des réflexions sur la consolidation et la reconnaissance de l'action bénévole.

Une mise à jour du Cadre de référence en matière d'action communautaire est également en cours. Ce document est un guide pour favoriser l'application des balises, principes directeurs et paramètres énoncés dans la Politique gouvernementale. Il vise principalement l'harmonisation des pratiques administratives gouvernementales en matière d'action communautaire.

SOURCE : **Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales**
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : **19 juin 2014**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-42

Titre :
Notes, études et analyses d'un nouveau plan d'action relié à la Stratégie nationale de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale

Exposé et statistiques :

La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale a été adoptée à l'unanimité en 2002. C'est le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale qui est désigné responsable de l'application de la Loi.

La Loi institue la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Afin d'atteindre les buts de la Stratégie, la Loi prescrit l'élaboration d'un plan d'action.

Un premier Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2004-2009) a été mis en œuvre.

Il a été prolongé d'une année pour permettre de vastes consultations publiques et la publication du deuxième plan d'action gouvernemental.

Le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale (PSIS) a été lancé en 2010 et il est prévu se terminer en 2015.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté
DATE : 16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-43

Titre :
Notes, études et analyses en lien avec l'article 20 sur tous les programmes ou initiatives législatives

Exposé et statistiques :

Cette demande n'est pas pertinente aux fins de l'étude des crédits 2014-2015 du ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté
COLLABORATION : Bureau du sous-ministre (accès à l'information)
DATE : 16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-44

Titre :
Rapport sur les indicateurs du CEPE.

Exposé et statistiques :

Le plus récent rapport qui présente les indicateurs du CEPE se trouve sur le site web (http://www.cepe.gouv.qc.ca), accompagné d'une version synthèse et d'une traduction :

SOURCE : **Direction de la recherche**
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : **12 juin 2014**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-45

Titre :
État de situation détaillé au sujet des axes et sous-axes du Plan d'action de lutte contre la pauvreté pour 2013-2014.

Exposé et statistiques :

Tel qu'indiqué à l'article 4 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la Stratégie nationale vise à amener progressivement le Québec d'ici 2013 au nombre des nations industrialisées comptant le moins de personnes pauvres. Pour ce faire, elle fait appel à un ensemble d'actions qui permettent d'intervenir à la fois sur les causes et sur les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Afin d'assurer la mise en œuvre de la Stratégie nationale, le gouvernement avait le devoir d'adopter et de rendre public un plan d'action gouvernemental précisant les activités à réaliser. Un premier plan d'action, le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2004-2010) a été déposé en avril 2004.

Le Ministère a rendu compte de la mise en œuvre de ce premier plan d'action gouvernemental en déposant à chaque année un bilan des réalisations devant l'Assemblée nationale. Le bilan de l'an 6 a été produit dans le cadre du rapport prévu à l'article 60 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, lequel a été rendu public en juin 2011.

Un deuxième plan d'action, le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015, a été lancé officiellement le 6 juin 2010. Le bilan de l'an 1 (rapport d'activités 2010-2011) a été présenté au Conseil des ministres en novembre 2012 et a été rendu public en janvier 2013. Le bilan de l'an 2 (rapport d'activités 2011-2012) a, pour sa part, été présenté au Conseil des ministres en juin 2013 et a été publié en août de la même année. Le bilan de l'an 3 (rapport d'Activités 2012-2013) est en cours de préparation.

Pour connaître les investissements du Plan d'action gouvernemental en matière de pauvreté et d'exclusion sociale (2004-2010) et ceux du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015, il est suggéré de consulter les pages 29 et 23 du fascicule Lutte contre la pauvreté préparé par le ministère des Finances dans le cadre du budget 2012-2013, en utilisant le lien suivant :
http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/Budget/2012-2013/fr/documents/Pauvrete.pdf.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté
DATE : 12 juin 2014

Ministère de l'Emploi
et de la Solidarité
sociale
Québec

Étude des crédits 2014-2015

Demandes de renseignements **particuliers**
de **l'opposition officielle**

Questions extraites de la liste du Secrétariat du
Conseil du trésor – Services Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-SQc32

Titre :
Liste de tous les comités interministériels dont fait partie Services Québec. Pour chaque comité présidé par Services Québec, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Exposé et statistiques :

Question non pertinente puisque les coûts liés à la participation à ces comités sont prévus aux crédits ministériels.

SOURCE : Direction des orientations et partenariat de Services Québec
VALIDATION : Réjeanne Lachance, directrice du soutien à la gouvernance et du partenariat de Services Québec
DATE : 16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-SQc33

Titre :

Pour l'année 2013-2014, indiquer :

a. La liste des employés et des membres du conseil d'administration de Services Québec;
b. La liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération;
c. La liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv;
d. Leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

Exposé et statistiques :

- Le 11 avril 2013, le projet de loi n° 21, Loi visant l'optimisation de l'action gouvernementale en matière de prestation de services aux citoyens et aux entreprises, a été adopté. Il est entré en vigueur rétroactivement au 1er avril.

- L'article 22 de la loi prévoyait la fin du mandat des membres du conseil d'administration de Services Québec

- Par conséquent, le mandat des membres du conseil d'administration de Services Québec s'est terminé le 1er avril 2013.

SOURCE : Direction du soutien à la gouvernance et du partenariat de Service Québec
COLLABORATION :
VALIDATION : Réjeanne Lachance, directrice du soutien à la gouvernance et du partenariat de Service Québec
DATE : 16 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-SQ34

Titre :

Concernant le bureau de la présidence :

a) Nombre de rencontres, repas ou réunions et les frais afférents ;
b) La liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre ;
c) Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ;
d) Liste des participants à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.

Exposé et statistiques :

M. Pierre E. Rodrigue a été président-directeur général de Services Québec du 1er avril au 21 mai 2013.

a et b)

Une rencontre du comité de direction élargi, composé d'une cinquantaine de gestionnaires de Services Québec, a été tenue les 16 et 17 avril 2013. Les frais relatifs à cette réunion ont totalisé 2 083 $.

Il y a eu 6 autres rencontres, de moindre envergure et toujours avec des gestionnaires de Services Québec ou du MESS, entre le 1er avril et le 21 mai 2013 ayant coûté, au total, 448 $.

c)

Les frais de déplacement, les frais de voyage, les frais de repas du PDG totalisent 1 219 $. Ses frais de représentation, quant à eux, se chiffrent à 352 $.

d)

M. Rodrigue n'a participé à aucun colloque ou congrès en 2013-2014, à titre de PDG.

SOURCE : DBCAPI
COLLABORATION :
VALIDATION: DBCAPI
DATE : 2014-06-13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-Services Québec35

Titre :
Liste des ministères ayant signé une entente avec Services Québec.

Exposé et statistiques :

- Ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur

- Ministère de la Santé et des Services sociaux

SOURCE : Direction du partenariat et des orientations de Services Québec
COLLABORATION :
VALIDATION : Réjeanne Lachance, directrice du soutien à la gouvernance et du partenariat de Services Québec
DATE : 12 juin 2014

Liste des points de services de SERVICES QUÉBEC au 15 juin 2014

Ligne d'affaires : FQ = Foncier Québec, SQc = Services Québec, EQ = Emploi-Québec, DEC = Directeur de l'état civil

Points de services de SERVICES QUÉBEC intégrés dans un CLE	Lignes d'affaires	Région	Municipalite	#	Nom de rue
CLE d'Amqui (058)	EQ + FQ	1	Amqui	49	boul. Saint-Benoît Est
CLE de Roberval (062)	EQ + SQc + FQ	2	Roberval	755	boul. Saint-Joseph
CLE de Baie-Saint-Paul (128)	EQ + FQ	3	Baie-Saint-Paul	915	boul. Monseigneur-De Laval
CLE de La Malbaie (018)	EQ + SQc + FQ	3	La Malbaie	21	rue Patrick-Morgan
CLE de La Tuque (065)	EQ + SQc + FQ	4	La Tuque	655	rue Desbiens
CLE de Ste-Geneviève-de-Batiscan (125)	EQ + SQc + FQ	4	Ste-Geneviève-de-Batiscan	213	rue de l'Église
CLE de Lac-Mégantic (017)	EQ + SQc + FQ	5	Lac-Mégantic	5400	rue Papineau
CLE de Sherbrooke (098)	EQ + SQc + FQ + DEC	5	Sherbrooke	70	rue King Ouest
CLE de Maniwaki (097)	EQ + FQ	7	Maniwaki	100	rue Principale Sud
CLE de Hull (117)	EQ + SQc + FQ + DEC	7	Gatineau	170	rue de l'Hôtel-de-Ville
CLE de Papineauville (147)	EQ + SQc + FQ	7	Papineauville	365	rue Papineau
CLE de Ville-Marie (045)	EQ + FQ	8	Ville-Marie	1	rue Notre-Dame Nord
CLE de Val-d'Or (047)	EQ + SQc	8	Val-d'Or	186	avenue Perreault
CLE de Rouyn-Noranda (027)	EQ + SQc + FQ + DEC	8	Rouyn-Noranda	189	rue Murdoch
CLE de La Haute-Gaspésie (031)	EQ + SQc + FQ	11	Ste-Anne-des-Monts	39	boul. Ste-Anne Ouest
CLE de Thetford Mines (041)	EQ + SQc + FQ	12	Thetford Mines	693	rue Saint-Alphonse Nord
CLE de Chomedey-Ste-Dorothée (096)	EQ + FQ	13	Laval	1438	boul. Daniel-Johnson
CLE de Berthierville (072)	EQ + SQc + FQ	14	Berthierville	90	place du Marché
CLE de Joliette (014)	EQ + SQc + FQ + DEC	14	Joliette	409	rue Notre-Dame
CLE de Saint-Hyacinthe (033)	EQ + FQ	16	Saint-Hyacinthe	3100	boul. Laframboise
CLE de Sorel (040)	EQ + FQ	16	Sorel-Tracy	375	boul. Fiset
CLE de Valleyfield (043)	EQ + SQc	16	Salaberry-de-Valleyfield	63	rue Champlain
CLE de La Haute-Yamaska (011)	EQ + SQc + FQ	16	Granby	77	rue Principale
CLE de Drummondville (009)	EQ + SQc + FQ + DEC	17	Drummondville	270	rue Lindsay
Points de services de SERVICES QUÉBEC	**Lignes d'affaires**	**Région**	**Municipalite**	**#**	**Nom de rue**
Bureau de Rimouski	SQc + FQ + DEC	1	Rimouski	195	avenue Léonidas Sud
Bureau de Matane	SQc + FQ	1	Matane	750	avenue du Phare Ouest
Bureau de Rivière-du-Loup	SQc + FQ	1	Rivière-du-Loup	310	rue St-Pierre
Bureau de Saint-Pascal	SQc + FQ	1	Saint-Pascal	395	avenue Chapleau
Bureau de Saguenay	SQc + FQ + DEC	2	Saguenay	2655	boul. du Royaume
Bureau de Saint-Félicien	SQc	2	Saint-Félicien	1209	boul. du Sacré-Coeur
Bureau d'Alma	FQ	2	Alma	725	rue Harvey Ouest
Bureau de Québec	SQc + FQ	3	Québec	787	boul. Lebourgneuf
Bureau de Cap-Santé	SQc + FQ	3	Cap-Santé	185	route 138
Bureau de Château-Richer	SQc + FQ	3	Château-Richer	3	rue de la Seigneurie
Bureau de Trois-Rivières	SQc + FQ + DEC	4	Trois-Rivières	3225	boul. Saint-Jean
Bureau de Louiseville	SQc + FQ	4	Louiseville	647	boul. Saint-Laurent Est
Bureau de Shawinigan	FQ	4	Shawinigan	212	6e Rue
Bureau de Coaticook	SQc + FQ	5	Coaticook	29	rue Main Est
Bureau de Cookshire-Eaton	SQc + FQ	5	Cookshire-Eaton	89	rue du Parc
Bureau de Stanstead	SQc + FQ	5	Stanstead	674	rue Dufferin
Bureau de Richmond	FQ	5	Richmond	745	rue Gouin
Bureau de Montréal	SQc + FQ	6	Montréal	2050	rue De Bleury
Bureau de Saint-Léonard	SQc	6	Montréal	7335	boul. Langelier
Bureau de Campbell's Bay	SQc + FQ	7	Campbell's Bay	30	rue John
Bureau d'Amos	SQc + FQ	8	Amos	552	1ere Avenue Ouest
Bureau de Sept-Îles	SQc + FQ + DEC	9	Sept-Îles	280	avenue Arnaud
Bureau de Baie-Comeau	SQc + FQ	9	Baie-Comeau	625	boul. Laflèche
Bureau de Gaspé	SQc + DEC	11	Gaspé	39	Montée de Sandy Beach
Bureau de Cap-aux-Meules	SQc + FQ + DEC	11	Cap-aux-Meules	224	chemin principal
Bureau de Carleton-sur-Mer	FQ	11	Carleton-sur-Mer	17	rue Lacroix
Bureau de New Carlisle	FQ	11	New Carlisle	87	boul. Gérard-D.-Lévesque
Bureau de Percé	FQ	11	Percé	124	route 132 Ouest
Bureau de Lévis	SQc + FQ + DEC	12	Lévis	44	route du Président-Kennedy
Bureau de Saint-Georges	SQc	12	Saint-Georges	11287	1ere Avenue
Bureau de Beauceville	SQc + FQ	12	Beauceville	111	107e Rue
Bureau de Montmagny	SQc + FQ	12	Montmagny	25	boul. Taché Ouest
Bureau de Sainte-Croix	SQc + FQ	12	Sainte-Croix	6375	rue Garneau

Liste des points de services de SERVICES QUÉBEC au 15 juin 2014

Ligne d'affaires : FQ = Foncier Québec, SQc = Services Québec, EQ = Emploi-Québec, DEC = Directeur de l'état civil

Points de services de SERVICES QUÉBEC	Lignes d'affaires	Région	Municipalite	#	Nom de rue
Bureau de Saint-Jean-Port-Joli	SQc + FQ	12	Saint-Jean-Port-Joli	442	route de l'Église
Bureau de Saint-Raphaël	SQc + FQ	12	Saint-Raphaël	23	avenue Chanoine-Audet
Bureau de Sainte-Hénédine	FQ	12	Sainte-Hénédine	115	rue Langevin
Bureau de Laval	SQc + DEC	13	Laval	1796	boul. des Laurentides
Bureau de L'Assomption	SQc + FQ	14	L'Assomption	867	boul. de l'Ange-Gardien
Bureau de Sainte-Julienne	SQc + FQ	14	Sainte-Julienne	2450	rue Victoria
Bureau de St-Jérôme	SQc + FQ + DEC	15	Saint-Jérôme	500	boul. des Laurentides
Bureau de Mont-Laurier	SQc + FQ	15	Mont-Laurier	585	rue Hébert
Bureau de Saint-Eustache	SQc + FQ	15	Saint-Eustache	236	rue Hémond
Bureau de Lachute	FQ	15	Lachute	505	avenue Béthany
Bureau de Longueuil	SQc + FQ + DEC	16	Longueuil	174	boul. Sainte-Foy
Bureau de Saint-Hyacinthe	SQc	16	Saint-Hyacinthe	600	avenue Sainte-Anne
Bureau de Beauharnois	SQc + FQ	16	Beauharnois	140	rue Saint-Laurent
Bureau de Bedford	SQc + FQ	16	Bedford	4	rue Adhémar-Cusson
Bureau de Huntingdon	SQc + FQ	16	Huntingdon	1	rue Dalhousie
Bureau de La Prairie	SQc + FQ	16	La Prairie	455	boul. Taschereau
Bureau de Lac-Brôme	SQc + FQ	16	Lac-Brôme	550	chemin Knowlton
Bureau de Marieville	SQc + FQ	16	Marieville	500	rue Desjardins
Bureau de Sainte-Julie	SQc + FQ	16	Sainte-Julie	461	boul. Saint-Joseph
Bureau de Sainte-Martine	SQc + FQ	16	Sainte-Martine	164	rue Saint-Joseph
Bureau de Saint-Jean-Richelieu	SQc + FQ	16	Saint-Jean-sur-Richelieu	320	boul.du Séminaire Nord
Bureau de Vaudreuil-Dorion	SQc + FQ	16	Vaudreuil-Dorion	2555	rue Dutrisac
Bureau de Nicolet	SQc + FQ	17	Nicolet	460	boul. Louis-Fréchette
Bureau de Victoriaville	FQ	17	Victoriaville	800	boul. des Bois-Francs Sud
Autres bureaux de Services Québec	**Lignes d'affaires**	**Région**	**Municipalite**	**#**	**Nom de rue**
Bureau du DEC de Québec	DEC	3	Québec	2535	boul. Laurier
Bureau du DEC de Montréal	DEC	6	Montréal	2050	rue De Bleury
Centre de relations à la clientèle (CRC)	SQc (tél)	3	Québec	6655	boul. Pierre-Bertrand
Centre de relations à la clientèle (CRC)	SQc (tél)	11	Caplan	94	boul. Perron Ouest

Source: DDT (données en date du 15 Juin)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

1RP-SQc36

Titre :
Liste des points de service de Services Québec.

Exposé et statistiques :

La liste des bureaux où se retrouve Services Québec est jointe en annexe. Au 15 juin 2014 :

- certains points de Services Québec sont maintenant intégrés dans 24 CLE;
- 57 bureaux de Services Québec demeurent non regroupés;
- 2 centres de relation à la clientèle de Services Québec demeurent dédiés à Services Québec;
- 2 bureaux du Directeur de l'état civil, à Montréal et Québec.

SOURCE : Direction générale des opérations territoriales
COLLABORATION : DGARH, DGSG
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée
DATE : 18 juin 2014

Ministère de l'Emploi
et de la Solidarité
sociale
Québec

Étude des crédits 2014-2015

Demandes de renseignements **particuliers**
de **l'opposition officielle**

Question extraites de la liste du ministère de la Santé et des Services sociaux – Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-SA-1

Titre :

Ventilation des organismes communautaires (avec nom et adresse de ces organismes) qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu des subventions du Secrétariat à l'action communautaire autonome et du Programme de soutien aux organismes communautaires, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2014-2015, par région.

Exposé et statistiques :

Voir le tableau en annexe pour la liste des subventions octroyées par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 16 juin 2014

RPSA-1 Subventions du Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Clientèle Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)

Prg	Région	Organisme	2013-2014
EntNat	03 - Capitale-Nationale	Conseil québécois des entreprises adaptées	11 500,00 $
Total Fonds québécois d'initiatives sociales			**11 500,00 $**
PDD	01 - Bas-Saint-Laurent	Fédération pour personnes handicapées du K.R.T.B. inc.	70 997,00 $
PDD	01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fleuve (ROPHBF)	65 869,00 $
PDD	02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay	65 869,00 $
PDD	02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Saguenay	50 750,00 $
PDD	03 - Capitale-Nationale	Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	135 638,00 $
PDD	03 - Capitale-Nationale	Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)	80 370,00 $
PDD	03 - Capitale-Nationale	Le mouvement "Personne d'abord" du Québec métropolitain	95 381,00 $
PDD	03 - Capitale-Nationale	Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03 (ROP 03)	96 319,00 $
PDD	04 - Mauricie	Comité régional de promotion et de sensibilisation en déficience intellectuelle région 04 inc.	30 000,00 $
PDD	04 - Mauricie	Mouvement personne d'abord région Mauricie	47 814,00 $
PDD	04 - Mauricie	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	96 670,00 $
PDD	04 - Mauricie	Solidarité régionale d'aide et d'accompagnement pour la défense des droits en santé mentale du Centre-du-Québec/Mauricie	- $
PDD	05 - Estrie	Action-Handicap Estrie	65 869,00 $
PDD	05 - Estrie	Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook	30 000,00 $
PDD	05 - Estrie	Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie	39 346,00 $

RPSA-1 Subventions du Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Clientèle Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)

Prg	Région	Organisme	2013-2014
PDD	05 - Estrie	Conseil des aveugles de Memphrémagog	30 000,00 $
PDD	05 - Estrie	Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région Memphrémagog	42 630,00 $
PDD	05 - Estrie	Promotion Handicap Estrie inc.	60 213,00 $
PDD	05 - Estrie	Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain	60 496,00 $
PDD	06 - Montréal	Action des femmes handicapées (Montréal)	47 630,00 $
PDD	06 - Montréal	Alliance des regroupements des usagers du transport adapté du Québec (ARUTAQ)	79 280,00 $
PDD	06 - Montréal	Association du Québec pour l'intégration sociale	- $
PDD	06 - Montréal	Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au post-secondaire (AQEIPS)	62 558,00 $
PDD	06 - Montréal	Association québécoise des personnes de petite taille inc.	74 738,00 $
PDD	06 - Montréal	Centre québécois pour la déficience auditive	117 363,00 $
PDD	06 - Montréal	Comité régional des associations pour la déficience intellectuelle (région 06 A)	98 111,00 $
PDD	06 - Montréal	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	132 443,00 $
PDD	06 - Montréal	Ex aequo	135 813,00 $
PDD	06 - Montréal	Fédération québécoise de l'autisme	153 908,00 $
PDD	06 - Montréal	Kéroul	100 113,00 $
PDD	06 - Montréal	La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	107 725,00 $

RPSA-1 Subventions du Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Clientèle Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)

Prg	Région	Organisme	2013-2014
PDD	06 - Montréal	Les frères et soeurs d'Émile Nelligan	60 528,00 $
PDD	06 - Montréal	Mouvement des personnes d'abord de Montréal	57 150,00 $
PDD	06 - Montréal	Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain RAAMM	130 620,00 $
PDD	06 - Montréal	Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)	114 365,00 $
PDD	06 - Montréal	Regroupement des organismes de promotion du Montréal métropolitain	98 111,00 $
PDD	06 - Montréal	Regroupement des usagers du transport adapté et accessible de l'Île de Montréal	87 004,00 $
PDD	06 - Montréal	Société logique inc.	75 347,00 $
PDD	07 - Outaouais	Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais	30 000,00 $
PDD	07 - Outaouais	Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (R.A.P.H.O.)	65 869,00 $
PDD	08 - Abitibi-Témiscamingue	Association pour personnes handicapées visuelles de l'Abitibi-Témiscamingue	30 000,00 $
PDD	08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement d'associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, R.A.P.H.A.T.	65 869,00 $
PDD	09 - Côte-Nord	Table de concertation des associations de personnes handicapées de la Côte-Nord (La C.A.P.H.)	76 738,00 $
PDD	11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Îles-de-la-Madeleine)	68 914,00 $
PDD	12 - Chaudière-Appalaches	Regroupement des associations de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches	65 869,00 $
PDD	13 - Laval	ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.	83 529,00 $
PDD	13 - Laval	Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval (ROPPHL)	86 886,00 $

RPSA-1 Subventions du Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Clientèle Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)

Prg	Région	Organisme	2013-2014
PDD	14 - Lanaudière	Association des personnes handicapées visuelles du sud de Lanaudière	47 954,00 $
PDD	14 - Lanaudière	Le mouvement des personnes d'abord de Joliette	50 081,00 $
PDD	14 - Lanaudière	Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière	48 517,00 $
PDD	14 - Lanaudière	Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière	106 193,00 $
PDD	15 - Laurentides	Mouvement des personnes d'abord de Lachute	30 000,00 $
PDD	15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse	40 600,00 $
PDD	15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache	40 600,00 $
PDD	15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe-des-Monts	34 884,00 $
PDD	15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de St-Jérôme et ses environs	30 000,00 $
PDD	15 - Laurentides	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif de la MRC Rivière-du-Nord (RUTAC MRC RDN)	30 000,00 $
PDD	15 - Laurentides	Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides	76 019,00 $
PDD	16 - Montérégie	Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)	69 810,00 $
PDD	16 - Montérégie	Dynamique des handicapés de Granby et région inc.	42 630,00 $
PDD	16 - Montérégie	Groupement des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.	97 875,00 $
PDD	16 - Montérégie	Groupement des associations de personnes handicapées du Richelieu-Yamaska	67 446,00 $
PDD	16 - Montérégie	Regroupement des usagers du transport adapté de Châteauguay (RUTAC)	30 000,00 $

RPSA-1 Subventions du Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Clientèle Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)

Prg	Région	Organisme	2013-2014
PDD	16 - Montérégie	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Haut-Richelieu	47 705,00 $
PDD	16 - Montérégie	Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté	50 750,00 $
PDD	17 - Centre-du-Québec	Mouvement des personnes d'abord de Drummondville	50 750,00 $
PDD	17 - Centre-du-Québec	Regroupement d'organismes de personnes handicapées du Centre-du-Québec (région 17)	65 869,00 $
Total Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, volet promotion des droits			**4 528 395,00 $**
PSISC-ACAB	02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay	- $
PSISC-ACAB	03 - Capitale-Nationale	Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	- $
PSISC-ACAB	03 - Capitale-Nationale	Le centre de parrainage civique de Québec inc.	- $
PSISC-ACAB	04 - Mauricie	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	17 500,00 $
PSISC-ACAB	06 - Montréal	Action des femmes handicapées (Montréal)	- $
PSISC-ACAB	06 - Montréal	Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au post-secondaire (AQEIPS)	- $
PSISC-ACAB	06 - Montréal	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	22 500,00 $
PSISC-ACAB	06 - Montréal	Kéroul	30 000,00 $
PSISC-ACAB	06 - Montréal	La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	- $
PSISC-ACAB	06 - Montréal	Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)	- $
PSISC-ACAB	16 - Montérégie	Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)	22 500,00 $
PSISC-ACAB	16 - Montérégie	Groupement des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.	5 662,80 $
Total Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires			**98 162,80 $**

RPSA-1 Subventions du Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Clientèle Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)

Prg	Région	Organisme	2013-2014
Total			**4 638 057,80 $**